



Sommaire

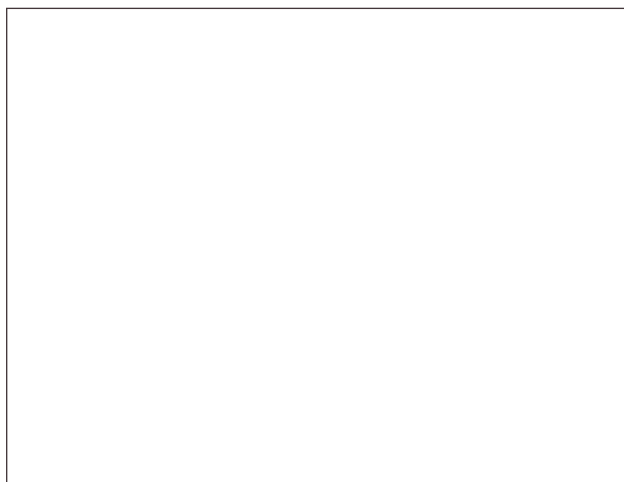
COMPTES RENDUS DE L'ANEF	1
A.G. du 21 septembre 2002	1
C.A. du 22 novembre 2002	5
ENSEIGNEMENTS	9
COLLOQUES	25
APPELS À CONTRIBUTIONS	39
RÉSEAUX	43
PUBLICATIONS/SOUTENANCES DES MEMBRES DE L'ANEF	51
LIVRES	61
Comptes rendus	61
Parutions	83
REVUES	107
MANIFESTES	117
BULLETINS DE COMMANDE	129
STATUTS	131
ADHÉSION, ABONNEMENT	133



*Comptes rendus
du C.A.
de l'ANEF*

*Assemblée générale
du 21 septembre 2002, Toulouse*

Photo : Nicole Décuré



A.G. du 22 septembre 2002, Toulouse.

L'Assemblée générale de l'ANEF, en conclusion du colloque « Ruptures, résistances et utopies » de Toulouse, a rassemblé une quarantaine d'adhérentes. Elle a commencé par un tour de table où chacune s'est présentée.

RAPPORT MORAL

La présidente, Annik Houel, s'est réjouie du nombre et du rajeunissement de l'assistance en présentant le rapport moral, puis elle a donné la parole aux différentes responsables.

Nicole Décuré a fait le point sur le *Bulletin* et autres publications.

- Le bulletin tourne assez bien, une aide à la relecture est apportée par Arlette Pambrun et Catherine Guinchard. Il sort trois fois par an. La difficulté est toujours de réunir les informations, surtout celles du printemps.

- Le numéro spécial « École et inégalités de sexe », (Actes de la table ronde de décembre 1999) est enfin sorti.

- L'annuaire 2000 a demandé un énorme travail et ne peut être régulièrement actualisé. Il faudra faire un annuaire en ligne.

- Le site anef.org existe depuis un an. On manque d'informations nouvelles à y mettre à temps. Il est prévu de mettre en ligne nos archives, (anciens bulletins et actes).

- Pour la journée ANEF 2002, deux tables rondes du colloque ont été enregistrées : Institutionnalisation et Diffusion. Les intervenantes doivent fournir leurs textes.

Hélène Rouch a présenté les publications de la collection Bibliothèque du féminisme chez L'Harmattan (voir pp. 83-85 dans ce bulletin).

Dominique Fougeyrollas a présenté le RING, Réseau interdisciplinaire, Interuniversitaire sur le Genre. Rattaché à Paris 7 dans son Contrat quadriennal, le réseau est financé par la Direction de la Recherche et lie plusieurs universités. Il y a aussi des adhérentes individuelles. Le réseau est en place, avec un comité

de pilotage. Il a organisé un colloque en mai « Le Genre comme catégorie d'analyse ». La prochaine journée est prévue à Lyon le 22 mars 2003, centrée sur les disciplines psychologiques et psychanalytiques. Le RING a un site, géré par Danièle Sénotier.

Annik Houel explique les conventions « Égalité des chances », signées par les Universités avec la Direction de l'Enseignement supérieur et financées sur des fonds européens FSE (tableau des universités ayant signé des conventions, pp. 22-23 de ce bulletin). Des conventions avaient déjà été signées l'an dernier, notamment par Tours et Versailles Saint-Quentin.

Ces conventions sont le fruit de longues années de travail dans les universités. Elles concernent l'enseignement, la recherche, la promotion de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes par différents moyens. Les responsables de ces projets se coordonnent dans plusieurs groupes de travail avec la chargée de mission à la Direction de l'Enseignement supérieur.

Françoise Picq présente la convention signée par l'ANEF avec le Service des Droits des femmes pour l'analyse du recensement des enseignements et recherches sur le genre. Ce recensement a été effectué sous la responsabilité de la directrice des enseignements supérieurs au ministère de l'Éducation nationale et de la directrice de la recherche au ministère de la Recherche. Le Service des Droits des femmes a fait un appel d'offres pour l'analyse des données recueillies auquel l'ANEF a répondu. Un groupe de travail a été constitué avec des responsables de l'ANEF habituées de ce travail et des chargées de recherche. Les premiers résultats ont pu être présentés dans l'atelier « Institutionnalisation » du colloque de Toulouse.

Le rapport moral est adopté à l'unanimité.

RAPPORT FINANCIER

Il y a beaucoup de nouvelles adhérentes (au tarif « investissement sur l'avenir », mais de nombreuses anciennes ne sont plus adhérentes. La baisse de la subvention est très importante. La

situation financière est encore très bonne grâce à la bonne gestion, mais à terme cela posera problème.

Le rapport financier est adopté à l'unanimité.

DISCUSSION

Plusieurs points sont débattus :

- l'articulation chercheuses / militantes et un débat s'engage sur la suppression des subventions que viennent de subir plusieurs associations féministes (voir p. 127 dans ce bulletin) ;
- les liens avec de nouveaux groupes : les doctorantes, CLASHES ;
- l'international (notamment la proposition faite à l'ANEF de constituer le réseau francophone d'Athéna).

ÉLECTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Il y avait 11 candidates pour 11 postes. Le suspense n'a pas été insoutenable. 53 adhérentes (la moitié de l'ANEF) ont voté et toutes les candidates ont été élues à la quasi-unanimité.

Compte rendu du C.A. du 22 novembre 2002

Présentes : Muriel Andriocci, Geneviève Cresson, Nicole Décuré, Elsa Dorlin, Michèle Ferrand, Dominique Fougeyrollas, Annik Houel, Nicky Le Feuvre, Françoise Picq.

Excusées : Catherine Guinchard, Nicole Mosconi.

COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ANEF DU 18 SEPTEMBRE 2002

Relecture, corrections et adoption.

ACCUEIL DES NOUVELLES qui intègrent le C.A.

La lecture d'un texte de Françoise Picq qui a été envoyé à certaines candidates potentielles aux élections de septembre 2002, a permis de préciser le fonctionnement du C.A. En principe, les réunions du C.A. ont lieu trois à quatre fois par an, à Paris, même si certaines réunions ont été (ou seront) organisées en province. Les conférences téléphoniques intermédiaires permettent de suivre des dossiers en cours.

ÉLECTION DU BUREAU

Annik Houel est reconduite dans la fonction de présidente

Françoise Picq dans la fonction de vice-présidente

Michèle Ferrand : trésorière

Nicole Décuré : secrétaire

Catherine Guinchard : secrétaire adjointe

LES DIFFÉRENTES FONCTIONS AU SEIN DU BUREAU

- Responsable du *Bulletin* et des publications des Journées de l'ANEF : Nicole Décuré.

- Commission Universités : Nicky Le Feuvre, Annik Houel, Françoise Picq, Geneviève Cresson. Cette commission prendra

notamment en charge le suivi des activités proposées (et financées) dans les établissements qui ont répondu à l'appel à projets : « Promouvoir l'égalité hommes/femmes dans l'enseignement supérieur » en 2002.

- Commission CNRS et organismes de recherche : Michèle Ferrand, Dominique Fougeyrollas.
- Commission Doctorantes : Elsa Dorlin et Muriel Andriocci.
- Commission Relations internationales : Nicky Le Feuvre, Françoise Picq et Muriel Andriocci.
- Commission « Bibliothèque du Féminisme » et autres publications (hors *Journées de l'ANEF*) : Dominique Fougeyrollas, Elsa Dorlin et Geneviève Cresson.
- Commission chargée d'assurer l'interface avec les autres associations féministes : Françoise Picq et Elsa Dorlin.

LES RELATIONS INTERNATIONALES

Nicky Le Feuvre exprime son inquiétude quant à l'absence persistante des universités et équipes de recherche françaises dans les réseaux européens des études féministes. Elle rappelle que toute institution impliquée dans les études ou recherches féministes peut adhérer à l'AOIFE (500 Euros/an – somme qui peut être prise en charge par les Services de relations internationales au sein de nos établissements de rattachement), qui est la structure européenne qui fédère les universités, les centres de recherche, les centres de documentation en études/recherches féministes, et dont WISE fait désormais partie.

Indépendamment de l'adhésion à l'AOIFE, il existe une possibilité de participation au réseau thématique ATHENA, qui dépend de l'AOIFE.

L'équipe qui dirige ATHENA à l'Université d'Utrecht est actuellement en train de déposer une demande de renouvellement de ce réseau auprès de la Commission européenne (DG XXII – Éducation). Dans le cadre de cette demande de renouvellement, Rosi Braidotti avait sollicité certains membres du C.A. de l'ANEF,

en vue de la création d'un « sous-réseau » francophone au sein de ATHENA II. Des réserves quant à la pertinence de cette initiative et des délais de réponse très courts (à peine 15 jours) ont abouti sur une absence de réponse de notre part. Il n'empêche, de plus en plus de financements en études et recherches féministes vont être orientés dans les années à venir vers le niveau européen. Si les universités et centres de recherche français ne participent pas à ces réseaux, nous aurons du mal à assurer l'avenir de ce champ en France.

Pour plus d'informations, prendre contact avec les coordonatrices de ces réseaux :

AOIFE : berst@tema.liu.se

ATHENA : ATHENA@et.uu.nl

C'est ATHENA qui organise, par exemple, la 5^e conférence européenne de la recherche féministe, qui aura lieu à Lund (Suède) du 19 au 24 août 2003.

Date limite pour les propositions de communication : 1^{er} février 2003. Voir le site web pour s'inscrire :

www.5thfeminist.lu.se

Nicky Le Feuvre insiste sur la possibilité de proposer un ou plusieurs ateliers francophones dans le cadre de ce colloque, notamment autour des thématiques qui sont susceptibles de mobiliser les adhérentes de l'ANEF. Le C.A. décide de prendre en charge la participation de quelques membres du C.A. à ce colloque, notamment autour de la présentation des résultats du projet de recherche en cours sur l'inventaire des enseignements et recherches féministes en France.

LE RING

- Bilan de la réunion du comité directeur du RING qui a eu lieu le vendredi matin 22 novembre 2002. Il y avait 7 participantes à cette réunion, dont 3 représentantes du réseau des doctorantes... C'est peu !

- Les responsables des Tables rondes du colloque de mai 2002, « Le genre », sont en train de préparer les Actes, qui seront édités par L'Harmattan, dans la collection Bibliothèque du féminisme, d'ici le 22 mars 2003.
- La prochaine journée du RING aura lieu à Lyon, sur le thème « Psychologie et psychanalyse », le samedi 22 mars (toute la journée).
- L'A.G. du RING aura lieu samedi 14 décembre à 14 h, sur le site Jussieu de Paris VII : Immeuble Montréal, Dalle des Olympiades, 103-105, rue de Tolbiac 75013 Paris, amphi 113 (rez-de-chaussée).
- Le comité directeur se réunira à 10 h 30 le 14 décembre, notamment pour faire le point sur des questions qui n'ont pas pu être abordées à la réunion du 22 novembre.

PROSTITUTION

Le C.A. étudie une sollicitation à signer une pétition intitulée « Non au système prostitutionnel, non au projet de loi Sarkozy, oui à un monde sans prostitution ». Les membres du C.A. regrettent que quelques phrases dans le texte de cette pétition renvoient davantage au débat interne au mouvement féministe sur la prostitution qu'au projet de loi lui-même. Il paraît donc impossible de signer ce texte au nom de l'ANEF (voir rubrique « Manifestes »).

HARCÈLEMENT SEXUEL AU SEIN DES UNIVERSITÉS

Le C.A. consacre un long moment au problème du harcèlement sexuel dans les universités et centres de recherche. Il s'agit de définir les actions possibles face aux pratiques de harcèlement et d'apporter notre soutien aux initiatives impulsées par d'autres (notamment par CLASCHEs). Chaque membre du C.A. donne des exemples des mesures prises ou en cours d'adoption au sein de son établissement. De l'avis général, beaucoup reste à faire sur cette question.

Prochain C.A. : le 31 janvier 2003 à Paris.



Université Blaise-Pascal
Clermont-Ferrand

▲ Le mouvement en faveur du droit de vote
des femmes en Grande-Bretagne

Cours de maîtrise de Martine Spensky, second semestre
Département d'anglais. 34, av. Carnot 63000 Clermont-Ferrand
Le premier cours aura lieu le 19 janvier 2003 de 9 h 15 à 11 h 15
et tous les vendredis à la même heure jusqu'au 13 mars 2003.

Celles et ceux qui désirent faire une maîtrise ou un DEA en
anglais avec Martine Spensky avec une approche féministe
peuvent la contacter à cette adresse ou à son adresse électronique :
(martine@asynet.fr).

EHESS, Paris

▲ Genre et politique : l'expérience du XIX^e siècle

Cours proposé par Michèle Riot-Sarcey, professeure d'histoire
contemporaine

À partir de février 2003, lundi, de 10 h à 12 h.

Siècle des révolutions, le XIX^e siècle est aussi le siècle de la
genèse de la démocratie représentative. L'histoire politique n'a

guère abordé jusqu'alors les rapports de pouvoir à l'œuvre dans l'organisation des sociétés : les relations de domination hommes-femmes sont au cœur de ce dispositif. Au cours de ce séminaire, nous tenterons de comprendre comment les liens se tissent entre représentation politique et construction des catégories sociales. Le cours sera précédé d'une introduction problématique sur l'utilisation du genre en France, avec les apports théoriques des chercheuses françaises, américaines et... d'ailleurs. Il pourra se conclure par une réflexion épistémologique sur les limites de l'usage de la notion de genre, particulièrement dans le domaine historique.

Une séance par mois, Gérard Noiriél et Michèle Riot-Sarcey proposeront une lecture critique de textes fondamentaux relatifs aux relations de pouvoirs, de Max Weber à Michel Foucault, etc.

▲ Les sociétés matrilineaires et matrilocales

Nicole-Claude Mathieu, anthropologie

2^e samedi du mois, 10 h-13 h, salle 8, 105, bd Raspail, à partir du 9 novembre.

▲ Sociologie des mouvements sociaux :
femmes et féminisme

Alain Touraine, sociologie

Judi 11 h-13 h, salle 8, 105, bd Raspail, à partir du 7 novembre.

▲ État des études gay et lesbiennes

Françoise Gaspard, Didier Éribon, sociologie

1^{er} et 3^e mardi du mois, 18 h-20 h, salle 5, 105, bd Raspail, à partir du 19 novembre.

▲ Métaphysique de la différence sexuelle
dans la pensée chrétienne

Sylviane Agacinski, philosophie

2^e et 4^e mardi du mois, 18 h-20 h, salle 5, 105, bd Raspail, à partir du 12 novembre.

▲ Actualité sexuelle. Politiques et savoirs du genre,
de la sexualité et de la filiation

Éric Fassin, Michel Feher, Michel Tort, sociologie
mercredi, 14 h-16 h, salle 8, ENS, 48, bd Jourdan, à partir du
6 novembre.

▲ Le féminisme trente ans après

Marcela Iacub
1^{er} mercredi du mois, 17 h-19 h, salle 916, 54, bd Raspail, à partir
du 6 novembre.

EHESS, Marseille

▲ La dimension sexuée de la vie sociale ; approche compa-
rative. Les analyses de l'inceste (1^{er} semestre)

▲ Sexe, genre, sexualité : approche de sociologie
juridique (2^e semestre)

Irène Théry, sociologie
Jeudi, 16 h-18 h, salle de réunion, La vieille charité.

EHESS, Toulouse

▲ Construction sociale des sexes et parenté

Agnès Fine, anthropologie
Jeudi, 10 h 30-12 h 30, à partir du 21 novembre, 39, allées Jules-
Guesde.

Université de Paris X-Nanterre

Département Sciences de l'éducation

Le pôle « Rapports sociaux de sexe en éducation » se renforce
à Nanterre. Une nouvelle collègue, maîtresse de conférences,

Cendrine Marro, a été recrutée et travaillera avec Nicole Mosconi sur cet axe.

NIVEAU SECOND CYCLE

– Un cours de licence-maîtrise optionnel de 36 heures : « Rapports sociaux de sexe en éducation et formation », avec un groupe au premier semestre animé par Marie-Anne Hugon et un groupe au second semestre animé par Nicole Mosconi

– Un séminaire de maîtrise (50 heures) « Savoirs, mixité, rapports sociaux de sexe », initiation à la recherche, accompagnement du mémoire, co-animé par Cendrine Marro et Nicole Mosconi.

– Un séminaire de DEA « Savoirs et rapport au savoir », dans lequel Nicole Mosconi et Cendrine Marro interviendront sur le thème « Rapport au savoir et rapports sociaux de sexe ».

– Un séminaire de thèse, animé par Nicole Mosconi, avec la participation de Cendrine Marro, sur le thème « Éducation, formation et rapports sociaux de sexe ».

Pour tous renseignements :

Courriel : nicole.mosconi@wanadoo.fr

Université Paris 7-Denis-Diderot

Année universitaire 2002-2003, 1^{er} semestre, UFR de Sciences sociales, 1^{er} cycle, Lettres et Sciences Humaines (LSH), (patio 3, situé entre les tours 42-43), UV 54 SO 124 :

▲ Femmes et institutions

Enseignante : Mme Claude Zaidman
Groupe 1, lundi de 10 h 30 à 13 h 30.

Enseignante : Monique Dental
Groupe 2, vendredi de 14 h à 17 h.

Cet enseignement a pour objectif d'apporter un regard pluridisciplinaire sur la façon dont se construisent et se reconstruisent les rapports de « genre » dans le monde contemporain. Malgré les avancées juridiques de l'égalité entre les sexes dans un certain nombre de sociétés, on constate toujours l'existence de fortes inégalités entre les femmes et les hommes et des discriminations sexistes et racistes.

En étudiant la façon dont les pratiques de différentes institutions dans les pays du Nord et du Sud expriment cette réalité, on réfléchira à la nécessité et à la manière d'incorporer cette analyse aux projets de transformation sociale.

Début des cours : lundi 7 octobre 2002.

Claude Zaidman :

Tél. 01 44 27 56 23 – Courriel : cedref@ccr.jussieu.fr

Monique Dental :

Tél. 01 44 27 36 10 – Courriel : dental@ccr.jussieu.fr

PPF « Genre, sciences et société », CEDREF

Adresse administrative : Case postale 7132 – 2, place Jussieu
75251 Paris cedex 05

Adresse géographique : Immeuble Montréal – 103, rue de Tolbiac 75013 Paris

CNRS - Université de Paris 8

UMR 7111. Tél. 01 40 25 11 98. Fax : 01 40 25 12 03. Adresse électronique : gers@iresco.fr

Séminaire du GERS 2002-2003

▲ Genre et rapports sociaux

18 novembre 2002 (9 h-18 h), salle de conférence :

Inégalités, actions collectives et nouvelles formes de régulation

Journée organisée avec Travail et mobilités Université de Paris 10-Nanterre par Helena Hirata (sociologue, GERS) et Danièle Linhart (sociologue, Travail et mobilités).

16 décembre 2003 :

Deux études sur « Rapports sociaux de sexe et mouvements sociaux » :

– **La marche des femmes** par Elsa Galerand (doctorante en sociologie au GERS) ;

– **Femmes dans les syndicats au Portugal** par Vera Santana (sociologue, Centre des études du genre, Université des Humanités et des Technologies de Lisbonne).

27 janvier 2003 :

– **La maternité et la toxicomanie** par Maria de Koninck (professeure de médecine sociale à l'Université de Laval, Québec).

– **Le célibat et l'excès de boire** par Bruno Proth (sociologue, post doctorant au GERS) et Vincent Raybaud (doctorant en sociologie à l'Université de Paris 8).

24 mars 2003 (journée), salle de conférence :

Qui a peur des *gender, cultural and queer studies* ? France-USA et retour.

Journée organisée par Madeleine Akrich (sociologue, Centre de sociologie de l'innovation (CSI), École des Mines de Paris), Danièle Chabaud-Rychter (sociologue, GERS) et Delphine Gardey (historienne, Centre de recherche en histoire des sciences et des techniques (CRHST), CNRS et Cité des sciences et de l'industrie).

28 avril 2003 :

Droits politiques des ouvrières durant la première guerre mondiale et l'entre-deux-guerres dans la bonneterie troyenne.

Helen H. Chenut (historienne, Université de Californie), Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard (historienne, GERS) discutante.

12 mai 2003 : Journée organisée par les étudiants de l'UMR.

13 et 14 juin 2003 (à confirmer) :

Les jeunes issus de l'immigration : comparaison France - Allemagne.

Colloque organisé avec l'Institut Maghreb-Europe et l'Institut d'études européennes de l'Université de Paris 8 par Aïssa Kadri (sociologue, IME, GRASS) et Isabelle Rigoni (sociologue, GERS, post doctorante à l'Université de Warwick, Grande-Bretagne).

Le séminaire a lieu le lundi de 14 h à 17 h, salle 124, IRESCO, 59-61, rue Pouchet 75017 PARIS (métro ligne 13 « Guy Moquet » ou « Brochant », autobus 66 « La Jonquière », ou PC « Porte Pouchet »).

Contact : Service de communication de l'IRESCO
Tél. 01 40 25 11 86.

Université de Picardie Jules-Verne

▲ Rapports sociaux de sexe

Département de psychologie – Maîtrise, psychologie sociale

Responsable : Gail Pheterson

2^e semestre – 30 heures (15 h CM, 15 h TD)

Après une introduction historique des recherches et des enseignements sur les rapports sociaux de sexe dans les sciences sociales et spécifiquement en psychologie, nous traiterons les thèmes suivants : (1) les variables du sexe et du genre en psychologie sociale (2) la socialisation cognitive et comportementale des filles et des garçons (3) l'identité sexuée/sexuelle/de sexe (4) le masculin générique et le féminin particulier dans la langue, la loi et l'attribution sociale (5) l'idée de Nature et de normalité dans les rapports sociaux (6) le travail sexué.

Quelques auteurs : Apfelbaum E., Birns B., Guillaumin C., Hurtig M.-C. et Pichevin M.-F., La Pointe J. et Eichler M., Michard C., Pelletier M., Pheterson G., Rubin G., Tabet P., Weisstein N.

Université Lumière-Lyon 2

Enseignements du deuxième semestre

FACULTÉ DES LETTRES

▲ Féminin/masculin 1

24229 option deug de lettres, semestre 3

Enseignante : Michèle Fontana

Horaire : 24 h.

Objectifs et méthodes :

Ce cours se propose d'étudier la problématique du féminin et du masculin dans les œuvres littéraires françaises. Seront abordés les mythes et les représentations de la différence des sexes, les questions de l'énonciation liées au statut du narrateur ou de la narratrice.

Programme : autobiographies :

Beauvoir, *Mémoires d'une jeune fille rangée* (Folio) ; Sartre, *Les mots* (Folio) ; Doubrovsky, *Le Livre brisé* (Poche).

Contrôle de connaissances :

Étudiants assidus : un exposé oral ou écrit (coef. 1) ; une épreuve écrite finale en 2 h (coef. 1). D.A. et rattrapage : une épreuve écrite en 2 h.

▲ Féminin/masculin 2

24239 option deug de Lettres, semestre 4

Enseignante : Merete Stistrup Jensen

Horaire : 24 h.

Objectifs et méthodes :

Ce cours est ouvert d'abord aux étudiants qui n'ont pas suivi Féminin/masculin 1 au 3^e semestre, mais il peut aussi lui faire suite. Il se propose d'étudier la problématique du féminin et du masculin dans les œuvres littéraires françaises et étrangères. Seront abordés les mythes et les représentations de la différence des sexes,

les questions de l'énonciation liées au statut du narrateur ou de la narratrice.

Programme : Récits d'enfance :

Michel Leiris, *L'Âge d'homme* (Folio) ; Nathalie Sarraute, *Enfance* (Folio) ; Tarjei Vesaas, *Palais de glace* (Poche) ; Karen Blixen, *Peter et Rosa* (in *Contes d'hiver*, Folio).

Contrôle de connaissances :

Étudiants assidus : un exposé oral ou écrit (coef. 1) ; une épreuve écrite finale en 2 h (coef. 1). D.A. et rattrapage : une épreuve écrite en 2 h.

▲ Masculin/Féminin

4DA2MAF2

Responsable : Christine Planté

Horaire : 48 h

Objectifs et méthodes :

Étude de la place des femmes (comme personnages, écrivains, lectrices, etc.) et des représentations du masculin et du féminin, ainsi que de leur évolution dans des œuvres littéraires françaises et étrangères. La réflexion met l'accent sur la dimension historique et sur les différentes approches théoriques possibles.

Programme : Transgressions romanesques de la frontière des sexes.

La littérature, et particulièrement le récit romanesque, permettent de raconter l'inavouable, l'interdit, l'impossible, et d'imaginer des contestations et des transgressions des rôles sexuels.

1. Travestissements et inversions dans le roman français (Christine Planté)

On s'intéressera particulièrement aux situations de travestissement et d'inversion des rôles, en les resituant en contexte historique et culturel, et en analysant leur lien avec la poétique romanesque et une réflexion sur la représentation.

– Théophile Gautier, *Mademoiselle de Maupin* (Livre de poche) ; Rachilde, *Monsieur Vénus* (Flammarion).

D'autres textes seront abordés en cours, parmi lesquels : Marie-Jeanne L'Héritier de Villandon, « Marmoisan ou l'Innocente tromperie » (1696), in Catherine Velay-Vallantin, *La Fille en garçon*, Garae/Hesiode, Carcassonne, 1992 ; « La Marquise-Marquis de Banneville » (1696, le Mercure Galant), in *Mémoires de l'abbé de Choisy habillé en femme*, éd. Ombres « Petite bibliothèque Ombres », 1995 ; Balzac, *Seraphita* (1835), in *La Comédie humaine*, éd. de la Pléiade, XI ; George Sand, *Gabriel* (1839) éditions des femmes, 1988.

2. L'androgynie dans des œuvres littéraires étrangères (Merete Stistrup Jensen)

L'androgynie et ses formes de dépassement, en particulier la figure de l'ange, seront étudiés dans une perspective comparatiste et contemporaine à partir des exemples romanesques du xx^e siècle.

– Robert Walser, *Les enfants Tanner* (1907) (Folio) ; Virginia Woolf, *Orlando* (1928) (Livre de poche) ; Angela Carter, *Des nuits au cirque* (1984) (Seuil), 1988.

Il sera fait appel à d'autres textes littéraires ainsi qu'à des travaux anglo-américains concernant la « queer theory ».

INSTITUT DE PSYCHOLOGIE

Licence de psychologie sociale

▲ Hommes et femmes dans le monde du travail

UV 38 124 – Psychologie sociale – CM au 2^e semestre (12 h)

Responsable : Annik Houel

On ne peut comprendre les inégalités des niveaux de qualification et de salaires entre les hommes et les femmes qu'en termes de ce qu'on appelle maintenant les rapports sociaux de sexe. C'est la division sexuelle du travail, entre les sphères du privé et du public, telle qu'elle est organisée traditionnellement dans notre

société industrielle, qui explique les poids respectifs des charges éducatives au sein de la famille et donc des cycles d'activités des hommes et des femmes. Conséquences directes mais indirectes aussi, par exemple sur l'imaginaire sexué dans le monde du travail : qu'en est-il des représentations de la féminité et de la masculinité, qu'en est-il des enjeux de pouvoir entre les hommes et les femmes au sein de l'entreprise ? Après un bref historique, ces deux aspects seront traités d'un point de vue psycho-sociologique.

▲ Les rapports sociaux de sexe : les difficultés d'insertion et leur prise en compte

UV 38 124 – Psychologie sociale – 2^e semestre – TD de 24 h
Responsable : Annick Rivet

Ce TD concerne des étudiants en stage dans des organismes ou institutions du travail social se consacrant, soit aux adolescent-e-s en difficulté (délinquance, toxicomanie, maternité précoce, etc.) soit aux adultes en rupture d'insertion (RMI, centre d'accueil de femmes battues, etc.).

Le travail portera très largement sur les problématiques subjectives des personnes, sur la dynamique institutionnelle et les tensions de toutes sortes que subissent ces organismes, sur les discours tenus et les actions entreprises. Une attention spécifique sera consacrée à la façon dont les positions sociales différentes des hommes et des femmes (par rapport au travail, à la famille, etc.) induisent des situations de réinsertion et des actions sociales différentes. Nous verrons aussi comment cette question des rapports sociaux de sexe est prise en compte.

Maîtrise de psychologie

▲ Transformations sociales, pensée de la différence des sexes, identité sexuée

Module 5 – UV 48 109 – TD de 24 h – 2^e semestre
Responsable : Patricia Mercader

Nous travaillerons sur l'articulation entre deux conceptions de la masculinité et de la féminité, investissement personnel, érotique, d'une position sexuée dans l'ordre des générations d'une part, et différenciation active de deux groupes sociaux dont les rapports sont essentiellement de pouvoir, d'autre part.

Nous évoquerons donc comment l'évolution des statuts socio-sexués, des pratiques sociales qui leur sont relatives et des représentations sociales de la masculinité et de la féminité, retentissent sur les hommes et les femmes dans leur problématique identitaire, leurs relations inter-individuelles, et au sein des organisations.

Nous étudierons aussi les théorisations mêmes de la différence des sexes, qui expriment à la fois une problématique intrapsychique sexuelle et une quête de pouvoir dans des rapports sociaux organisés.

FACULTÉ DES LANGUES

Licence d'anglais, option Études américaines

▲ "Protest USA ; The Howling Sixties"

2^e semestre

Responsable : Claudette Fillard

L'une de nos références essentielles est la création de NOW (National Organization for Women) et l'action de sa présidente Betty FRIEDAN. Les étudiants doivent se procurer son ouvrage *The Feminine Mystique* (1963) que nous utilisons tout au long de notre exploration. Tous les cours se font en anglais.

Pour tout contact : Le CLEF, Centre Lyonnais d'Etudes féministes, qui est un centre de documentation et de recherches et bibliothèque de prêt, ouvert à tous et à toutes, étudiant-e-s et enseignant-e-s chercheurs. Les permanences sont les mercredis, 12 h-15 h, les mardis 10 h-18 h, salle 226 K (Institut de psychologie) – Tél : 04 78 77 24 84.

INETOP-CNAM

▲ Enjeu et mise en jeu de l'identité sexuée et sexuelle à l'école et au travail

1^{re} année, 2002-2003

Séminaire PSYGID (Psychologie, genre et identités)

Vendredi 14 h-16 h 30. Amphithéâtre (rez-de-chaussée) – 41, rue Gay-Lussac 75005 Paris

Accès libre dans la mesure des places disponibles.

31 janvier 2003 :

Une étude sur les connaissances des adolescent-e-s dans le domaine de la sexualité, Pascal Mallet, professeur de psychologie, Université Paris X-Nanterre. Discutante : Cendrine Marro.

28 février 2003 :

L'évaluation psychologique de la féminité et de la masculinité : quelle(s) signification(s) ? Quel(s) intérêt(s) ? Cendrine Marro, maîtresse de conférences en psychologie, Université Paris X-Nanterre. Discutante : Livia Scheller.

16 mai 2003 :

Faire des sciences et faire du sport au lycée : une logique de sexe ? Françoise Vouillot, maîtresse de conférences en psychologie, INETOP/CNAM. Discutant : Jean-Claude Porlier.

Équipes de recherche :

ORIGINES, responsable : Françoise Vouillot, INETOP/CNAM, origines@cnam.fr

Psychodynamique et psychopathologie du travail, responsable : Pascale Molinier, Laboratoire de psychologie du travail et de l'action CNAM.

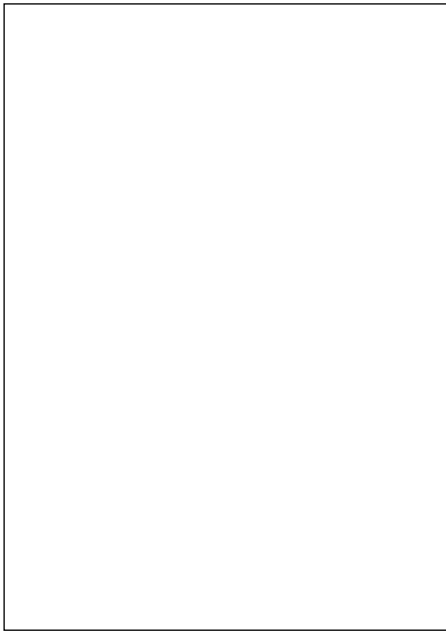
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

VILLE		ETABLISSEMENT	RESPONSABLE DE PROJET
A - Établissements retenus :			
Lille	R	USTL-Lille1	Martine Carette
Lille	R	Lille 3	Laurence Broze
Lyon	R	Lyon 2	Annik Houel/Ch. Planté
Lyon	R	IUFM	Michelle Zancarini
Montpellier	R	Montpellier 3	Geneviève Duché
Paris	R	Paris 9	Françoise Picq
Paris	R	ENSAM	A.-Sophie Godfroy-Genin
Reims	R	Univ. de Reims	Julianne Unterberger
Rouen	R	Univ. de Rouen	Hélène Dauchel
Saint-Étienne	R	ISTASE	M.G. Noyel
Toulouse	R	Toulouse 2	Nicky Le Feuvre Jacqueline Martin
B - Établissements à qui une association avec un établissement retenu est recommandée :			
Aix-Marseille	A	IUFM	Huon-Mencherini
Clermont-Ferrand	A	École nat. sup. de chimie	Jacques Lacoste
Lyon	A	Lyon 1	Christine Charretton
Reims	A	IUFM	Christine Bouissou
NB : le dossier des établissements suivants a été réorienté vers le ministère de tutelle ou le ministère compétent pour la recherche.			
Lyon	Agri	ISARA	Andrée Dufour
Montpellier	Agri	École nat. sup. agronomique	Chantal Veleine
Avignon	Recherche	INRA	Vincent Mangematin
Strasbourg	Recherche	IUFM	Pascal Politanski

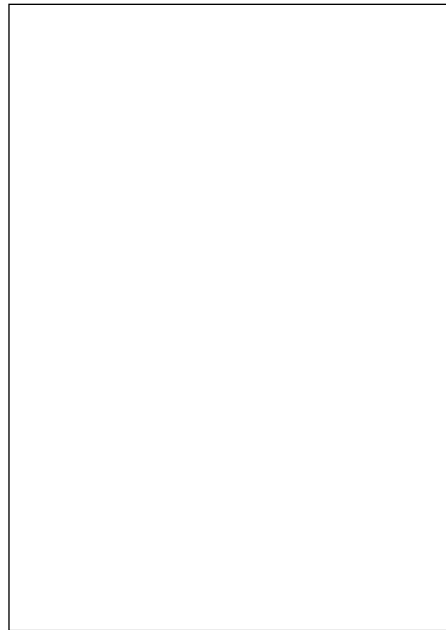
**Appel à projets 2002 — Égalité des chances
entres les femmes et les hommes**

Financement par le Fonds Social Européen au titre de l'objectif 3 — mesures 8 et 9
— amélioration de la participation et de l'accès des femmes au marché de l'emploi
Commission nationale de sélection du 18 avril 2002 : décisions

TÉLÉPHONE	COURRIEL	ASSOCIATIONS RECOMMANDÉES
03.20.43.44.04	martine.carette@univ-lille1.fr	avec Lille 3
03.20.41.62.98	broze@univ-lille3.fr	avec Lille 1
04.78.42.66.49	annik.houel@univ-lyon2.fr	avec Lyon 1
04 91.72 33 34	michelle.zancarini-foumel@lyon.iufm.fr	avec IUFM d'Aix-enProvence
04.67.14.21.67	genevieve.duche@univ-montp3.fr	
01.44.05.46.22	Francoise.picq@dauphine.fr	
01.44.24.64.63	genin@paris.ensam.fr	
03.26.91.32.20	julia.unterberger@univ-reims.fr	avec l'IUFM de Reims
02.35.14.63.89	Helene.Dauchel@univ-rouen.fr	
04.77.48.50.02	noyel@univ-st-etienne.fr	avec École Chimie de Clermont-Ferrand
05.61.50.43.94	lefeuvre@univ-tlse2.fr jacqueline.martin@univ-tlse2.fr	
04.42.33.02.21	n.mencherini@aix-mrs.iufm.fr	avec IUFM de Lyon
04.73.40.71.50	jlacoste@ensccf.univ-bpclermont.fr	avec l'ISTASE de Saint-Étienne
04.72.43.10.77	charretton@gaspard.univ-lyon1.fr	avec Lyon 2
03.26.02.18.29	christine.bouissou@reims.iufm.fr	avec l'univ. de Reims
04.78.92.69.84	adufour@isara.fr	
04.99.61.27.39	veleine@ensam.inra.fr	
04.76.82.56.86	vincent@grenoble.inra.fr	
03.88.31.92.72	pascal.politanski@alsace.iufm.fr	



*Elles sont venues
de partout,
seules,*



à deux,

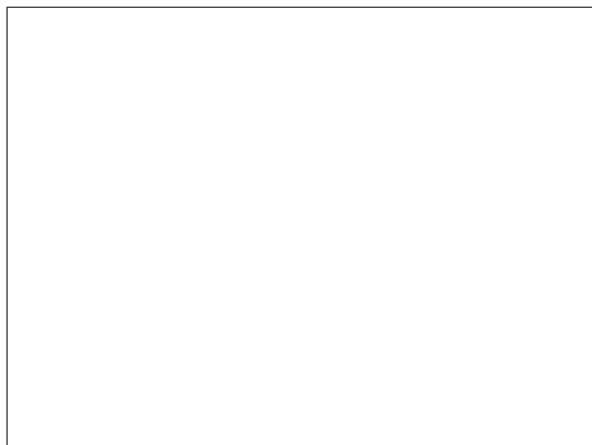


Colloques

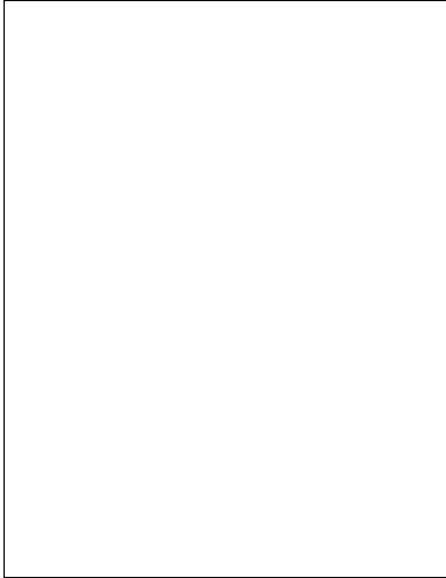
Comptes rendus

▲ *Le Colloque de Toulouse « Ruptures, résistances et utopies » : résumé en images*

Reportage photo de Nicole Décuré, septembre 2002.

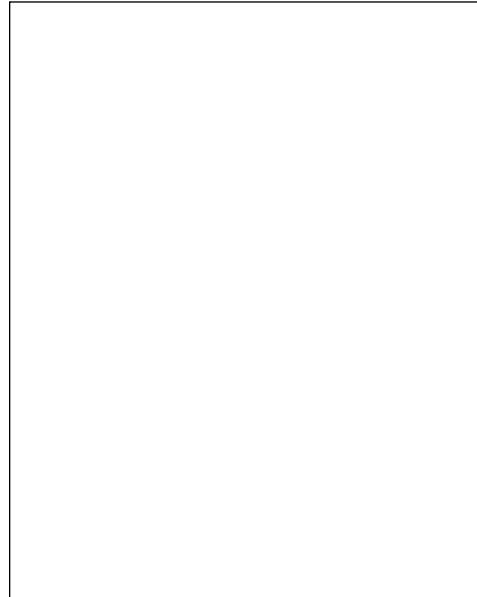


à trois. Des inconnues,

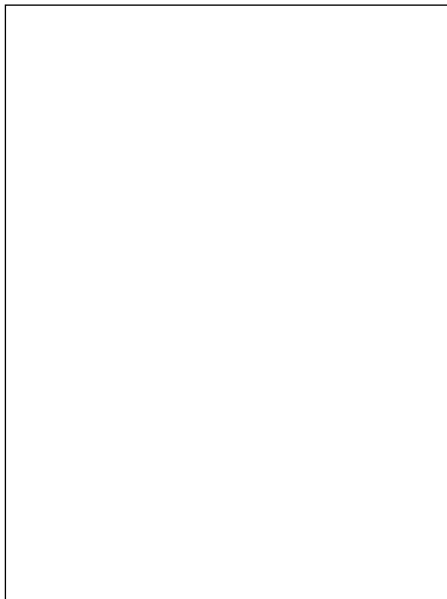


Une œnologue réputée.

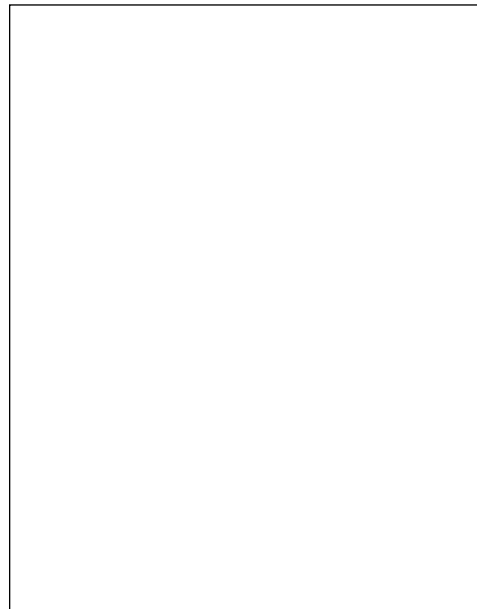
et des célébrités.

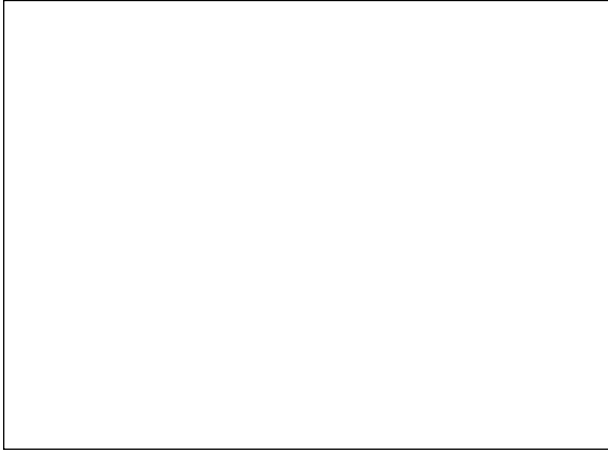


Une chanteuse à la mode.

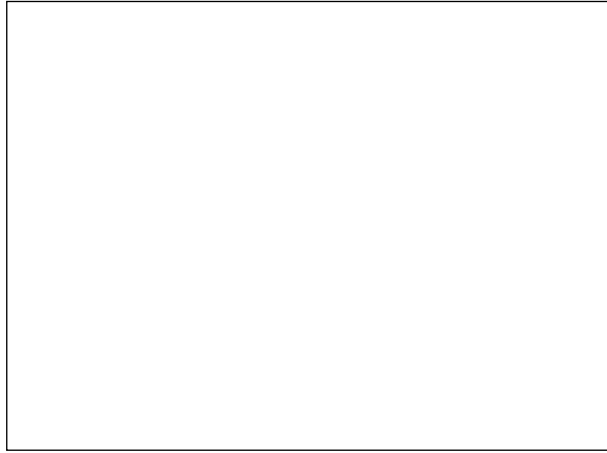


*Une danseuse de revue.
Une sommelière célèbre.*

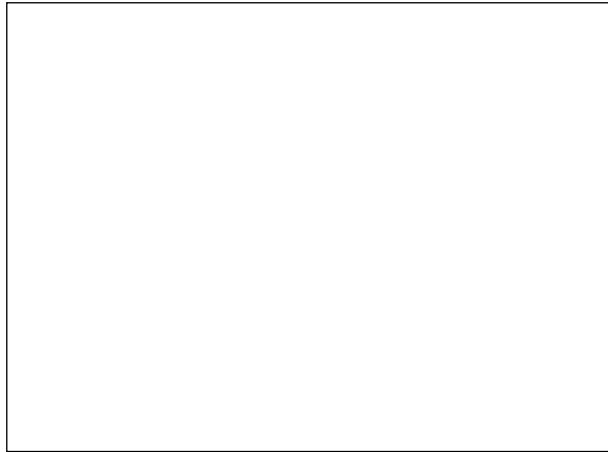




Toutes

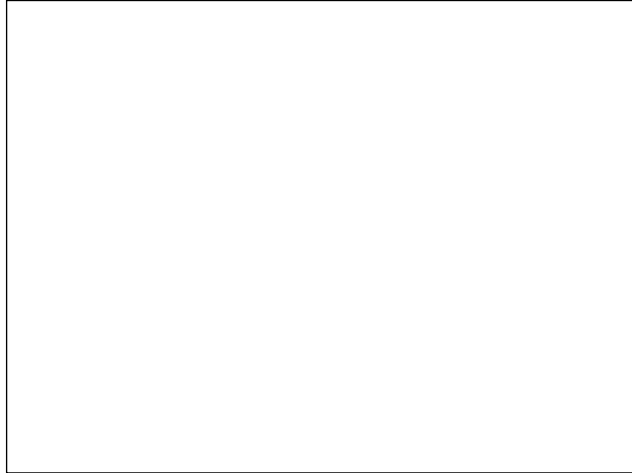


en

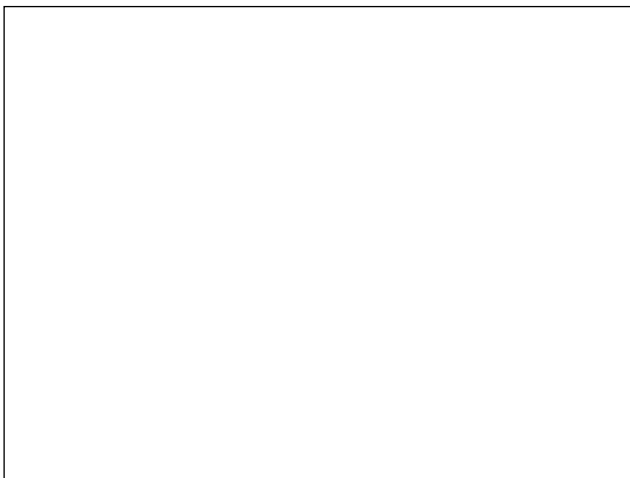
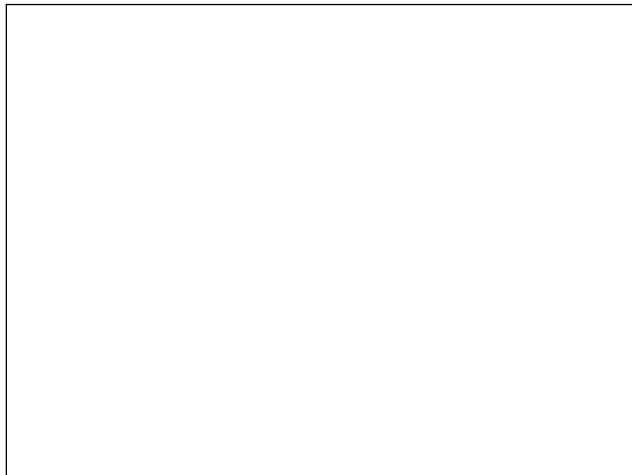


mouvement.

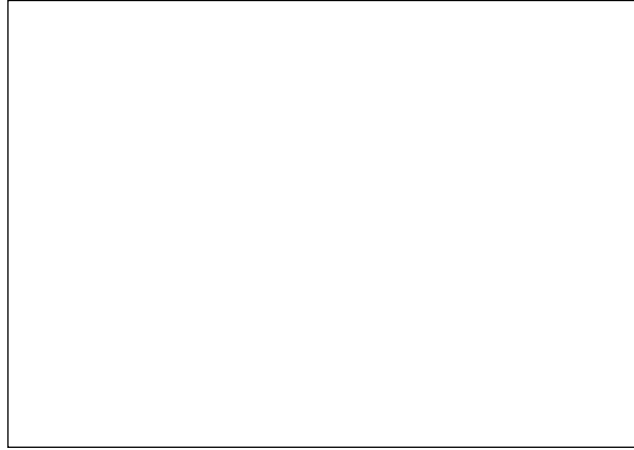
*Il y avait
même,
je crois,
Cesaria
Evora.*



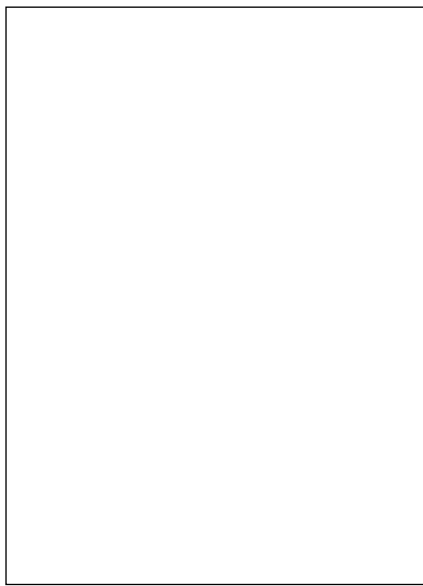
*La vieille
garde a vu
arriver
la jeune,*



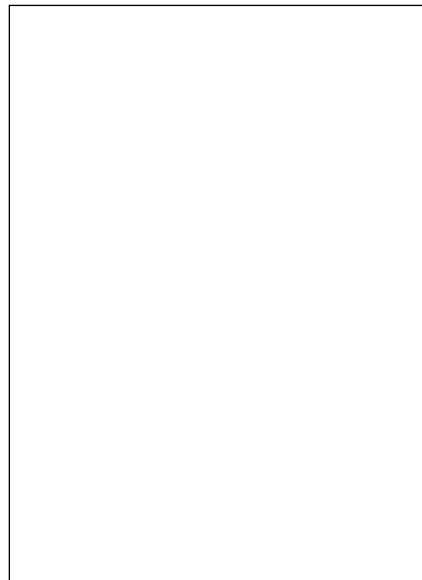
*puis s'est offert
un brin
de nostalgie.*



Ça a beaucoup causé,

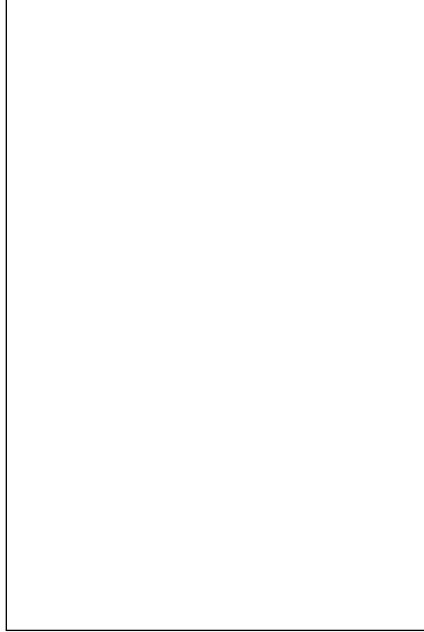


pris des notes,

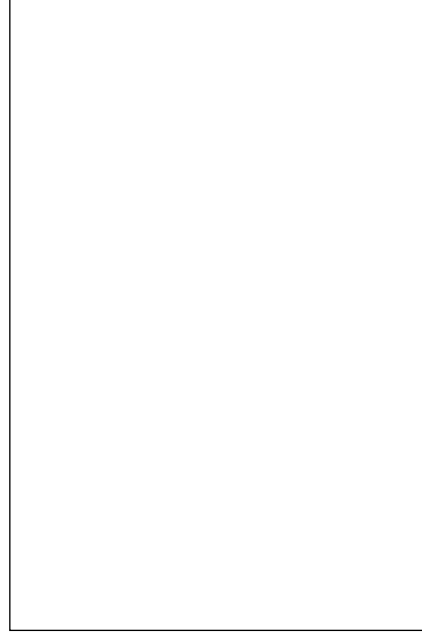


batifolé,

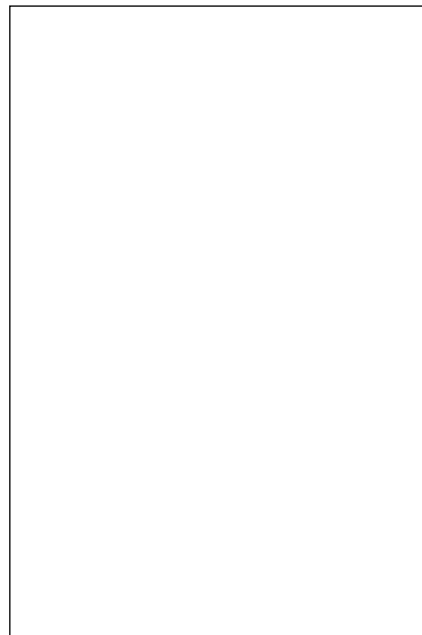
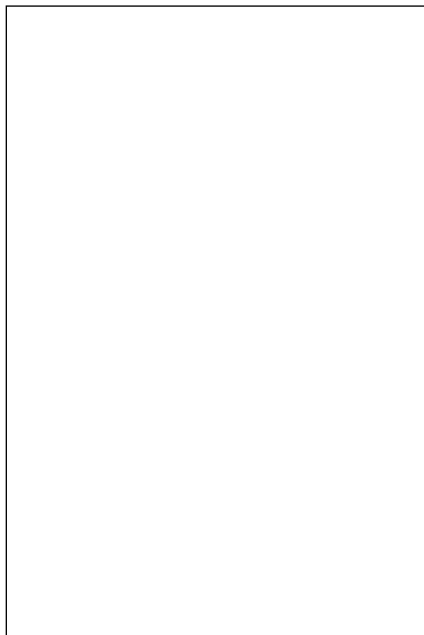
sans jamais perdre de vue l'essentiel :

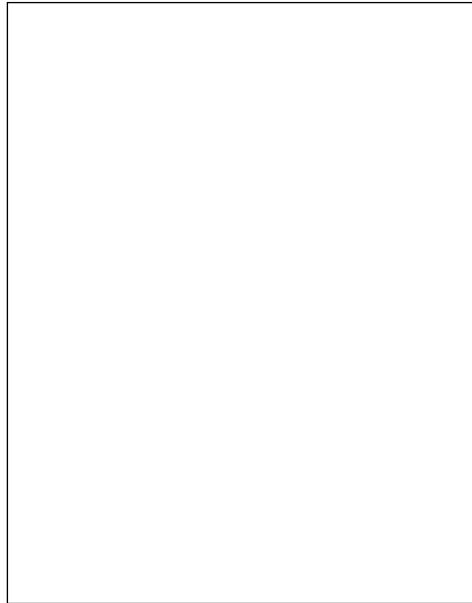


*le cartable,
la cotisation à l'ANEF,*



*les principes,
le piano à bretelles.*



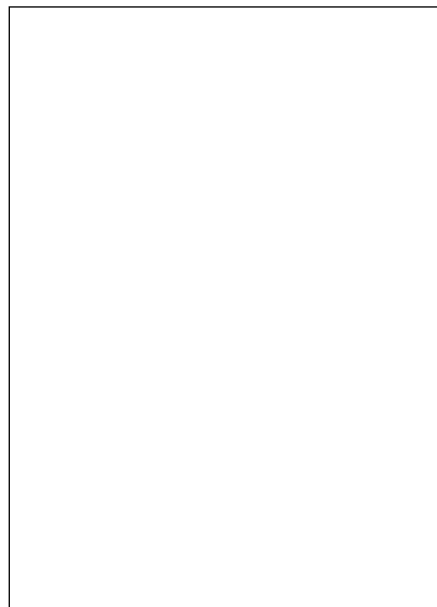
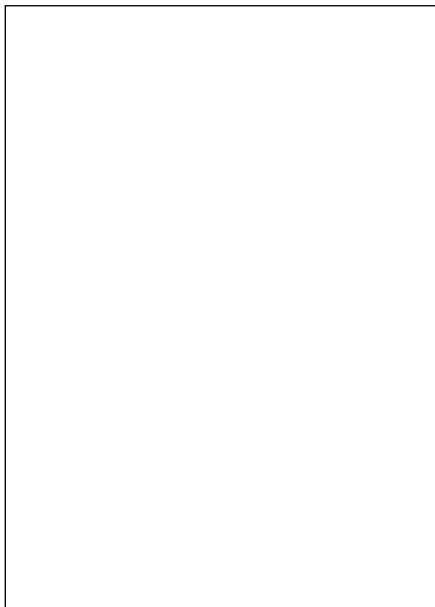


*Leurs mains, surtout,
en ont dit plus long
que leurs paroles.*





Et leurs sourires.



▲ Citoyenneté, empires et mondialisation

Colloque interdisciplinaire et international organisé par le CRCEMC (Centre de recherche sur les civilisations étrangères dans le monde contemporain).

Université Blaise-Pascal à Clermont-Ferrand – Les 26-27-28 septembre 2003

La première étape de cette « mondialisation » qu'Alan Cairns¹ appelle « *Globalisation 1* » s'est d'abord constituée par l'extension de petits États, grâce à l'annexion d'autres États (régions, comtés, etc.) limitrophes. Nous nous interrogerons sur le processus d'annexion et sur le statut des nouveaux sujets de ces États-nations en formation, leurs rapports avec le nouvel État central, avec ses sujets, etc. Ces nouveaux États s'étendent ensuite hors de leurs frontières, au-delà des mers, à la recherche de marchés, d'espace pour leur population, etc. Comment se sont déroulées les premières rencontres entre Européens et autochtones ? Comment s'est faite la transition vers la colonisation et quelle a été l'évolution des rapports entre colons et autochtones, entre colons, esclaves d'importation et autochtones ?

Le second mouvement de cette colonisation, « *Globalisation 2* », pourrait s'intituler « *El retorno de los galeones* »² (Le retour des galions). En effet, après avoir longtemps été réduits au silence, les peuples colonisés – et les peuples déportés – ont réussi à rompre ce silence et à acquérir leur indépendance. Comment cette indépendance a-t-elle été acquise (lutttes armées, compromis, alliances) ? Quelle a été l'attitude des élites européennes par rapport à ces luttes, etc. L'indépendance acquise, la phase B de *Globalisation 2* s'est mise en marche avec l'émigration massive

1. CAIRNS Alan C. et al (eds), *Citizenship, Diversity and Pluralism, Canadian and Comparative Perspectives*, 1999.

2. URENA Henriquez, *El retorno de los galeones*, Mexico : Ediciones de Andrea, 1963.

d'anciens colonisés vers les métropoles qui les avaient colonisés. Nous nous intéresserons à l'émigration elle-même ; à l'accueil des émigré-e-s, à leur statut par rapport à l'État, à leurs rapports avec la population autochtone européenne et leur apport à la société d'accueil. La décolonisation des peuples autochtones est-elle possible lorsqu'ils sont devenus minoritaires dans les ex-colonies à majorité importée d'Europe ?

On pourrait imaginer, après l'implosion des empires, une *Globalisation 3*, c'est-à-dire l'affirmation de pôles régionaux se constituant en nouvelles entités politiques ; certaines, telle l'Union Européenne, dans un dépassement de l'État-nation, d'autres au contraire, se restructurent en États plus petits (Russie, etc.). Ces nouvelles entités héritent des effets de *Globalisation 1* et de *Globalisation 2*. Qu'en font-elles ? Plus précisément, qui peut espérer en être citoyen-ne ? Quelles sont les modalités de l'inclusion/exclusion prévues ?

Ce colloque concerne les grands empires européens. La périodisation de *Globalisation 1* dépend des empires. Celle de *Globalisation 2* se situe aux lendemains de la deuxième guerre mondiale. Celle de *Globalisation 3* est plus récente.

Les intervenant-e-s sont invité-e-s à explorer les théories de la colonisation, de la décolonisation, du post-colonialisme ; celles de l'identité – des identités – de l'intégration « républicaine » ou « libérale », des « communautarismes » et des « multiculturalismes ». Seront prises en considération, dans la mesure du possible, les catégories de « classe », de « genre » et d'« ethnicité ».

Langues de travail : anglais, français, espagnol. Il n'y aura pas de traduction.

Durée des interventions : 30 minutes.

Envoyez vos propositions avant le 15 novembre 2002 à Martine Spensky (martine@easynet.fr), CRCEMC, Maison de la recherche – 4, rue Ledru 63000 Clermont-Ferrand.

▲ *Gender and Power in the New Europe – intersections of ethnicity, class, disability, sexualities and generations*

The 5th European Feminist Research Conference
August 19-24, 2003 Lund University, Sweden.

The conference is being hosted by the Centre for Gender Studies, Lund University and jointly organized with :

AOIFE, The Association of Institutions for Feminist Education and Research in Europe,

ATHENA, Advanced Thematic Network in Activities in Women's Studies in Europe, Socrates Thematic Network Project,

The next GENDERation, European network of students and graduates working in various fields of women's, feminist and gender studies.

The aims of the conference are to :

- be a high-level forum for gender researchers from all of Europe
- facilitate networking between gender researchers and
- integrate younger researchers into the field.

The conference is open to experts, established researchers as well as younger researchers. We will particularly emphasize two groups of participants ; these are doctoral students and younger researchers in Europe and researchers from universities and institutions in the NIS and former « Eastern » European states.

Centre for Gender Studies, Lund University
Box 117, S-221 00 Lund, Sweden
Tel. +46 46 222 7624, +46 46 222 9778
Fax : +46 46 222 4004
Pre-register at www.5thfeminist.lu.se

▲ *Marché du travail et genre dans les pays du Maghreb*

Spécificités, points communs et synergies avec l'Europe

Colloque pluridisciplinaire au Maroc, à Rabat, les 11 et 12 avril 2003

CNRS, DULBEA (Département d'économie appliquée, Université libre de Bruxelles), INSEA (Institut national de statistique et d'économie appliquée, Rabat), MAGE (Marché du travail et genre, Paris)

Objectifs

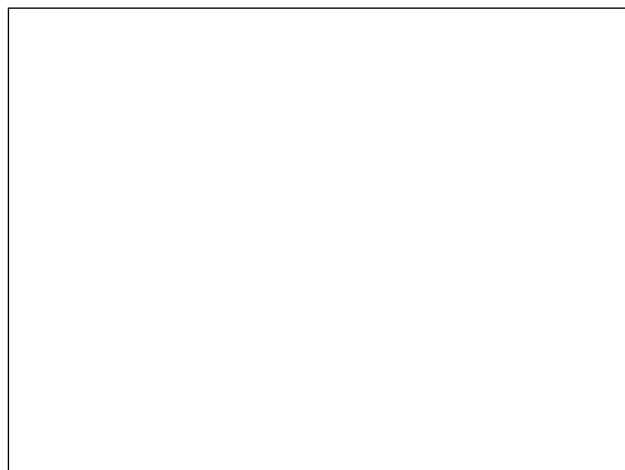
Réunir des spécialistes des pays du Maghreb et de l'ensemble des pays européens, de toutes disciplines – sociologie, économie, gestion, statistiques, histoire, démographie, droit, ethnologie, etc. – afin de comprendre et d'analyser les différentes thématiques relatives à la place des hommes et des femmes au travail.

Ce colloque est centré sur des recherches portant sur la situation dans les pays du Maghreb, sur des comparaisons Europe-Maghreb et sur des questions liées à l'immigration.

Thèmes proposés

- L'analyse sexuée du système éducatif, les femmes dans les sciences et l'insertion professionnelle.
- La situation sur le marché du travail : emploi, ségrégations et discriminations, salaires, temps de travail, relation formation-emploi, niveau de qualification et opportunités d'embauches, création d'entreprises, travail indépendant, etc.
- Impact du droit de la famille et du travail.
- L'articulation entre vie familiale et professionnelle : difficultés rencontrées par les femmes dans cette articulation, le rôle de la culture et des représentations dans cette thématique; etc.
- La mobilité géographique : parcours migratoires et trajectoires professionnelles dans les pays du Maghreb et en Europe.

Photo : Nicole Décuré



Colloques

Rabat, 2002.

- Les politiques d'égalité des chances, les politiques de l'emploi en faveur des femmes et le rôle des institutions dans la situation des femmes sur le marché du travail.

Réception des propositions

- 1) Avant le 1^{er} novembre : un résumé d'une page.
- 2) Avant le 15 janvier 2003 : texte complet de la communication. C'est sur la base des textes complets que le programme de la conférence sera établi.
- 3) Les chercheurs du Maghreb dont les communications sont acceptées pourront éventuellement bénéficier d'une aide pour couvrir leurs frais de participation. Les modalités d'attribution et les montants des aides seront précisés ultérieurement.

Les propositions sont à envoyer à : Professeure Danièle Meulders – DULBEA CP 140, Université Libre de Bruxelles, 50, avenue F.-D.-Roosevelt, B 1050 Bruxelles, Belgique.
dmeulder@ulb.ac.be – tél :+ 3226504112 / fax : +3226503825

Comité scientifique : Lahcen Achy (INSEA, DULBEA), Boël Berner (Université de Linköping), François Bourguignon (DELTA), Cécile Dauphin (EHESS), Jérôme De Henau (DULBEA), Abdelaziz El Ghazali (INSEA), Nacer El Kadiri (INSEA), Michèle Ferrand (CNRS), Charles Gadéa (Université de Rouen), Helena Hirata (CNRS), Beate Kraus (Université de Darmstadt), Michel Lallement (CNAM), Marie-Thérèse Lanquetin (Université de Paris X), Jacqueline Laufer (HEC), Jacques Le Cacheux (OFCE), Nicky Lefevre (Université de Toulouse), Catherine Marry (CNRS), Margaret Maruani (CNRS), Danièle Meulders (DULBEA), Pascale Molinier (CNAM), Hélène Périvier (OFCE), Robert Plasman (DULBEA), Carlos Prieto (Universidad Complutense de Madrid), Catherine Sofer (Université de Paris I), Sylvie Schweitzer (Université de Lyon II), Khalid Sekkat (DULBEA, CE), Rachel Silvera (Université de Paris X).

Inscriptions sur le site <http://www.ulb.ac.be/soco/colloquerabat> à partir de la mi-octobre.



▲ *Focalizing the Body: Contemporary Women's Writing and Filmmaking in France*

A conference to be held at the Institute of Romance Studies, University of London, UK

Friday and Saturday 17th and 18th October 2003

Organisers: Gill Rye (IRS) and Carrie Tarr (Kingston)

The aim of this two-day conference is to bring together critical engagements with representations of « the body » in literature and film produced by women in France since the mid-1990s. There is still much conflict about the way women's bodies are represented in contemporary culture, and women's own cultural production has not been free from this conflict. Visual treatments are often considered to be the most problematical, especially given the politicization of the gaze in late twentieth-century theory, but recent literary representations of women's bodies by women have also been highly controversial.

The concept of « writing the body » was a key issue in feminist cultural practice in France in the 1970s. Thirty years on, this conference seeks both to re-visit and to re-evaluate some of the complex issues still at stake in the representation of women's (and men's?) bodies. It will investigate how the body is being constructed and/or theorized in, by and/or across different textual

practices, and invite reflection on how particular practices in turn either delimit or open up what is representable. It will also address more recent theoretical perspectives such as the contribution of feminist cultural geography and the impact of new technologies. Publication for selected contributions will be sought.

Proposals (max. 250 words) for papers of twenty minutes' duration are encouraged in, but not limited to, the following areas, and suggestions of other categories are welcome.

abortion	ethnic bodies
abused bodies	maternal bodies
adolescent bodies	migrant bodies
advertising and the body	nudity
ageing bodies	pregnancy
beauty	queer bodies
bodies in pieces	reproductive technologies and the body
body art	religion and the body
cosmetic surgery	sexualities
death	sexualized bodies
deformity	technology and the body
disease	transgressive bodies
eating disorders	ugliness
erotic bodies	violence and the body

Deadline for proposals is 28 February 2003, but early submissions are welcome. Please send abstracts to:

Gill Rye : gill.rye@dial.pipex.com

Carrie Tarr : c.tarr@kingston.ac.uk

▲ *Traces, mémoires et histoire des mouvements de femmes de l'immigration en France, 1970-2000*

Nous faisons une recherche afin de connaître et faire connaître l'existence et les activités des mouvements de femmes de l'immigration en France, depuis le début des années 1970.

Cette recherche est réalisée par l'ATF (Association des Tunisiens en France), en partenariat avec l'association Génériques et avec le soutien du FASILD, du FONJEP et de la Mairie de Paris.

Il s'agit dans un premier temps de retrouver trace de l'existence de ces groupes, associations, collectifs, commissions femmes d'organisations, et d'en faire un répertoire historique.

Nous voulons aussi savoir si ces groupes ont produit et conservé des documents, écrits, oraux ou iconographiques. Si les groupes le souhaitent, nous pourrions ensuite en dresser un catalogue afin que toutes les personnes intéressées puissent se référer à cette documentation. En avril 2003, une exposition, à Paris, permettra de mettre en valeur ces informations et ces documents.

C'est pourquoi nous diffusons un questionnaire qui s'adresse aux personnes participant ou ayant participé à ces groupes, mais aussi à toute personne ayant des informations sur ces groupes (en particulier pour ceux qui ont existé dans le passé). Même si ces informations sont incomplètes, quelques éléments, un nom, un lieu, peuvent être une piste pour la recherche.

– Nom du groupe (groupe autonome de femmes, groupe femmes d'une organisation, groupe mixte mais dont l'activité majeure est en direction des femmes) :

– Localisation géographique :

– Dates de constitution (et de disparition le cas échéant) :

– Activités principales :

– Formes d'actions :

– Publications (tracts, brochures, vidéos; etc.) :

– Les documents qu'il a réalisés sont-ils conservés ?

Si vous voulez recevoir le questionnaire dans son intégralité (deux pages) ainsi que la présentation du projet (deux pages), contactez-nous en répondant à ce message. Ces documents vous seront envoyés en fichier joint format word 98 ou PDF.

Adresse postale : Projets Traces Mémoires. Association des Tunisiens en France, 130 rue du Faubourg Poissonnière, 75010 Paris – Adresse électronique : traces.memoires@wanadoo.fr – Tél. 01 45 96 04 06 - Fax : 01 45 96 03 97

Claudie Lesselier
claudie.lesselier@wanadoo.fr



Centre national d'information et de documentation des femmes et des familles (CNIDFF)

Pourquoi un site Internet

« Femmes et citoyenneté européenne » ?

Conscientes que les femmes sont plus méfiantes ou moins informées à l'égard de la construction européenne, le Centre national d'information et de documentation des femmes et des familles (CNIDFF) et l'Association internationale pour la promotion des femmes en Europe (AIPFE), voulant convaincre que « l'Europe a besoin des femmes » et que « les femmes ont besoin de l'Europe », ont créé un site « Femmes et citoyenneté européenne ».

Intégré au site du CNIDFF *www.infofemmes.com*, vous y trouverez des informations précises sur le fonctionnement de l'Union Européenne, de ses institutions (Commission, Conseil des ministres, Parlement, etc.) et des valeurs qui la fondent : démocratie, justice, paix, égalité des droits, etc.

Vous pourrez prendre connaissance des textes fondateurs qui ont ponctué la marche en avant de la construction européenne (traités, chartes, droit dérivé, etc.). Enfin vous pourrez y suivre, au fur et à mesure de son travail, les négociations de la Convention intergouvernementale chargée d'élaborer un projet de constitution à l'horizon 2004.

Afin de rendre plus humaine, plus proche et plus « incarnée » cette approche de l'Union Européenne, nous vous proposons également les portraits de « ces femmes qui ont fait le pari de l'Europe » et en ont été récompensées par le prix Femmes d'Europe. Belges, Espagnoles, Françaises, Grecques, Irlandaises, Italiennes ; artistes, médecins, professeures, juristes, scientifiques, sociologues, ou élues du peuple, toutes ces femmes ont marqué leur pays d'abord, l'Europe ensuite par un engagement jamais démenti pour un idéal de paix, de fraternité, de justice, de culture et de citoyenneté vécu dans ce très Vieux et très Neuf continent : notre Europe.

Un forum est ouvert dès aujourd'hui sur lequel toutes les questions à propos de la construction européenne recevront des réponses appropriées, fournies notamment par nos « marraines de l'Europe ».

Nous souhaitons ainsi que ce site qui est particulièrement dédié aux citoyennes européennes servira, entre autres, à convaincre celles encore trop méfiantes ou timides à l'égard d'institutions qui leur sont souvent plus favorables que leur droit national.

Contact :

CNIDFF – 7, rue du Jura 75013 Paris

Florence Denneulin, responsable de la communication

Tél. 01 42 17 12 13 – Fax : 01 43 31 15 81

Courriel : fdenneulin@infofemmes.com

Femmes & Changements

« *Femmes pour la qualité de la vie* »

Une plate-forme internationale de réflexion et d'action et un forum de discussion.

Femmes & Changements a lancé l'idée de cette plate-forme afin :

- d’assurer une participation réelle et active des femmes dans le processus de préparation du sommet mondial du développement durable à Johannesburg et au-delà ;
- de contribuer à la reconnaissance des femmes comme citoyennes créatrices d’opinion sur les questions de société tant au niveau local qu’international.

Un collectif s’est constitué : Femmes & Changements, le collectif féministe Ruptures, le groupe « Femmes et mondialisation » d’ATTAC, Rapsode-Production, Enda-Colombie, le pS-Eau, l’association « Femmes et Développement » (AFED), les éditions Cultures Croisées, le réseau PALABRAS (Le Monde selon les femmes, Belgique), le Réseau pour l’autonomie des femmes immigrées et réfugiées (Rafjire), « Ntic et citoyenneté », Mauritanie, Enda-Pronat au Sénégal, ainsi que des personnes à titre individuel.

La plate-forme est conçue comme un outil de travail pour approfondir des thèmes dans lesquels la prise en compte de la « dimension femme » paraît cruciale, comme la féminisation de la pauvreté, l’accès à l’eau, la sécurité alimentaire, la paix et la justice. Cette plate-forme ne se veut pas exhaustive.

- Le forum de discussion, ainsi que les documents fournis par les partenaires de la plate-forme ou sélectionnés à partir des propositions (textes de fond, actions en cours, études de cas, indicateurs), constitueront une base de réflexion commune, de façon à capitaliser progressivement des opinions fondées sur des expériences de terrain.

L’animation du forum est basée sur son articulation avec le site de Femmes & Changements, lequel va intégrer de nouvelles informations – avant, pendant et après le sommet. Un espace est réservé à la présentation de Femmes & Changements et des associations partenaires. Femmes & Changements a participé à l’élaboration de documents de recommandations dans le cadre du « Comité français pour la préparation du sommet mondial du développement durable » (CFSMDD) à Johannesburg et à la

déclaration du Collectif d'ONG françaises « Jo'burg 2002 », documents auxquels nous nous référons également.

– Au sommet, le forum viendra enrichir les ateliers organisés à Johannesburg et constituera une contribution francophone mais de contenu multiculturel, aux autres documents produits par des réseaux internationaux comme Women in Europe for a common future (WECF) ou Women's Environment and Development Organization (WEDO) qui se propose de réactiver et réactualiser *l'Agenda 21 des Femmes pour une planète saine* (que Femmes & Changements avait traduit en français en son temps).

Vous trouverez la plate-forme sur le site :
www.sommetjohannesburg.org
dans la rubrique femmes/plate-forme.

Vous pouvez aussi participer par courrier en envoyant vos commentaires à l'adresse suivante : Femmes & Changements – 44, rue Montcalm 75018 Paris.

Compte rendu de la réunion du Conseil d'Administration d'Archives du féminisme

23 octobre 2002, Maison des universités

Le C.A. commence par un point sur les motivations et le temps que chacune des élues peut consacrer à l'association. Christine Bard souhaite en effet qu'il y ait un meilleur partage des tâches au sein du C.A. mais aussi de l'association. Elle rappelle d'ailleurs que la présence au C.A. est importante (seulement trois réunions par an) mais qu'elle doit être couplée par un véritable travail (notamment la prise en charge de dossiers) entre deux réunions. Colette Avrane se propose pour envoyer (par courrier) les comptes rendus aux membres de l'association qui n'ont pas de mail. Après une présentation sommaire des anciens et nouveaux membres du CA, ce dernier passe à l'élection du bureau de l'association.

ÉLECTION DU BUREAU

Candidates : Christine Bard (au poste de présidente) ; Sylvie Chaperon (au poste de trésorière) et Véronique Fau-Vincenti (au poste de secrétaire générale).

7 votantes + 1 pouvoir (donné à Christine Bard par Annie Metz). Le bureau est élu à l'unanimité des voix (8 votes pour, 0 contre, 0 NPV).

Après avoir procédé à l'élection de son bureau, le C.A. de l'association décide de redéfinir la répartition des tâches au sein de l'association.

RÉPARTITION DES TÂCHES

1. Commission audiovisuelle

La commission audiovisuelle, coordonnée par Françoise Flamant, est notamment chargée d'organiser la journée d'études à la B.N.F. et de référencer les archives audiovisuelles sur le féminisme pour le *Guide des sources* (pour plus d'informations, voir le compte rendu de la réunion de la commission audiovisuelle du 23 octobre 2002).

2. Subventions

Christine Bard et Sylvie Chaperon continuent de superviser la recherche de subventions.

3. International

Il est question d'étoffer notre réseau international.

– À Londres, la Women Library souhaite adhérer à Archives du féminisme. Colette Avrane se charge de faire le lien avec nos correspondantes britanniques (la contacter si besoin est).

– Christine Bard souligne la présence, au sein de l'association, de cinq adhérentes américaines avec lesquelles un travail serait probablement possible.

– Pour ce qui concerne les pays de langue anglaise, il a été décidé de réaliser une plaquette bilingue pour informer (dans les

réunions, séminaires et colloques), mais aussi pour permettre à ceux et celles qui le souhaitent d'adhérer plus facilement (pour le paiement, c'est Helen Harden-Chenut qui se charge de centraliser les chèques en dollars et de rétrocéder l'argent à l'association).

– Grâce à Ingrid Galster, nous pouvons nous mettre en contact avec le réseau I.D.A. d'Archives féministes en Allemagne et Autriche (article à venir dans le prochain bulletin).

– Des relations privilégiées pourraient aussi être mises en place avec la Hollande (grâce à Mieke Yzermans qui se trouve à Amsterdam. Contact : yzermans@worldline.nl).

4. *Communication externe*

Christine Bard et Christelle Taraud prennent en charge ce dossier (notamment les relations avec la presse).

Le C.A. a beaucoup discuté de la nécessité d'avoir des outils de communication adaptés à l'association et notamment un logo. Il a été décidé que ce logo devrait contenir le nom entier de l'association (pas d'initiales) qui devra être écrit en caractère manuscrit (Louise Michel ?). Pour compenser le côté « rétro » du caractère, le logo pourrait être dans une couleur vive (Véronique Fau-Vincenti se charge de nous faire parvenir, dans un délai de 15 jours, des propositions par internet. Par souci d'efficacité, il a été décidé que le vote sur le logo se ferait par voie informatique).

Pour le bulletin, c'est Véronique Fau-Vincenti qui centralise désormais les textes et les met en forme. Pour améliorer la qualité graphique du bulletin, il a été décidé de recourir à une couverture cartonnée et d'utiliser la couleur en une (des propositions seront faites par Véronique).

Pour le site enfin, dont il faut améliorer la qualité et le dynamisme, un débat important s'est engagé. Il ressort de cette discussion que :

– Valérie Neveu qui assure, pour des raisons de site protégé (Archives du féminisme est hébergé par la Bibliothèque universitaire d'Angers), l'essentiel du travail de construction et de charge-

ment des pages, souhaite passer la main en ce qui concerne la première phase (la construction des pages).

– Archives du féminisme ne dispose pas, pour l’instant, d’une personne ressource susceptible de prendre en main cette tâche de construction de pages HTML. Un week-end de formation pourrait être organisé à Angers dans le courant de l’année. Bien que Valérie ait accepté de faire l’intérim (pendant une courte période), le problème du site reste donc provisoirement en suspens.

5. *Guide des sources*

Christine Bard et Valérie Neveu présentent l’évolution des modalités de sa réalisation qui repose désormais sur une coordination angevine pour des raisons de commodité (matériel de la M.S.H., peut-être aussi du secrétariat). La publication du *Guide des sources* est normalement prévue pour 2004. Un comité de pilotage paritaire (Archives du féminisme et Archives de France) a été mis en place pour faciliter le travail en ce qui concerne les archives publiques (municipales, départementales et nationales). Ce comité a légèrement modifié le questionnaire initial rédigé par la commission « Guide des sources ». Reste à la charge de l’association, le recensement des fonds privés et la rédaction d’une liste des personnalités et associations féministes françaises de la révolution de 1789 au xx^e siècle. Cette liste ne peut être élaborée que grâce à l’aide des historiennes spécialistes. Christine Bard se charge de coordonner le total en rappelant qu’une définition extensive du féminisme a été choisie pour ce recensement car ce gros travail de repérage des sources ne sera pas recommencé de sitôt. Valérie Neveu signale d’ailleurs (pour parler avec la Bibliothèque universitaire d’Angers) que le *Guide des sources* pourrait dépasser le support papier pour devenir une base de données en ligne (sur l’exemple de Genesis).

6. *Prospection de fonds*

Christine signale que l’association bénéficie, depuis sa création, de propositions spontanées de dépôts de fonds. Ces propositions peuvent émaner de personnes (Yvette Roudy, par

exemple) ou d'associations (A.F.J.). Pour cette année, le C.A. de l'association se propose de récolter prioritairement :

– Le fonds du MLAC Paris qui se trouve à la bibliothèque de Paris VIII (Colette Avrane se charge d'évaluer le volume du fonds et Valérie Neveu de le récupérer).

– La deuxième partie des archives d'Yvette Roudy (Lisieux et Assemblée) : Odile Krakovitch.

– Les archives sonores de Nelly Trummel (20 ans de « Femmes libres ») : Christine Bard et Véronique Fau-Vincenti.

– Les archives de Gisèle Halimi (notamment celles de Choisir) : Christelle Taraud.

Il faudra reparler des archives de Françoise Gaspard ainsi que des autres propositions de dépôts et dons.

La discussion sur la prospection des fonds clôt le C.A. d'Archives du féminisme.

Suit une réunion de la commission Archives audiovisuelles. Les personnes intéressées peuvent se mettre en relation avec Françoise Flamant.

Pour le C.A. de l'association,
Christelle Taraud



Nouvelles adhérentes

Clara Domingues

63, rue d'Argenteuil 95210 Saint-Gratien
Tél. 01 34 17 50 92 / 06 65 14 04 31
d.clara@free.fr
25 ans

2000-2002 : Doctorat d'études grecques à Paris IV-Sorbonne.

1999-2000 : DEA d'études grecques à Paris IV-Sorbonne,
mention très bien. Magistère d'Antiquité classique.

Christelle Hamel

Coordonnées personnelles : 186, rue Edouard-Tremblay 94400
Vitry sur Seine – Tél. 01 46 77 71 06 (née le 16 août 1973).
Courriel : hamel.christelle@wanadoo.fr

Discipline : Anthropologie sociale et culturelle

Diplôme : Doctorat (en cours) à L'EHESS de Paris

Laboratoire de rattachement : Laboratoire d'anthropologie
sociale du collège de France

RECHERCHE FÉMINISTE :

Domaines de recherche : Ethnicité, rapports de genre, sexualité.

Thèmes : sexualité et rapports sociaux de sexe ; homosexualité ; gestion des risques d'infection par le VIH ; articulation entre sexisme et racisme ; population étudiée : les jeunes Français de parents maghrébins.

Titre de la thèse : Identité de genre, honneur et attitude face au VIH : le cas de jeunes Français de parents maghrébins.

PUBLICATIONS :

▲ « Le mélange des genres : une question d'honneur. Étude des rapports sociaux de sexe chez de jeunes Maghrébins de France », in *AWAL*, n° 19, 1999, éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, pp. 19-32.

▲ « Construction et pratiques de la sexualité des garçons d'origine maghrébine en quartier populaire », Entretien avec Christelle Hamel réalisé par Patrick Simon, in *Mouvements*, n° 20, 2002, pp. 57-65.

▲ La masculinité dans le contexte de la "galère" : le cas de garçons français maghrébins face aux risques d'infection par le VIH », in *Sida, immigration et inégalités. Nouvelles réalités, nouveaux enjeux*, coll. Sciences sociales, Agence nationale de recherche sur le sida, pp. 85-98.

▲ « Questions d'honneur : l'homosexualité en milieu maghrébin », in Lagrave Rose-Marie (éd.), *Dissemblances : jeux et enjeux du genre*, Bibliothèque du féminisme, L'Harmattan, 2002.

▲ « La répression de l'homosexualité dans l'Islam », in Tin Louis-Georges (éd.), *Dictionnaire critique de l'homophobie*, PUF, à paraître en 2003.

▲ « L'homophobie au Maghreb », Tin Louis-Georges (éd.), *Dictionnaire critique de l'homophobie*, PUF, à paraître en 2003.

▲ Christelle Hamel, Diane Lemoine (éds.), *Rendez-vous au 35 bis. L'étranger, le juge et l'ethnologue*, Éditions de l'Aube, 2000. (sur la justice française et les sans papiers).

Nathalie Lapeyre

20, Le Port 31550 Cintegabelle
Tél. 06 81 25 84 06
nathlapeyre@hotmail.com

Équipe Simone/SAGESSE (Savoirs, genre et rapports sociaux de sexe) et CERTOP – Université de Toulouse-Le Mirail, Maison de la recherche – 5, allées Antonio-Machado 31058 Toulouse cedex 9.

Claudia Martinek

39 A, rue de la Grange-aux-Belles 75010 Paris
Tél. 01 53 72 42 66
clmartinek@yahoo.fr
Autrichienne, née le 21 mars 1976

Depuis octobre 2000 : Thèse de doctorat en co-tutelle sous la direction de M. Kirsch (Université de Vienne) et M. Mouralis (Université de Cergy-Pontoise) : « Les genres dans le roman camerounais contemporain ».

Octobre 1999 : Inscription en thèse à l'Université de Vienne. Maîtrise de philologie française, anglaise et américaine, formation pédagogique pour langues étrangères à l'Université de Vienne. Mémoire de maîtrise : « L'œuvre romanesque de Leïla Marouana dans le contexte de la littérature féminine algérienne depuis 1988 » (mention très bien).

Véronique Perry

Tél. +33 05 61 42 60 44 / +33 06 81 87 00 33
veronique_perry@yahoo.com

Doctorante, PhD Student.

Rapports sociaux de sexe et didactique des langues, Applied Linguistics and Gender Studies. Équipe Simone/SAGESSE, Université de Toulouse-Le Mirail, France.

Enseignante : langues étrangères (English/French), socio-linguistique, didactique des langues.

Nelly Sanchez

Appt 113, résidence Jean-Monnet
11, rue Rémy-Belleau 33400 Talence
nellysan74@yahoo.fr

2002 : Obtention d'une bourse post-doctorale pour sept mois dans le cadre des bourses bilatérales d'étude et de recherche, allouée par le ministère des Affaires étrangères israélien. Projet choisi : « Étude du sionisme des années 20 dans la relation de voyage de Myriam Harry, *Les Amants de Sion* ». En raison des événements actuels, ce projet n'a pu être mené à bien.

1997-2001 : Doctorat de lettres modernes soutenu le 6 octobre 2001 : *Images de l'homme dans les œuvres romanesques de Rachilde et de Colette*.

Directeur de thèse : M. Gérard Peylet

Membres du jury : Arlette Chemin, professeure à l'Université de Nice Sophia-Antipolis, présidente de jury ; Alain Pagès, professeur à l'Université de Reims Champagne-Ardenne ; Jacques Monfériet, professeur émérite à l'Université de Bordeaux 3.

1997 : DEA de littératures française, francophone et comparée : *L'Image décadente et post-décadente de l'homme à travers les romans de Rachilde et de Colette*.

1995-1996 : Maîtrise de lettres modernes : *La vieillesse dans Chéri et La Fin de Chéri (œuvres de Colette)*.

Publications des membres de l'ANEF

Christine BARD

2001-2002 :

▲ *Les Femmes dans la société française au xx^e siècle*, Paris, Armand Colin, coll. U, 2001, 285 p.

▲ « Beauté de Beauvoir », Christine Delphy, Sylvie Chaperon dir., *Cinquantenaire du Deuxième sexe*, Paris, Syllepse, 2002, pp. 395-399.

▲ « Les vaincues de l'an 40 », Evelyne Morin-Rotureau dir., *1939-1945 : combats de femmes. Françaises et Allemandes, les oubliées de la guerre*, Paris, Autrement, Collection Mémoires, n° 74, 2001, pp. 16-31.

▲ « Feministinnen in Frankreich : Frauenstimmrecht und Frieden, 1914-1940 », Ute Gerhard (Hg.), *Feminismus und Demokratie. Europäische Frauenbewegungen der 1920er Jahre*, Königstein, Ulrike Helmer Verlag, 2001, pp. 84-103.

▲ « Genre et pouvoir à la lumière de l'histoire du féminisme », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, t. 108, n° 2, 2001, pp. 71-84.

▲ « À la recherche du mâle occidental », *L'Histoire*, n° 255, juin 2001, pp. 24-25.

▲ « Droit de vote des femmes », Pascal Perrineau, Dominique Reynié dir., *Dictionnaire du vote*, Paris, PUF, 2001, pp. 454-459.

Ingrid Galster

2001, Universität Paderborn

▲ « Juin 43 : Beauvoir est exclue de l'Université. Retour sur une affaire classée », *Contemporary French Civilization* XXV:1.

▲ « Aspectos de la discusión feminista en Hispanoamérica ». *aleph* (Manizales, Colombie), XXXV:117, 56-73.

▲ « Fifty Years after Simone de Beauvoir's "The Second Sex", What is the Situation of French Feminism ? A Conversation with French Historian Michelle Perrot ». *The European Journal of Women's Studies* 8:2, 243-252. (L'original français a paru dans *Lendemain*, n° 94, 1999).

▲ *La naissance du « phénomène Sartre ». Raisons d'un succès. 1938-1945*, Le Seuil.

▲ *Sartre, Vichy et les intellectuels*, Paris, L'Harmattan.

▲ *Le théâtre de Jean-Paul Sartre devant ses premiers critiques*, t. 1 : *Les pièces créées sous l'Occupation allemande – Les Mouches et Huit Clos*. Deuxième édition, avec une préface de Michel Winock, Paris, L'Harmattan.

Yvonne Knibiehler

Travaux publiés en 2001 et 2002 :

Ouvrage

▲ *Maternité : affaire privée, affaire publique* (dir.). Préface de Françoise Héritier, Paris, Bayard.

Articles

▲ « Les figures du père ». « La responsabilité paternelle » in *La problématique paternelle*, dir. Chantal Zaouche Gaudron, Toulouse, Erès, pp. 51-60 et 153-162.

▲ « Politique et maternité » in *Autrement : 1939-1945. Combats de femmes*, n° 74, pp. 49-63.

▲ Préface pp. 6-12, in *Corps de femmes. Sexualité et contrôle social*, dir. Marie-Thérèse Coenen, Bruxelles, De Borck Université.

Travaux à paraître en septembre 2002 :

Ouvrages

▲ *Culture et sexualité ou Sexe et culture*, Paris, Odile Jacob.

▲ *Histoire des mères et de la maternité*, deuxième édition
Que Sais-je ? Paris, PUF.

Article

▲ « La maternité en questions » in *Recherches et prévisions*,
numéro spécial, Caisse nationale d'allocations familiales.

Janine Mossuz-Lavau

MSH – 54, bd Raspail 75006 Paris. Tél. 01 49 54 21 40

▲ *La vie sexuelle en France*, Paris, Éditions de la Martinière.

▲ *Les lois de l'amour. Les politiques de la sexualité en France
(1950-2002)*, Paris, Payot (Poche), réédition mise à jour.

Martine Spensky

Chapitres de livres

▲ « Universalisme des hommes, particularisme des femmes :
la légitimation de l'exclusion des sphères du pouvoir : 1832-
1918 » in Spensky, *Universalisme, particularisme et citoyenneté
dans les Îles britanniques*, l'Harmattan, 2000, pp. 125-156.

▲ « Le genre de la pauvreté » in Jean-Paul Révauger, *Pauvreté
et inégalités en Grande-Bretagne de 1942 à 1990*, Éditions du
Temps, 2000, pp. 91-117.

Article dans revue

▲ « Citoyenneté : droits des individus, droits des groupes » in
Cahiers du Genre, n° 30, l'Harmattan, 2001, pp. 233-251.

Ouvrages

▲ Martine Spensky (dir.), *Universalisme, particularisme et
citoyenneté dans les Îles britanniques*, (introduction pp. 11-44 et
chapitre pp. 128-155 voir ci-dessus), Paris, L'Harmattan, 2000,
180 p.

▲ Martine Spensky (dir.), *Les femmes à la conquête du
pouvoir politique*, Paris, L'Harmattan, 2001 (Introduction, 39 p).

Édith Taïeb

▲ « Corps réifiés, corps souffrants ; une image du corps des femmes dans le discours d'Hubertine Auclert », *Degré*, n° 105-106, printemps 2001, pp. 1-21.

Thierry Dickelé

Doctorant Paris X-Nanterre sous la direction de Nicole Mosconi

La variable sexe dans l'analyse des données des concours de recrutement des inspecteurs/trices de l'Éducation nationale sur la période 1880-1999

Dans le cadre d'une thèse en cours portant sur le corps des inspecteurs/trices de l'Éducation nationale chargés d'une circonscription du premier degré, nous nous proposons d'étudier les parcours des personnels qui s'engagent dans cette carrière ainsi que les pratiques professionnelles qu'ils/elles mettent en œuvre au moyen du croisement de trois méthodes : un questionnaire afin de caractériser le corps, des entretiens visant la compréhension des motivations et des parcours qui seront complétés par un outil de description d'emploi du temps permettant de préciser la gestion des tâches et du temps de travail selon les variables sexe, corps d'origine et ancienneté dans la fonction, enfin l'analyse de discours d'un corpus de rapports d'inspection.

Au XIX^e siècle, l'État français a le désir marqué d'installer sa présence sur l'ensemble du territoire national en matière d'éducation et de formation. L'État ne peut ainsi laisser les instituteurs/trices soumis au pouvoir local. C'est dans ce contexte que l'inspection primaire naît par la loi du 28 juin 1833 par la décision du ministre Guizot.

La mission qui leur est assignée est double puisqu'il s'agit d'imposer à la fois l'autorité de l'État, sur tous les domaines qui touchent le scolaire et de le renseigner sur les conditions d'enseignement.

Le recrutement s'organise à partir de 1837 pour les inspecteurs primaires et 1881 pour les inspectrices maternelles. Uniquement constitué d'hommes à l'origine, les femmes peuvent y accéder par la circulaire de 1882. Cette présence reste cependant très minoritaire jusqu'à la fin des années 1980.

La stabilité est une des caractéristiques principales jusqu'au milieu des années 1960 sur les missions historiques telles l'inspection des personnels et les fonctions administratives, d'animation ou de représentation. Les vingt années suivantes marquent, quant à elles, la remise en cause progressive des fonctions d'inspection poussant l'institution à des adaptations progressives.

La loi d'orientation de 1989 portant sur la politique d'éducation en France se traduit pour les inspecteurs/trices par un changement de statut en 1990 après l'unification des circonscriptions primaires et maternelles avec notamment une transformation du mode de recrutement et une évolution dans les missions sans remise en cause de celles qui leur étaient précédemment assignées. Aujourd'hui, douze ans après cette modification, les femmes représentent environ un tiers de l'effectif.

L'exposé portera sur la présentation des données des concours de recrutement sur la période 1880-1999 puis sur l'analyse de trois périodes représentatives : 1945-1962, 1976-1986 et 1991-1999 à partir des variables sexe et corps d'origine en tentant de mettre à jour l'existence d'effets de celles-ci sur le recrutement des membres de ce corps d'encadrement.



Comptes rendus

▲ *Sexe et genre : De la hiérarchie entre les sexes*

Coordonné par Marie-Claude HURTIG, Michèle KAIL et Hélène ROUCH (CNRS Édition, 1991, rééd. 2002)

Réédition de l'édition de 1991, ce volume réunit vingt-deux articles issus de communications présentées au colloque « Sexe et genre », organisé à Paris par le CNRS, les 3 et 4 mars 1989. Ces textes sont regroupés autour de trois thématiques :

- Notion de sexe et de genre : enjeux et ambigüité
- Dire, lire, construire les catégories de sexe et de genre
- Tradition et modernité

Dans leur nouvel avant-propos, Hurtig, Kail et Rouch précisent qu'une réflexion sur les rapports entre sexe et genre est toujours pertinente à condition de réévaluer l'articulation entre sexe, genre et sexe social. En menant ce projet, elles critiquent les théories queer en reprochant principalement à ce courant de pensée, issu des années 1990, de ne pas considérer dans son analyse sur le genre la visée matérielle des rapports sociaux de sexe. Il apparaît que le rapport de domination et d'asymétrie entre les classes de sexe est le point d'accord de toutes les analyses présentées dans ces textes. Une perspective matérialiste des rapports sociaux de sexe semble aussi être un principe théorique commun aux auteurs.

Dans la première partie de l'ouvrage sont regroupés des textes qui examinent de manière critique les notions de sexe et de genre et leurs rapports. De plus, ceux-ci sont analysés en articulation avec la notion d'identité dans un certain nombre de textes.

Évelyne Peyre, Joelle Wiels et Michèle Fonton présentent une recherche multidisciplinaire qui montre d'abord la complexité et l'hétérogénéité des indicateurs biologiques de la différenciation sexuelle. D'une part, il n'est pas possible d'établir au niveau génétique, ni une détermination unique de la différenciation sexuelle, ni une stricte bicatégorisation par sexe des êtres humains. D'autre part, les données sur le phénotype sexuel osseux mettent en évidence un continuum à l'intérieur de toute population, quelle qu'elle soit, et une grande variabilité selon les populations et les périodes (préhistoriques ou historiques) considérées. Autre apport de cette recherche : la confrontation en aveugle d'un matériel paléontologique et archéologique du Néolithique montre l'absence de superposition entre les groupes de sexe biologique et les groupes sociaux identifiés par leurs activités ou leurs statuts présumés. Il n'y a donc pas de détermination par le sexe d'un quelconque « genre ».

Dans son article, Christine Planté compare la définition de la notion de genre, parue dans le *Grand dictionnaire Larousse* du XIX^e siècle (1872), avec l'article publié dans *l'Encyclopédie* en 1766. L'auteur démontre comment l'usage du concept de genre peut produire une confusion entre les notions de genre et de sexe. Elle démontre qu'en français cette confusion linguistique risque paradoxalement de le renaturaliser, ce qui peut ôter à ce concept son sens critique premier qui était de séparer la notion de sexe biologique du sexe social.

Danièle Combes, Anne-Marie Daune-Richard, Anne-Marie Devreux exposent leur point de vue sur l'évolution de la notion de rapports sociaux de sexe. Après avoir montré l'universalité de l'oppression des femmes, il s'est agi d'en analyser les différentes modalités. Puis après avoir montré la variabilité des rapports sociaux de sexe dans les années 1990, il s'est agi d'analyser le

processus qui fait que ceux-ci ne se transforment pas mais passent d'un état à un autre, d'un degré à un autre, à travers une dynamique qui lui est propre. On aboutit à caractériser la logique du système et la production du rapport social, en mettant en évidence la transversalité de celui-ci comme rapport structurant l'ensemble de la société et faisant fonctionner le social.

Nicole-Claude Mathieu montre, à partir d'exemples issus de pratiques et d'observations au sein de sociétés occidentales ou non, les adéquations ou inadéquations entre sexe, genre et identité. Elle distingue plusieurs modes de construction des catégories de sexe et de genre et les types de rapports entre sexe et genre qu'ils permettent d'inférer. Elle examine plus particulièrement les frontières des catégories lorsque celles-ci semblent transgressées ou chevauchées. Elle met ainsi en évidence qu'il existe, à ces frontières, des situations où la différence de sexe est annulée, d'autres où elle est confirmée, d'autres encore où le sexe féminin est résorbé dans le sexe masculin, d'autres enfin qui créent un troisième sexe. La signification et la portée de ces situations varient selon les hiérarchies sociales où elles se situent, et notamment selon le système de gestion des relations hétérosexuelles, mais elles aboutissent, dans tous les cas, à un fonctionnement asymétrique du genre en fonction du sexe.

Elle fait une critique de l'utilisation des concepts de genre et de sexe social en opérant un repositionnement de ces notions.

Patricia Mercader s'attache à montrer quel est le traitement juridique fait aux transsexuels. Elle analyse surtout comment se résolvent les adéquations entre sexe, genre et identité pour ce groupe. Elle met notamment en évidence le traitement différencié produit par l'appareil institutionnel pour les hommes et pour les femmes. Elle analyse enfin le lien qui existe du point de vue des évolutions juridiques entre les notions de paternité, maternité et reproduction, pratiques sexuelles et identités. Ce traitement juridique renaturalise les catégories de sexe, qui maintiennent le système hétérosexuel.

La problématique principale soulevée par Christine Delphy porte sur la préexistence du sexe par rapport au genre. Delphy fait un rappel historique de la notion de genre qui s'est développée à partir de celle des rôles sexuels définis par Margaret Mead. Dans un premier temps, le sexe est considéré comme une variable biologique et le genre comme une modalité culturelle qui permet de distinguer le masculin et le féminin. Se pose alors la question du sexe utilisé comme seule variable biologique qui maintient la notion de sexe à une naturalisation de fonction. Delphy propose alors de donner à la notion de sexe son sens social, pour pouvoir se départir de sa naturalité. Elle propose deux acceptions de cette notion de sexe, deux appellations pour différencier le biologique du social. Il faudrait découper cette notion en définissant le sexe biologique et le sexe social.

Les textes de la seconde partie de l'ouvrage étudient les expressions et les effets de la domination masculine dans le langage et la pensée, dans le savoir et son appropriation, dans diverses formes de socialité.

Brigitte Lhomond fait l'état des transformations affectant, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, les nouvelles structurations des dispositifs de contrôle de la sexualité. Elle analyse plus particulièrement les discours médicaux sur la sexualité et la manière dont ils s'organisent. C'est à cette époque que naît la catégorie de l'homosexualité ainsi que la théorie de l'inversion et du 3^e sexe, dont Hirschfeld est le spécialiste. Ce dernier considère l'homosexuel-le comme une individualité distincte et caractéristique. Lhomond fait l'hypothèse que l'apparition de la notion d'un troisième sexe aurait pu remettre en cause la binarité présentée comme naturelle des deux catégories de sexe. Mais elle constate que ces principes classificatoires créés par la médecine et la biologie ont permis de consolider la bipolarisation des catégories de sexe dans leur asymétrie.

Françoise Duroux s'attache à montrer comment le développement du discours psychanalytique s'appuie sur l'opposition

nature/culture pour décrire les notions d'homme et de femme. Elle démontre comment la division, l'opposition, la hiérarchisation culture/nature permet de fonder le féminin en s'appuyant sur des variables comme le mariage, l'enfantement, la sexualité et la construction du fantasme. Les femmes, représentées du côté de l'animalité et de la sauvagerie, sont réduites, tant au niveau symbolique qu'imaginaire, à une place « sale » et indigne. La fonction et le maintien de la naturalisation sont toujours d'actualité selon l'auteur qui prend pour exemple des écrits contemporains.

Annik Houel aborde la notion de bisexualité psychique introduite par Freud. Elle observe quelle est la part maternelle du personnage de l'amant dans les romans *Arlequin* plus particulièrement. Bien qu'elle relève, en s'appuyant sur le travail de chercheuses québécoises, qu'il existe un aspect subversif en termes de rapports sociaux de sexe, le rapport sexuel étant l'enjeu principal des relations ; elle met toutefois l'accent sur la complémentarité entre les sexes qui est posée dans ces romans, non seulement comme idéale, mais comme naturelle.

Jeanne Peiffer, en travaillant sur des ouvrages traitant de physique et d'astronomie, note qu'il existe, à partir de la moitié du XVII^e siècle et tout au long du XVIII^e siècle, une littérature scientifique adressée uniquement aux femmes. Elle se demande s'il a été question à cette époque d'initier des femmes aux activités scientifiques ou s'il s'est agi d'adapter les sciences à l'image que se faisaient des femmes les savants du XVIII^e siècle. Ce nouvel accès à la connaissance ne permet pas à celles-ci de s'approprier réellement la méthode scientifique. Pieffer fait l'hypothèse que si, dans ce contexte d'engouement pour les sciences, il apparaît une littérature destinée aux femmes, c'est peut-être parce qu'il y avait une volonté de leur donner une information mesurée pour tenter d'endiguer leur désir d'accéder aux sciences.

S'appuyant sur une perspective sociologique féministe matérialiste des effets mentaux intrinsèques aux rapports de pouvoir, Claire Michard propose une analyse critique du lien entre

genre grammatical et sexe, tel qu'il est décrit par les linguistes. Elle remet en cause l'opposition symétrisée des signifiés du genre : mâle/femelle et avance l'hypothèse d'une structuration dissymétrique entre le signifié /humain/ d'un genre « général » (dit masculin), et le signifié /femelle/ d'un genre spécifique (féminin). Cette hypothèse expliquerait à la fois le fonctionnement du genre et les caractéristiques du discours d'ethnologues hommes sur les sexes, mises en évidence dans un précédent travail.

Catherine Viollet, en interrogeant des adolescents des deux sexes à propos du travail, s'attache à démontrer le fonctionnement des rapports de pouvoir dans les discours quotidiens. Reprenant les perspectives de Claire Michard, l'auteur utilise les notions de mâle et femelle qui permettent d'introduire la notion d'agent pour mettre en perspective les valeurs hiérarchisées des classes de sexe dans le langage à propos du travail. Elle constate que selon que le locuteur est mâle ou femelle, les humains femelles sont peu déterminés quant à leurs activités mais sur-déterminés quant à la catégorie de sexe. Elle compare aussi l'utilisation qui est faite dans les discours de la notion de travail et relève des glissements sémantiques lorsqu'il s'agit de parler de travail domestique et de travail à l'extérieur.

Marie-Claude Hurtig et Marie-France Pichevin ont mené dans le champ de la psychologie cognitive une expérimentation portant sur le fonctionnement et la structuration du processus de catégorisation de sexes entrant en jeu dans la perception d'autrui. Les résultats obtenus confirment la prévalence du sexe comme indice de catégorisation et mettent en évidence le recours possible à deux types de stratégie de reconnaissance. L'une fondée sur une différenciation de type inter-catégoriel, l'autre de type inter-individuel. La première étant plus massivement utilisée lorsqu'il s'agit de définir une personne cible de sexe femelle. Leurs travaux mettent surtout en évidence un traitement perceptivo-cognitif non équivalent de ces deux catégories. La catégorie « homme » n'aurait pas à proprement parler de rôle organisateur dans l'économie

de la pensée. Elle servirait de référent implicite pour définir « la catégorie "autre", les femmes » (Hurtig, Pichevin, 2002, p. 177) sans constituer elle-même une catégorie de sexe à proprement parler. Ainsi le processus de catégorisation de sexe ne serait pas neutre, mais discriminant. Cette fonction cognitive discriminatrice ne pouvant être pleinement alors interprétée que dans le cadre de la problématique générale du rapport de domination entre les sexes.

Michèle Riot-Sarcey montre que dans l'analyse des processus historiques les historiens ne prennent pas les femmes en compte en tant qu'humain alors que l'on parle de société dite humanisée. Elle observe que l'universalité dans ces textes est placée du côté du masculin. Quand les femmes apparaissent, ce n'est qu'en référence aux hommes ou alors elles sont décrites au singulier en opposition aux hommes qui eux sont l'humanité du système. Ainsi les parcours de femmes qui sont décrits, à partir des figures telles que la putain, la mère, l'ouvrière ou l'aristocrate, n'apparaissent que comme un genre humain singulier. Pour l'auteur ne pas penser le discours des femmes, c'est masquer non seulement l'historicité des rapports sociaux de sexe, mais aussi l'historicité de toute norme sociale. En règle générale, les femmes sont représentées comme un groupe présentant des spécificités communes. Selon l'auteur, le danger de cette homogénéisation, c'est de ne pas prendre en compte les singularités de chaque individu du groupe, et ainsi d'éviter la compréhension de ce qui définit les femmes dans notre système, c'est-à-dire cette tension entre le devoir être et l'être soi.

Dans la troisième partie, les textes rassemblés analysent la permanence de la domination masculine, aussi bien dans les sociétés traditionnelles que dans les sociétés occidentales confrontées aux retombées de certaines avancées technologiques. Cette permanence est d'autant plus manifeste que la sexualité et la reproduction sont directement concernées, cela malgré les tentatives de résistance des femmes et en dépit des changements sociaux et technologiques récemment apparus.

Camille Lacoste-Dujardin travaille sur les sociétés maghrébines du nord. Elle montre comment s'élaborent les identités de genre « masculin/féminin », dans ces systèmes aujourd'hui en crise ; en s'appuyant sur l'analyse des représentations et des pratiques qui concernent l'activité reproductrice, les apprentissages sociaux, l'éducation parentale, les marquages corporels, les rituels et la littérature orale. Elle observe comment, dans un système où il existe une tension entre modernité et tradition, peuvent être remises en cause les valeurs et les pratiques associées au masculin et au féminin. Elle met en évidence la persistance d'une dichotomie dévalorisante pour le « genre féminin » et la pérennité d'un système androcentré.

Marie Virolles-Souibès s'intéresse elle aussi aux sociétés du Maghreb encore très bipolarisées aujourd'hui. Cependant, elle montre que cette bipolarisation est « brouillée » du fait, d'une part que cette société est confrontée à « assimiler » des signes et des codes importés, d'autre part qu'il existe, toujours selon son expression, « un brouillage » plus ancien qui vient d'espaces où se déploient des rôles ou des identifications qui remettent en cause cette bipolarité ancestrale. L'auteur parle ainsi de l'éclosion d'un « troisième genre » qui correspondrait à certains groupes de femmes : « femmes sans homme », « vieilles femmes », « saintes », voyantes, ou de manière plus contemporaine, les danseuses de rai. L'auteur porte son attention plus particulièrement sur les trois dernières catégories. Elle montre que ces femmes assurent une forme de transition entre le monde des femmes et celui des hommes tout en exprimant le désir porté par des femmes que changent les relations entre les sexes. L'émergence d'une de ces figures de la bisexualité (tant au plan social que sexuel), représentée ici par la voyante kabyle, est favorisée, comme le souligne Nedjima Plantade, par la situation d'émigration. Vivant en banlieue parisienne, la voyante doit s'adapter à des demandes nouvelles, ce qui modifie quelque peu le rôle et l'impact de cette figure. Celle-ci emprunte, dans l'exercice de son métier, aussi bien aux pratiques masculines du maraboutisme (recours

aux textes du Coran) qu'aux pratiques traditionnellement féminines (divination orale). L'auteur observe quelles sont les stratégies de résistance proposées par la voyante aux femmes qu'elle reçoit pour contourner les effets de la domination masculine.

Cette pratique guide Sylvie Fainzang et Odile Journet dans leur analyse du mariage polygamique qu'elles étudient dans deux sociétés africaines (au Sénégal et en France), en situation d'émigration ou non. La polygamie assure pour les hommes une gestion optimale du temps de la fertilité des femmes, mais également une prévention contre tout risque de frustration sexuelle pour eux. Au cœur de l'institution polygamique se trouve aussi la rivalité entre femmes, nécessaire à son fonctionnement, et qui se traduit surtout par une surenchère dans le travail reproductif. L'intériorisation par les femmes de la primauté de leur rôle sexuel et reproductif fait qu'elles ne peuvent tenter de résister à la domination des hommes dans le cadre même de ce rôle.

Dans ce contexte général de domination des hommes sur les femmes, Paola Tabet montre, à partir d'exemples pris aussi bien en Afrique qu'en Europe, que les rapports « sexuels » ne constituent pas un échange réciproque de la sexualité. Ce n'est pas de la sexualité qui est échangée contre de la sexualité mais une compensation contre une prestation, échange « économique-sexuel » qui, selon l'auteur, est la forme permanente des rapports entre les sexes. Ce que révèle aussi l'analyse de Paola Tabet, c'est que la prostitution peut parfois permettre aux femmes de se poser en partenaires et sujets de la transaction et non pas comme objets de celle-ci (puisqu'elles fixent le contrat de la transaction par l'usage de la tarification et en le posant comme un service sexuel, comme un travail pur et simple), ce qui différencie considérablement cette transaction des rapports matrimoniaux d'une part et des rapports de travail sexuel d'autre part. En cela, selon l'auteur, la prostitution dans certains cas, pourrait permettre

aux femmes l'indépendance économique et dans une certaine mesure une réappropriation d'elles-mêmes et de leur sexualité.

Dans les sociétés occidentales, la promotion de nouvelles technologies de reproduction s'inscrit, au même titre que les pratiques précédemment évoquées par les ethnologues, dans les stratégies de contrôle par les hommes de la reproduction humaine. Partant des enjeux des sciences biologiques et médicales qui présentent les NTR comme guérison de l'infécondité des couples, Hélène Rouch dévoile les effets pervers de ces techniques qui entretiennent la confusion entre stérilité et infécondité et qui transforment les femmes en « pourvoyeuses d'ovocytes ». Michèle Kail analyse comment, au-delà de l'apparente diversité des registres discursifs, fonctionnent des procédures langagières communes (métaphores, métonymies, etc.) dont l'un des effets dominants est la négation/disparition des femmes au profit de la fonction reproductrice. Ces deux études, qui s'éclairent mutuellement par le choix d'un corpus commun d'analyse – ouvrages de vulgarisation, publications scientifiques –, montrent comment les résultats avancés, en raison des carences méthodologiques qui sous-tendent leur présentation, sont tout à fait discutables.

Marie-Joseph Davernas, quant à elle, s'interroge sur les perturbations apportées à la différence des sexes par la mise en application réelle ou imaginaire des NTR. Elle montre comment la configuration maternel/féminin assignée au biologique, et donc à la permanence, par opposition au paternel/masculin associé au social, donc au changement, se trouve ébranlée par la transformation du statut maternel. La crainte d'une perte de la différence des sexes pensée seulement dans son ancrage biologique est interprétée par l'auteur comme la crainte de la disparition de la spécificité humaine.

Natacha Chetcuti

▲ *Violences et corps des femmes du Tiers-Monde.*
Le droit de vivre pour celles qui donnent la vie
Jacqueline DES FORTS, Paris, L'Harmattan, 2001.

« Ce livre tente d'exposer l'évolution de l'appropriation par les sociétés masculines du corps féminin dans toutes ses dimensions : il y a d'abord la dimension maternelle avec ses deux volets : le droit de ne pas mourir en accouchant et celui de décider, librement et en toute sécurité, d'avoir ou de ne pas avoir d'enfants, et il y a ensuite la dimension féminine, avec le droit au respect de son corps et à la liberté dans l'exercice de sa sexualité » (p. 13). Il comporte cinq parties consacrées chacune à un type de violence contre les femmes : 1) obstétricales, près de 600 000 femmes mourant chaque année en couches faute de services appropriés, 2) démographiques, liées aux politiques anti-natalistes, 3) sexuelles, 4) la prostitution et la marchandisation du corps des femmes, 5) la déscolarisation. Chaque partie commence par une définition des concepts et des mesures ainsi qu'une brève histoire du phénomène puis décrit la situation actuelle.

La première partie est à mon avis la plus passionnante, sans doute parce qu'elle est liée à l'expérience de l'auteure. En effet, Jacqueline Des Forts a exercé comme infirmière au Maroc puis comme sage-femme dans un bourg à 40 kilomètres d'Alger avant de devenir médecin épidémiologiste avec une thèse sur la rougeole. Elle a travaillé sur toutes les formes de mortalité reproductive (liées au système reproductif) : mortalité maternelle, cancers de l'utérus liés à de nombreuses grossesses, risques d'accidents cardio-vasculaires dus à la pilule. Aujourd'hui encore, près de 600 000 femmes meurent chaque année à la suite de grossesses, décès qui auraient été souvent facilement évitables, aussi l'auteure parle-t-elle de non assistance à personnes en danger. Ces mortalités maternelles n'étaient même pas mentionnées par les anciens manuels de démographie qui s'étendaient longuement sur la mortalité infantile. Jacqueline Des Forts décrit le « parcours de combattant de la femme

enceinte » puis résume l'histoire de la technologie médicale qui entre dans l'ère obstétricale avec le forceps inventé en 1670 et la découverte du caractère infectieux de la fièvre puerpérale que des mesures simples d'hygiène ont permis d'éliminer. Avant l'ère obstétricale une femme sur dix mourait en couche. Cette mortalité a commencé à baisser en Suède il y a deux cents ans. Elle reste très élevée en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne à la suite d'une faible accessibilité matérielle des services adéquats (distance à parcourir, coût de l'accouchement), mais aussi de causes socio-culturelles. L'accouchement sans assistance qualifiée conduit également à des mutilations, comme les déchirures ou les fistules, ou accroît à long terme les risques de cancer du col de l'utérus. Les politiques d'ajustement structurel qui ont réduit les dépenses de santé sont donc responsables de la mort ou de l'infirmité d'un grand nombre de femmes. Un rapport récent conforte d'ailleurs ce point de vue pour les États-Unis où les Républicains ont réduit de 30 % leur aide financière aux services de santé de la reproduction dans les pays en développement depuis 1994¹.

La deuxième partie est à mon avis plus problématique. Elle critique à juste titre le caractère eugéniste et coercitif de nombreuses politiques de population. Elle rappelle les dangers de la pilule, le caractère peu volontaire de bien des programmes de planification familiale ainsi que les problèmes liés à certaines méthodes telles que le Depo-provera et le Norplant (une capsule insérée sous la peau qui diffuse des produits hormonaux²). Elle

1. Daulaire Nils, Leidl Pat, Mackin Laurel, Starck Laura, *Promises to keep. The toll of unintended pregnancies on women's lives in the developing world*. Global Health Council. Ce rapport évalue à 700 000 le nombre de femmes décédées de grossesses non désirées depuis 1994, date des accords du Caire qui devaient permettre aux femmes d'accéder à la santé reproductive.

2. Il me paraît faux d'assimiler ces deux méthodes car si le Depo-provera est interdit par de nombreux pays, le Norplant est toujours diffusé et bien accepté par de nombreuses femmes.

dénonce le caractère non éthique des expérimentations menées sans leur accord sur les femmes du Sud, notamment les stérilisations par la quinacrine et les vaccins anti-grossesse. Les thèses de l'auteure sont très proches de celle du Réseau mondial pour les droits de la reproduction qui critique toute forme de contraception moderne. Elle en arrive à dire que ce n'est pas la contraception mais la scolarisation qui « libérera la moitié enchaînée » de l'humanité, alors que les deux paraissent nécessaires. Elle propose en modèle les politiques française et algérienne alors qu'on pourrait leur reprocher le choix limité qu'elles offrent aux hommes et aux femmes. Pour ma part, je pense que, toute méthode ayant ses inconvénients, l'essentiel est de diffuser une information complète permettant à chaque individu de choisir une méthode adaptée à son état actuel. Même si les méthodes « artisanales » (comme le retrait) ont fait la preuve de leur efficacité démographique (p. 125), on peut ne pas désirer subir les affres de nos mères. Le livre est silencieux sur la politique américaine actuelle, qui a arrêté de financer les organismes de planification familiale en prétendant qu'ils faisaient de la propagande pour l'avortement.

La troisième partie porte sur les violences sexuelles : mutilations génitales féminines, mariages contraints, viols en tous genres. L'auteure est parfois emportée par sa démonstration. Peut-on vraiment conclure du fait qu'aux États-Unis de nombreux premiers rapports sexuels aient lieu dans une voiture qu'ils aient été forcés ? Une quatrième partie porte sur la marchandisation de la violence sexuelle : prostitution, pornographie, commerce des organes humains. Enfin une cinquième partie interroge la déscolarisation scolaire, qui touche surtout les filles, en s'étendant particulièrement sur l'Algérie.

Ce livre apporte de nombreuses données et réflexions sur un sujet trop souvent ignoré, tant par les citoyens ordinaires que par les démographes. « Cri de colère scientifique », il mérite largement

d'être entendu. On regrettera cependant que la forme soit parfois relâchée et le texte un peu fourre-tout. Il aurait mérité une relecture attentive³.

Arlette Gautier (IRD, UR 91).

▲ *Catégories sociales et genres ou comment y échapper*

Alia RONDEAUX, 2001, Paris, L'Harmattan, collection Questions contemporaines, 202 pages.

Ce livre entre dans une catégorie assez rare parmi les ouvrages que j'ai lus récemment : celle des réflexions abstraites, renvoyant à peu de références théoriques *. Il rappelle les premiers écrits du mouvement, par exemple celui de Ti-Grace Atkinson (ce qui est loin d'être une mauvaise référence). Ce parti-pris est toutefois un peu gênant alors que tant de recherches ont été menées depuis cette époque. Elle s'appuie cependant aussi sur les pratiques théoriques et politiques lesbiennes, partie que j'ai trouvée la plus intéressante.

Pour expliquer « comment on devient femme », l'auteure ne part pas d'une nature supposée ni d'un ordre supposé universel mais du fonctionnement des groupes et de l'interaction des groupes entre les individus. Elle ne définit pas les femmes comme une classe, car cela réduirait leur oppression à l'économie, ni comme une caste, ni comme un genre, mais comme un groupe pour partir de la définition la plus large possible. « La maternité fut sans doute déterminante dans la constitution des rôles sexués et de l'histoire des femmes lorsque le nombre d'individus constituant le groupe était un élément majeur du rapport de forces » (p. 34). Là où cette situation existe encore, la liberté féminine est entravée et

3. Ainsi le tableau de la page 49 ne comporte pas la mention des continents.

* Une trentaine quand même, dont toutes les théoriciennes radicales et/ou lesbiennes, la psychanalyste Alice Miller, Marcel Mauss.

le rapport de forces est brutal, c'est un rapport de conquête, de domination et d'exploitation. Là où a joué l'industrialisation et l'urbanisation, les rôles (économiques, sociaux, sexuels) sont disjoints. Les femmes ne sont plus forcément les plus désavantagées, mais dans la plupart des groupes elles sont plus discriminées que les hommes, particulièrement en ce qui concerne le sous-groupe des mères. La norme (de la maternité ou de la féminité notamment) sert alors à manipuler par l'exclusion des déviants.

Selon l'auteure, il n'y aurait que deux catégories de sexe : le féminin et le masculin, mais il existerait plusieurs genres associés à ces catégories de sexe, selon le groupe d'appartenance. Comme la catégorie de sexe « femme » se compose de plusieurs groupes de femmes, le genre « femme » est l'expression générale des normes et rôles pour une société donnée à un moment donné. Ainsi, le genre « femme » n'est pas le même en Iran et en France. Suffit-il de jouer le rôle masculin pour obtenir les avantages liés aux hommes ? Non, puisque les hommes de genre féminin (les travestis) gardent leurs prérogatives masculines. Quant aux femmes de genre masculin (les *butchs*), elles étaient réprimées autrefois, puis au début du siècle dernier les garçonnnes ont été à l'honneur et paraissaient privilégiées. Aujourd'hui, une *butch* prend le risque d'être marginalisée dans son travail comme dans ses amours car elle brave deux interdits : l'interdit de relations sexuelles entre femmes et l'interdit de ne pas être du genre en adéquation avec son sexe. En effet, plus une femme a un rôle de pouvoir dans une entreprise, plus elle doit « montrer son sexe de façon vestimentaire » : en s'habillant en jupe droite et en portant des talons hauts. Elle doit jouer la mascarade de la féminité.

Dans les années 1970, les lesbiennes ont donné la priorité aux revendications féministes aux dépens de la résolution de leurs propres problèmes, ce dont elles n'ont guère été récompensées. On leur a réservé un territoire, celui du « paradis lesbien », qui est en fait celui de la mère et de son amour oblatif. Dans les années 1980, elles se sont préoccupées d'elles-mêmes et de leurs plaisirs.

Dans les années 1990, alors que la bisexualité se développait, elles auraient été de nouveau rendues minoritaires par les féministes, notamment dans les débats autour du PACS, car celles-ci considèrent que leur place dans la société dépend de la différence des sexes. Or cette idée de la différence des sexes, qui a pu servir à montrer l'occultation des femmes dans les années 1970, prend aujourd'hui un autre sens, celui de l'enfermement dans la différence, ce qui est assez surprenant au moment où celle-ci n'est plus le critère majeur de la vie dans les sociétés occidentales. Cette universalité déclarée des catégories de sexe s'est constituée sur une alliance entre une opposition à l'émancipation des femmes et certains femmes voulant donner une certaine place aux femmes. L'auteure appelle au contraire au droit à changer de groupe et à la prééminence du droit des individus sur celui des groupes ainsi qu'à lutter fermement contre toutes les discriminations, et notamment le sexisme et l'homophobie, tout en apportant à l'ensemble de la société les remises en cause venant du féminisme et du lesbianisme.

J'ai trouvé certains passages assez arides, surtout au début du livre (d'autant qu'il était broché à l'envers, ce qui ne facilitait pas la lecture) et d'autres fort stimulants.

Arlette Gautier (IRD, UR 91).

▲ *Sorcières et sorcellerie*

Sous la direction de Christine PLANTÉ, coll. Cahiers Masculin/Féminin, Université Lumière-Lyon 2, Presses universitaires de Lyon, 2002, 139 p.

Sept contributions, en plus de la préface, sont réunies dans ce volume (issu d'une journée d'étude de novembre 1999) qui traverse les siècles mais se focalise sur un seul espace ou presque, celui de la France comprise dans l'Occident chrétien de l'époque. Quatre contributrices sont littéraires, une est ethnologue, une autre historienne comme l'est aussi le seul chercheur qui se soit associé

à ce travail. Les corpus sollicités sont ceux d'œuvres du passé (xv^e au xvii^e siècle) : manuels d'inquisiteurs, manuels de démonologie, traités de sorcellerie ou dossiers d'accusation, d'œuvres littéraires où la part du symbolique apparaît évidente (*Le Marteau des sorcières* de H. Institoris et J. Sprenger, *Le Champion des dames* de Martin Le Franc, etc.) Du xix^e siècle est analysé le récit de Balzac. Quant à l'époque contemporaine, elle est présente par deux contributions tout à fait différentes, réunies sous cette bannière de la sorcellerie : un rappel de ce que fut la revue *Sorcières* et l'analyse de pratique de désorcèlement dans l'Ouest de la France. L'ensemble constitue un ouvrage tout à fait passionnant où informations et interprétations peuvent offrir des pistes de futures recherches.

Étudier la sorcellerie sous l'éclairage de la différenciation sexuelle ne provoque pas d'étonnement, comme le rappelle Christine Planté dans la préface : « Que l'histoire de la sorcellerie, de sa répression et de ses représentations soit traversée de la différence des sexes et mette en jeu un imaginaire du féminin, cela apparaît probablement à chacun comme une évidence qui n'appelle pas de commentaires. » Ce constat permet un rappel synthétique et utile des études ou œuvres qui ont associé femmes et sorcellerie. Si l'on ne peut réduire la sorcellerie au féminin, on ne peut non plus nier cette prééminence qui a pris dans le réel et plus encore dans les fantasmes, le sexe « faible ». « Les méfaits imputés aux sorcier-e-s ont largement à voir avec la sexualité, la reproduction, la transmission de la vie et de la mort, domaines qui traditionnellement relèvent, d'un point de vue symbolique et social, de la compétence des femmes. » Aussi, ceux qui se penchent sur ce phénomène au cours des siècles, s'interrogent sur la nature diabolique de la femme, sa prédisposition à la mélancolie que les médecins appelleront ensuite l'hystérie. Dans tout cela, il y a à la fois la misère, l'ignorance mais aussi la misogynie savante ou populaire. « La question de la place des femmes ne peut donc, pas plus dans ce domaine que dans d'autres, être envisagée isolément de l'ensemble des enjeux sociaux, politiques, religieux et culturels. »

Christine Planté distingue deux approches de ce phénomène de la sorcellerie, l'une externe « résolument rationaliste et matérialiste », l'autre plus empathique « qui cherchera à tenir compte des systèmes de croyance et de représentation du monde, et à penser le sens du recours à la sorcellerie ». Bien souvent ces deux approches se complètent dans les analyses précises, à l'image de ce que fit Michelet dans son récit, *La Sorcière*. De l'écrasement de la sorcière à son exaltation, une série de questions se pose qu'on ne peut éviter : les avancées de la médecine contre les défenseurs d'une nature féminine incontrôlable et dangereuse montrent l'irréversible mépris qui poursuit la femme. Les recherches se proposent de travailler ce « mythe » de la sorcière dans sa manipulation destructrice ou laudative.

Il fallait tout d'abord repartir aux sources : la grande période de la répression s'étendant du ^{xv}^e au ^{xvii}^e siècle, quatre études s'y consacrent de façon très différente et éclairante. Catherine Chène et Martine Ostorero traquent l'apparition des représentations et formulations misogynes dans des textes du ^{xv}^e siècle qui ont trait au Sabbat dans un article intitulé : « La femme est mariée au diable ! L'élaboration d'un discours misogyne dans les premiers textes sur le sabbat (^{xv}^e siècle) ». Dans un article au titre très suggestif « Heur et malheur de n'être plus un homme dans *Le Marteau des sorcières* ou le syndrome d'Abélard », Michèle Clément rappelle le pouvoir prêté aux sorcières de priver les hommes de leur membre viril. Michel Porret met en confrontation Wier et Bodin dans son étude qui entend « différencier les "magiciens infâmes, les sorcières et les empoisonneurs" : l'œil naturaliste de Jean Wier ». Dans un article synthétique utilisant plusieurs textes de la période et donnant beaucoup de pistes pour l'analyse de textes, même postérieurs, mettant en scène sorcières et sorcelleries, Nicole Jacques-Lefèvre fait émerger la voix même des sorcières qui sont les grandes silencieuses des archives dans « Figures de sorcières : mythe et individualités ».

Les trois autres contributions font des incursions au XIX^e et au XX^e siècle. Christine Planté étudie la mise en scène d'un procès de sorcellerie par un écrivain, en l'occurrence Balzac et sa capacité à passer de la croyance au mythe. On lira son analyse très précise : « Le Succube de Balzac, divertissement drolatique ou archéologie d'une fabrication discursive ? » Un témoignage, doublement passionnant à lire, pour l'histoire de l'interprétation de la sorcière mais aussi pour l'histoire du féminisme en France, est celui de Xavière Gauthier à propos de la création en 1975 de la revue *Sorcières* : « Sorcières, nous tracerons d'autres chemins... ». La contribution qui clôt cet ensemble, nécessairement ouvert du fait de sa pluridisciplinarité et des sources diverses qu'il interroge, est celle de Jeanne Favret-Saada qui met en relation pratiques de sorcellerie et fonctions au sein du travail agricole entre hommes et femmes dans une région française en 1960, dans « Le désorcèlement comme thérapie ».

Réflexion à poursuivre en l'enrichissant d'autres analyses puisque nombreuses sont les œuvres littéraires qui ont fait une place à la sorcellerie et à la sorcière, en particulier dans les littératures francophones, mais pas seulement, et par rapport aux mythes anciens et aux figures du passé, comme celle de Médée qui pointent encore d'autres antériorités et une transversalité culturelle.

Christiane Achour

▲ *Domesticité*

Sextant, Revue du Groupe Interdisciplinaire d'Études sur les Femmes, U.L.B., 2001. Textes rassemblés et édités par Éliane Gubbin et Valérie Piette.

Ce volume présente les communications du colloque international : « Bonnes pour le service. Déclin, professionnalisation et immigration de la domesticité (Europe-Canada 19^e-20^e siècles) », tenu à l'université de Bruxelles en décembre 2001.

Des références bibliographiques nombreuses constituent un des intérêts de la publication.

Les textes portent sur l'état et l'évolution de la domesticité de la fin du XIX^e à la fin du XX^e, ce dernier étant encore le moins exploré sur le thème comme il est indiqué dans l'introduction. La réunion de contributions de démographes, d'historiens, de littéraires, de sociologues pour différentes époques et pays (Belgique, Luxembourg, Suisse, Italie, Québec, France) montrent combien le sujet est transversal et combien les constantes l'emportent sur les différences.

Sont développés de nombreux aspects socio-politiques du travail domestique parmi lesquels il faut souligner :

– Le rôle de la domesticité dans les migrations internes et externes de populations, du monde rural aux villes à l'intérieur d'un pays, des pays pauvres aux pays riches ; il y a à la fois émancipation possible pour les femmes dans ces départs et transition vers une insertion familiale et économique d'une part et, d'autre part, risque de servitude et de sur-exploitation.

– Les crises récurrentes de la domesticité qui suivent les mutations de l'organisation économique et de la relation des femmes au travail salarié.

– La méfiance des milieux catholiques vis-à-vis du travail domestique et de son institutionnalisation parce que la domesticité permettrait aux mères de famille de travailler à l'extérieur ; l'arrivée dans les villes à différentes époques de femmes prêtes à la domesticité entraînant par ailleurs une moindre demande de services collectifs et de partage des tâches domestiques avec les hommes.

– La position ambiguë des mouvements ouvriers vis-à-vis de la professionnalisation de la domesticité.

– L'évolution de l'image sociale de la servante au fur et à mesure des transformations socio-économiques.

– L'absence de volonté politique pour mettre en place des cadres et des législations pour la reconnaissance professionnelle et la dévalorisation constante de ces métiers.

- Le passage des employés de maison à plein temps aux « femmes de ménage ».
- La question de la possibilité de professionnaliser des emplois qui s'exercent à domicile dans un espace privé, etc.

Une constante traverse les analyses : l'assignation des femmes aux travaux domestiques et la dévalorisation de ces travaux.

Les propositions de la communication concluante sont :

- De reconnaître la nécessité économique du travail domestique.
- De rompre avec la représentation traditionnelle basée sur le dévouement et le bas prix.
- De prendre en compte la nécessité de professionnalisation de ce travail.
- De reconnaître l'existence d'un secteur d'activité à part entière utile à l'économie et à la société.

Bref, tout un programme qui est dans la continuation des débats sur ce thème depuis un siècle et demi.

Geneviève Duché

SOMMAIRE :

- Introduction, Éliane Gubin
- État de la question. L'apport de l'historiographie internationale; Antoinette Fauve-Chamoux
- La domesticité, une réalité mal adaptée au contexte de l'entre-deux-guerres en Belgique, Éliane Gubin
- « C'était mieux avant ». Service, servantes et domestiques chez les écrivains catholiques belges de langue française 1918-1939, Cécile Vanderpelen
- Les servantes luxembourgeoises à Bruxelles dans l'entre-deux-guerres, Germaine Goetzinger
- La crise et ses remèdes. Vers un statut pour la domesticité ? Belgique, 1920-1940, Valérie Piette

- La pénurie de domestiques en Suisse et ses remèdes (1870-1939), Anne-Lise Head-König
 - Les servantes étrangères en Belgique comme miroir des diverses vagues migratoires, Anne Morelli
 - La domesticité en Italie durant la période du fascisme (1922-1943), Rafaëlla Sarti
 - « Sur les berceaux, je veille ». Les aides-maternelles de la fédération nationale Saint-Jean-Baptiste et la professionnalisation des domestiques (1928-1940), Denyse Ballargeon
 - La domesticité en Belgique de 1947 à l'aube du 21^e siècle. Un essai de définition, Suzy Pasleau et Isabelle Schopp
 - « On n'est pas des domestiques ! ». La difficile professionnalisation des services à domicile, Annie Dussuet
 - La Philippine ou la « Mercédès-Benz » des domestiques. Entre archaïsme et mondialisation, Liane Mozère
 - La bonne figure résurgente d'une « travailleuse frappée d'indignité ». À propos de la néo-domesticité, Sarah Lecomte
 - Organisation domestique : arrangements entre hommes et femmes, Dominique Fougeyrollas-Schwebel
 - Quelques pistes de réflexion comme conclusion, Jean Puissant
- Orientation bibliographique
Présentation des auteur-e-s

Parutions

▲ *Lectures de femmes : Entre lecture et écriture*

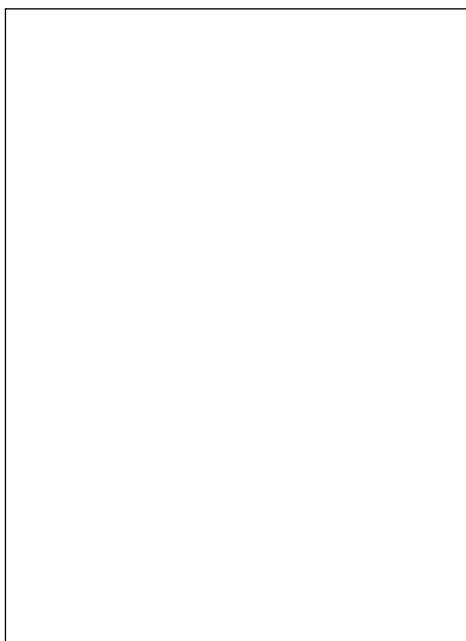
Marianne CAMUS, maître de conférences en littérature anglaise à l'université de Franche-Comté, et Françoise RÉTIF, professeur à l'université de Rouen, spécialiste de littérature germanique et comparée, ont assuré la direction de l'ouvrage. Bibliothèque du féminisme (éditions L'Harmattan).

En littérature, plus que dans aucune autre science humaine, la participation active des femmes à l'élaboration et à l'interprétation du patrimoine culturel commun est aujourd'hui encore largement inexplorée. Il s'agit par cet ouvrage de contribuer à la construction d'une tradition intellectuelle au féminin qui décentre la tradition masculine en démystifiant la position prétendument objective du

lecteur soi-disant universel. Mais les lectures de femmes font plus que révéler le phallocentrisme de notre tradition culturelle. Il apparaît que la lecture entretient très souvent un rapport spécifique à l'écriture : elle est constitutive, structurante de l'écriture. L'espace entre lire et écrire apparaît alors comme un des lieux privilégiés de l'inscription de subjectivités féminines dans la création littéraire.

New York, 2000.

Photo : Nicole Décuré



Le renouvellement de la critique littéraire par son ouverture à un point de vue féministe est ici mis en évidence, enrichi et nuancé grâce à la dimension comparatiste introduite par les contributions venant de divers pays européens.

Les auteur-e-s : Susan Bainbrigge (Edimbourg), Christine Baron (Paris), Corina Caduff (Zurich), Mireille Calle-Gruber (Paris), Marianne Camus (Besançon), Françoise Collin (Paris), Bernard-Marie Garreau (Lorient), Marie-Claire Hock-Demarle (Paris), Stéphane Michaud (Paris), Richard Parisot (Besançon), Ingeborg Rabenstein-Michel (Lyon), Françoise Rétif (Rouen), Angelica Rieger (Graz), Gislinde Seybert (Hanovre), Catherine Viollet (Paris).

Contacts pour la collection : fougeyrollas@dauphine.fr ou helene.rouch@paris7.jussieu.fr

▲ *L'écriture de Monique Wittig.*

À la couleur de Sappho

Catherine ÉCARNOT, agrégée de Lettres modernes. Bibliothèque du féminisme (éditions L'Harmattan). (Auteur de la première thèse consacrée en France au travail de Monique Wittig).

Cet ouvrage propose un parcours à travers l'ensemble des textes littéraires de Monique Wittig. Une subjectivité mouvante émerge de l'emploi du pronom indéfini *on* et du *j/e* scindé, de la pratique de la citation et de la prédominance du discours rapporté qui sapent toute illusion identitaire. Les références aux textes anciens transforment *Les Guérillères* en improbable épopée féministe, *Le Corps lesbien* en Évangile selon Sappho, le personnage principal du *Voyage sans fin* du Quichotte lesbienne et lancent « Wittig » sur les traces de Dante. Elles permettent une généralisation de ce qui apparaît ailleurs comme particulier : le lesbainisme, le féminin, etc. Livre après livre, la guerrière qui croit au combat collectif, laisse place à la fugitive impuissante à combattre l'injustice, sinon en témoignant par son existence même qu'on peut quitter l'enfer hétérosexuel.

Catherine Écarnot situe les textes de Wittig, lesbienne radicale, tant par rapport au Nouveau roman que par rapport au féminisme. Si, à l'instar de Nathalie Sarraute, Wittig soutient que pour l'écrivain existe un pré-langage, celui-ci n'est pas au féminin mais au-delà des sexes. Comme l'est le lesbianisme : innommable est la lesbienne, résistante, rebelle à la sexuaction. Wittig s'applique à bouleverser les règles du genre grammatical, à penser au-delà de deux et propose un monde où triomphe une pluralité infinie à l'image de la sexualité des femmes entre elles.

TABLE DES MATIÈRES

Monique Wittig, poète

De *L'Opoponax* à *Virgile, non*

- *L'Opoponax* ou l'autobiographie de tout le monde
- *Les Guérillères* et le féminin pluriel
- *Le Corps lesbien*, corps sans nom
- *Brouillon pour un dictionnaire des amantes*
- *Le Voyage sans fin*, Quichotte au théâtre
- *Virgile, non* : la divine comédie de Monique Wittig

Questions de langage et de politique

- Le langage et l'innommé
- La femme, non
- Ni homme, ni femme, l'impensable lesbienne

Le point de vue lesbien

Bibliographie

▲ *Feminism in the Heartland*

Judith EZEKIEL, Columbus: Ohio State University Press, August 2002, 300 pp. \$24.95 paper 0-8142-5098-X, \$65.00 cloth 0-8142-0903-3

« Powerful and provocative, *Feminism in the Heartland* radically changes our understanding of the women's liberation movement by taking the story beyond the usual cities. But that's

not all: this richly detailed story reminds us that all visionary movements are built from the grassroots by ordinary folks with extraordinary will. » (Robin D. G. Kelley, author of *Freedom Dreams: The Black Radical Imagination*).

Feminism in the Heartland tells the story of second-wave feminism. Set in a « typical » American city, Dayton, Ohio, it traces the history of a dynamic, utopian movement that transformed the lives of thousands of women who fought to make their city and country responsive to women's needs. It looks at the four central organizations of the period: the initial women's liberation umbrella group; a women's center; a working women's organization, sister to Nine to Five; and a reproductive rights coalition. The book also examines three « para-feminist » groups, an abortion referral service, an abortion clinic, and a rape crisis center. Life stories of sixty activists, woven throughout, give voice to the subjects themselves and transmit to younger generations a feel for what it was like to be a feminist in the 1970s.

Contrary to the assumptions of traditional histories of feminism, which typically emphasize the movement in larger cities, heartland feminism in the 1970s as it emerged in Dayton was neither a miniature nor milquetoast version of national feminism. This story cracks open the earliest, most durable, and hence for many, the most important narrative of a two-branch movement. A single strand of feminism emerged in Dayton, which can only be called liberationist. Demands for equal rights did not give birth to or sustain feminism. The successes in Dayton's women's movement came from its most radical ideas and practice—the consciousness-raising group, linkage between the personal and the political, and innovative, prefigurative structures. Repeatedly, when these ideas and practices were limited, the movement suffered. This study suggests that without utopian vision, movements for social change are doomed.

« Judith Ezekiel's scholarship is impeccable. This is a deeply researched book that manages to give voice to multiple perspectives

of participants (many of whom differed with each other deeply) without ducking the necessity of building a clear analysis. I have no doubt that it will find an important place in classrooms in all of these areas U.S. women's history, feminism, and social movements because it is such an excellent case study. » (Sara Evans, author of *Born for Liberty: A History of Women in America*).

« Ezekiel's excellent new study of *Feminism in the Heartland* shows us that the women's liberation movement was a force to be reckoned with, not only on « the coasts », but throughout American society. Her careful study of the rise of modern feminism in Dayton, Ohio illuminates a great deal about this history-changing movement, the unfolding consequences of which continue to shape women's lives and choices today. » (Ellen Carol DuBois, author of *Feminism and Suffrage: The Emergence of an Independent Women's Movement in America, 1848-1869*).

« Judith Ezekiel writes with clarity and force. She traces in detail the origin and development of a number of women's groups in Dayton, without losing sight of the larger issues. She is constantly aware of the way the problems of the whole American society impinge on the feminist movement, and on the women she is writing about: the problems of race and class, and the difficulties of bringing together different tendencies in the movement. » (Howard Zinn, author of *A People's History of the United States*).

Judith Ezekiel is an associate professor of American Studies at the University of Toulouse-le-Mirail. She is the author of articles on American and French Feminism in journals such as *Les Temps Modernes*, *Nouvelles Questions Féministes*, and *Women's Studies Quarterly*. She co-founded Women's International Studies Europe and the Worldwide Organization of Women's Studies, created and runs the European and French-language Women's Studies e-mail lists, WISE-L and *etudesfeministes-I*, and is an associate editor of *The European Journal of Women's Studies*.

▲ *De la contraception à l'avortement.**Sociologie des grossesses non prévues*

Nathalie BAJOS, Michèle FERRAND et l'équipe GINÉ, Inserm, coll. Questions en santé publique, 2002, 364 p, 38 €

Chaque année en France, plus de 300 000 femmes sont confrontées à une grossesse non prévue.

Le témoignage de ces femmes, qu'elles aient décidé de poursuivre leur grossesse ou de recourir à l'interruption volontaire de grossesse, a fait l'objet d'une recherche menée par une équipe composée de sociologues, d'une psychologue et d'une gynécologue. La recherche tente de répondre à des questions qui, 35 ans après la légalisation de la contraception et plus de 25 ans après le vote de la loi Veil, restent toujours d'actualité :

- Comment les femmes gèrent-elles leur contraception au quotidien et dans quelles circonstances surviennent les échecs de contraception ?
- Quels sont les choix des femmes face à une grossesse non prévue ?
- Comment se fait la prise en charge d'une demande d'IVG et pourquoi plusieurs milliers d'entre elles sont-elles amenées à se rendre à l'étranger pour une IVG ?

L'analyse s'appuie sur des entretiens approfondis effectués auprès de 73 femmes vivant en France, âgées de 15 à 44 ans et se trouvant dans des situations sociales et familiales diversifiées. Une attention particulière est portée aux mineures, aux femmes issues de l'immigration maghrébine, ainsi qu'à la situation de celles qui ont dépassé les délais légaux de recours à l'IVG.

L'ouvrage s'adresse aux chercheurs en sciences sociales et en santé publique qui travaillent sur les questions de sexualité, de maîtrise de la fécondité et de constitution de la famille, sur les rapports entre les hommes et les femmes, ainsi qu'aux professionnels de la santé qui interviennent dans le champ de la contraccep-

tion et de l'avortement et aux responsables de l'action publique dans ce domaine.

SOMMAIRE

Introduction, par Nathalie Bajos et Michèle Ferrand

- Méthodologie
- Au risque de l'échec : la contraception au quotidien
- Aspects psychologiques de la grossesse non prévue
- Interrompre ou poursuivre la grossesse ? Construction de la décision
- Accès au système de soins et expérience vécue de l'IVG
- La poursuite d'une grossesse découverte tardivement ou le recours à l'IVG hors du cadre légal français
- Accès à la contraception et recours à l'IVG chez les jeunes femmes
- Femmes migrantes ou issues de l'immigration maghrébine : un rapport spécifique à la contraception ?

Conclusion : De la contraception à l'avortement

▲ *La mixité au travail*

Sabine FORTINO, éd. La dispute, série Le genre du monde, 256 p.

Le travail a encore un sexe

Factrices, ingénieures, magistrates, chirurgiennes, dessinatrices : dans le monde du travail, la mixité s'étend à des domaines d'activité de plus en plus variés. Mais, si le recul de la ségrégation des emplois transforme la vie de millions de femmes, il ne signifie pas pour autant la disparition programmée de la domination masculine. Le fait d'effectuer le même travail que les hommes n'épargne pas aux femmes d'être écartées des missions « nobles », d'être sous-payées et privées de réelles perspectives de carrière.

C'est ce que montre la sociologue Sabine Fortino en étudiant la manière dont sont organisés et vécus les rapports entre les sexes dans le quotidien des entreprises et des administrations.

Sur les nouvelles terres de la mixité, les différents acteurs sociaux oscillent entre reproduction des inégalités ou des stéréotypes de sexe et invention d'autres règles du jeu, obligeant chacun/chacune à redéfinir sa place et ses choix.

Toute avancée vers l'égalité hommes-femmes est donc à la fois un révélateur des contradictions et de la violence propres à notre société, et un levier pour nous en libérer.

▲ *L'arrangement des sexes*

Erving GOFFMAN, édition présentée par Claude ZAIDMAN, traduction de Hervé MAURY, éd. La dispute, série Le genre du monde, 128 p., 10 €

Le genre est un opium du peuple

Erving Goffman, l'inventeur de l'infiniment petit en sociologie, cherche la domination masculine non seulement dans les discriminations ou les comportements couramment dénoncés comme sexistes, mais surtout dans l'ensemble des gestes du quotidien, dans chaque situation où la différence des sexes est mise en jeu, mise en scène, comme expression d'une prétendue « nature ».

L'arrangement, alors, c'est la construction sociale du genre qui donne à des différences biologiques entre les sexes une si grande importance sociale.

Comme le montre Claude Zaidman dans son introduction, ce texte contribue à enrichir notre analyse du monde contemporain en définissant un type de relation sociale bien particulière, entre ségrégation et proximité, où femmes et hommes sont « with-then-apart », ensemble et séparés.

Il interroge ainsi chacun et chacune sur sa représentation du féminin et du masculin et sur les rapports de sexe mis en œuvre dans les sociétés modernes.

▲ *Le deuxième corps*

Marie PEZÉ, éd. La dispute, série Le genre du monde, 160 p., 12 €

Une psychanalyste à l'hôpital

À l'hôpital, on soigne les corps. Ce corps pris en charge par la médecine doit guérir. Si le corps soigné souffre encore, le patient est souvent adressé au « psy ».

Derrière la porte de sa consultation, Marie Pezé, docteur en psychologie, psychanalyste, voit surgir alors le deuxième corps : sédiments de l'enfance, mémoire tissulaire du traumatisme, empreintes et lésions du travail, gestuelle différente des sexes.

Dans ces chroniques hospitalières, l'auteur dévoile, entre corps érotique et corps au travail, le sien et celui de ses patients, comment se tisse la construction identitaire.

Pour l'ouvrier qui danse sur son échafaudage, comme pour le chirurgien peaufinant une suture, pour la caissière qui vous sourit, comme pour la psychanalyste qui interprète les symptômes, travailler passe par l'énigme de la mobilisation du corps.

Les trois premiers volumes de la série « Le genre du monde », dirigée par Danièle Kergoat, se saisissent des rapports entre femmes et hommes comme fil directeur d'une meilleure compréhension de la société.

Éd. La dispute – 109, rue Orfila 75020 Paris
Tél. 01 43 61 99 84 / Fax : 01 43 61 95 75
la.dispute@wanadoo.fr

▲ *Femmes et communistes. Histoire mouvementée, histoire en mouvement*

Colloque à l'initiative de l'association de recherche « Femmes et communistes : jalons pour une histoire » – 64, bd Auguste-Blanqui 75013 Paris – avec la collaboration du Centre d'histoire sociale du xx^e siècle de l'Université de Paris I.

SOMMAIRE

- Introduction, Marie-George Buffet
- Chercheuses et militantes : une rencontre volontariste et efficace, Geneviève Dermendjian

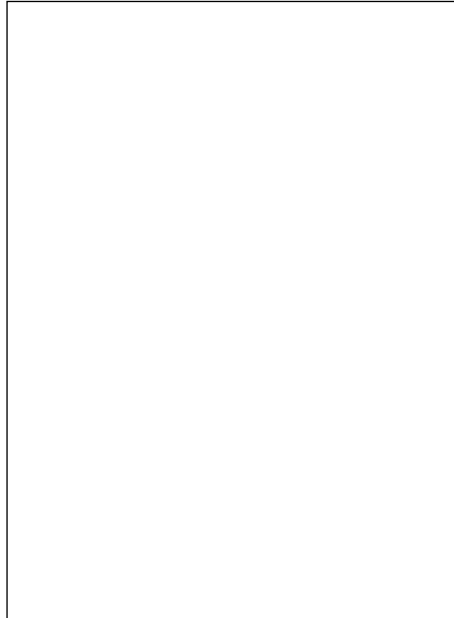
L'approche des historiennes, des historiens et des chercheurs

- Restituer le sens commun du féminisme et du communisme, Michèle Riot-Sarcey
- Femmes et valeurs féminines dans le discours du Congrès de Tours, Jacques Girault
- Quelques trajectoires de féministes radicales au PCF dans la première moitié des années 1920, Isabelle Vahé
- Intégration des femmes. Les années trente comme exemple, Catherine Tricot
- Accouchement sans douleur, communisme et féminisme, Jocelyne George
- Femmes communistes et guerre d'Algérie, des militantes au service de la paix, Saleha Vigreux-Benichou
- PCF et féminismes dans les années soixante-dix : un rendez-vous manqué, Josette Trat
- Lutte féministe pour le communisme ou lutte communiste pour le féminisme, Christine Bard
- Itinéraires de femmes communistes, Dominique Benoît-Frot, Geneviève Dermendjian, Dominique Loiseau

Les témoignages

- Témoignage : les comités féminins de résistance, Lise Ricol-London
- Retour sur les années 1950 et 1960, Madeleine Vincent
- Les années 1970 vues de l'an 2000, Brigitte Dionnet
- À propos de la « condition féminine », Yann Viens
- Être féministe et communiste en 1970, Annick Davaisse
- Connaître et discuter pour commencer une nouvelle histoire, Françoise Picq
- Conclusion, Anne-Marie Sohn

Photo : Nicole Décuré



Niger, 1996.

▲ *L'humour du sexe : le rire des filles*

Lucie JOUBERT, Éditions Triptyque, tél.-fax : 514-597-1666
triptyque@editiontriptyque.com – www.generation.net/tripty
Distribution Dimedia

Pourquoi s'obstine-t-on à croire et à répéter que les femmes n'ont pas d'humour, qu'elles ne savent ni prendre les blagues ni en faire ? C'est là un énorme malentendu qui contribue à épaissir l'aura de mystère entourant l'humour de ce sexe qu'on dit faible. S'il y a dans ce domaine beaucoup plus de questions que de réponses, l'ouvrage se propose tout de même de cerner les enjeux spécifiques de la présence des femmes en humour. Il tentera d'expliquer la quasi-absence des *stand-up comics* féminines et la réticence des femmes à aborder certains sujets. Il mettra en relief le travail des *Folles Alliées*, au Québec, troupe de théâtre à vocation

féministe, et étudiera l'importance des chroniques d'humour, celles de Suzanne Jacob et d'Hélène Pedneault en particulier, dans différentes revues québécoises. Surtout, il donnera à lire de nombreux extraits humoristiques, prouvant par l'exemple que les femmes savent rire et faire rire mais qu'elles évoluent la plupart du temps loin de la scène médiatique, dans des espaces moins connus du public et tout aussi riches en surprises.

▲ *La sexualité et l'histoire*

Yvonne KNIBIELHER, éd. Odile Jacob. Contact presse : Cécile Andrier, tél. 01 44 41 46 91
cecile.andrier@odilejacob.fr

▲ *L'esprit d'égalité.*

Contribution à la pensée politique de Luce Irigaray

Catherine SCHROEDER, essai, éd. ThoT (32, rue de New-York 38000 Grenoble, tél. 04 76 49 37 31), à paraître.

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits », article 1 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Que reste-t-il de l'essence masculine de ces mots qui devaient être les piliers d'une société nouvelle ? Catherine Schroeder nous propose une critique de l'égalité telle qu'elle s'est historiquement imposée aux femmes comme aux hommes. Par une approche logique et sémantique, ses travaux viennent à l'appui des réflexions de Luce Irigaray, connue pour ses nombreux écrits sur la différence entre les sexes et les droits souhaitables qui pourraient en découler.

« La question de l'égalité entre les femmes et les hommes a été relancée par un débat opposant paritaires et universalistes. Les paritaires réclamaient une égalité politique, tandis que les universalistes souhaitaient en rester là. Nombreux sont les contemporains estimant ainsi que l'égalité consiste à effacer de droit les différences : entre les Blancs et les Noirs comme entre les hommes et les femmes. Or, pour des raisons autres que quantitatives, les

différences ethniques ou minoritaires ne sont pas comparables avec la différence sexuelle. Non résolue, cette question reste une impasse à l'origine de nombreuses confusions affectant notre existence privée et publique. »

▲ *Les enseignantes-chercheuses à l'université. Demain la parité ?*

Par Huguette DELAVault, Noria BOUKHOBZA et Claudine HERMANN, avec la collaboration de Corinne KONRAD, préface de Françoise GASPARD. L'Harmattan, 2002.

SOMMAIRE

Analyse des données quantitatives

- Chap. 1 : La situation en 1999
- Chap. 2 : L'évolution
- Chap. 3 : La carrière
- Chap. 4 : Le Conseil national des universités (C.N.U.)

Analyse des données qualitatives

- Chap. 1 : Les freins au niveau de l'institution
- Chap. 2 : Les freins au niveau de la vie sociale et de la vie familiale
- Chap. 3 : Les freins subjectifs quant à l'évolution de carrière

La situation des enseignants-chercheurs dans d'autres pays européens

▲ *Parce que les lesbiennes ne sont pas des femmes...*

Autour de l'œuvre politique, théorique et littéraire

de Monique Wittig

Actes du colloque des 16-17 juin 2001, Columbia University, Paris. Sous la direction de Marie-Hélène BOURCIER et Suzette ROBICHON, Éditions gaies et lesbiennes.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction

- Quand les lesbiennes n'étaient pas des femmes : sur la portée épistémologique de la pensée straight et du corps lesbien des années 1980 à nos jours, Teresa De Lauretis
- La pensée matérialiste de Monique Wittig, Louise Turcotte
- Lire le corps lesbien : sur la réception critique de l'œuvre de Monique Wittig aux États-Unis, Namascar Shaktini
- L'espace du désir : la réception de l'œuvre de Wittig en Italie, Simonetta Spinelli
- L'interlocutrice du corps lesbien : menaçante, désirée, constituante, Catherine Écarnot
- La subversion dialogique dans l'œuvre de fiction de Monique Wittig, Dominique Bourque
- La littérature selon Wittig : une réélaboration utopiste du contrat linguistique, Françoise Armengaud
- La pensée straight et la théorie Queer : implications pour la politique féministe, Diane Griffin-Crowder
- Comment se faire un corps queer à partir de la pensée straight, Beatriz Preciado
- Les contributrices

Bibliographies

Chrono-Biblio

▲ *Izta. La croisée des chemins*

Jules FALQUET. Roman, Éditions gaies et lesbiennes, collection Passage à l'acte.

SOMMAIRE

- Voyages
- Novembre à México-Tenochtitlán
- Rencontres

- Selvatique
- Ixquic
- Ehecatl
- Iztaccíhuatl
- Post-scriptum
 - Quelques mots sur l'Amérique centrale
 - Le Mexique, le Chiapas et le zapatisme
 - Mouvement féministe et lesbien en Amérique latine et aux Caraïbes
- Fragments cités
- Glossaire

▲ *Thinking differently.*

A Reader in European Women's Studies

Gabriele GRIFFIN and Rosi BRAIDOTTI (dir.), Zed Books, London & New York

This book is the first to ask whether there is a specifically European dimension to certain major issues in Women's Studies. It strives to create a synergetic debate among different disciplines and cultural traditions in Europe, and, in doing so, fills some gaps in our knowledge about women and enriches debates hitherto dominated by Anglo-American influences.

Among the new areas of enquiry opened up in this book by the specificities of European Women's Studies are:

- The fact that Europe has repeatedly experienced warfare on its own territory which has impacted significantly on women. Hence the focus in this volume on women and militarism, and on ethnic cleansing as an attack on the family.

- The abidingly problematic relationship between feminism and anti-semitism, and issues of migration and «whiteness» in a context where racism reflects the colonial histories of particular European countries.

- The importance of passion and the emotions, as well as psychoanalytical theory, for politics, particularly in Southern and Eastern European countries.

- Current problems facing Europe, including the decline of the welfare state, the phenomenon of the «single» woman, and the relationship between women's rights and human rights.

- The diverse faces of feminist movements in a selection of European countries.

Reading feminism from a European perspective will enable readers to reflect upon the ways in which changes in political, social and cultural positions and practices over the past century in Europe have impacted on feminist thinking and theorizing. The book raises important issues about the transfer of feminist concepts across cultures and languages. And to English-speaking audiences it also offers fresh viewpoints on some of the key debates in Women's Studies.

SOMMAIRE

Introduction : Configuring European Women's Studies, Gabriele Griffin and Rosi Braidotti

Part I. Women as Social and Political Entities

- Feminist perspectives on the European welfare state, Harriet Silius
- Single women, Tuula Gordon
- Women's human rights, equal opportunities and biopolitics in Europe, Marina Calloni

Part II. Culture and Signification

- Space and women's culture, Liana Borghi
- European feminine identity and the idea of passion in politics, Elena Pulcini and Luisa Passerini
- Psychoanalysis and feminism: A European phenomenon and its specificities, Maria Serena Sapegno

Part III. Identity, Subjectivity and Difference

- Europe after 1989; ethnic wars, the fascistization of civil society and body politics in Serbia, Zarana Papic
- Identities under threat on the Eastern borders, Svetlana Slapsak
- Identity, subjectivity and difference: A critical genealogy, Rosi Braidotti

Part IV. Race and Ethnicity

- Feminism and anti-semitism, Liliane Kandel
- Diasporic subjects and migration, Sandra Ponzanesi
- Whiteness and European situatedness, Gabriele Griffin with Rosi Braidotti

Part V. Violence against Women: European Perspectives

- Violence against women in the European context: histories, prevalences, theories, Carol Hagemann-White
- Sexual violence and ethnic cleansing: Attacking the family, Lisa Price
- Violence, militarism and war, Jalna Hanmer

Part VI. Sex/Gender Terminology and Its Implications

- The uses and abuses of the sex/gender distinction in European feminist practices, Rosi Braidotti

Part VII. The Rises and Falls of Women's Movements in Europe

- Introduction : Women's movements and feminist research, Ute Gerhard
- The history of the Feminist Movement in France, Françoise Picq
- The Women's Movement in Germany, Ute Gerhard
- The Feminist Movement in Italy, Andreina de Clementi
- Three waves of feminism in Denmark, Drude Dahlerup
- The history of the Women's Movement in Norway, Béatrice Halsaa
- The history of the Hungarian Women's Movement, Andrea Petö

- Lacking integration: The relationship between the Women's Movement and Gender/Women's Studies in Transitional Slovenia, Renata Sribar
- Women's associations and education in Spain, María S. Suárez Lafuente

▲ *Femmes et justice pénale*
(XIX^e-XX^e siècle)

Christine BARD et Frédéric CHAUVAUD, Michelle PERROT, Jacques-Guy PETIT, (dir.). Presses universitaires de Rennes.

TABLE DES MATIÈRES

- Ouverture, par Michelle Perrot

Première partie – Illégalismes

- Introduction, Jacques-Guy Petit
- Le vol domestique ou le regard de la société sur ses biens et ses servantes. Belgique 1800-1914, Valérie Piette
- Prostitution, violences et justice au Maghreb à l'époque coloniale (1830-1960), Christelle Taraud
- L'infanticide face à la justice en France au XIX^e siècle : l'exemple de la Bretagne, 1825-1865, Annick Tillier
- Victimes ou coupables ? La loi et la justice face à l'infanticide en Belgique au XIX^e siècle, Sylvette Dupont-Bouchat
- Mères célibataires et infanticides à Montréal, 1914-1930, Andrée Lévesque
- Femmes blanches et esclaves noirs : le délit d'alphabétisation devant la justice du Sud esclavagiste au XIX^e siècle, Isabelle Lehuu

Deuxième partie – Violences

- Introduction : Michelle Perrot
- Le témoignage des femmes victimes de viols au XIX^e siècle, Laurent Ferron

- L'homicide conjugal et la justice française au XIX^e siècle, Gemma Gagnon
- Violences de femmes et violences contre les femmes dans la Grande-Bretagne victorienne, Philippe Chassaigne
- « Pour cause d'honneur » : violence interpersonnelle et rapports de genre en Grèce dans les années 1950-1960, Efi Avdela
- Le combat des féministes canadiennes pour la reconnaissance des droits des victimes d'agression sexuelle : l'héritage de Bertha Wilson et de Kim Campbell, Louise Viau
- Justice pénale et justice civile : réflexion sur l'indemnisation des victimes de violence sexuelle et conjugale au Québec, Louise Langevin

Troisième partie – Représentations

- Introduction, Christine Bard
- Les représentations socio-pénales des femmes « maricides » au Canada, 1866-1954, Sylvie Frigon
- Non coupable... mais « folle » : le cas de Violet Gibson, Luc Nemeth
- Le crime du sexe. La justice, l'opinion publique et les sur-réalistes : regards croisés sur Violette Nozières, Anne-Emmanuelle Demartini et Agnès Fontvieille
- Du « crime contre la race ». L'avortement dans la France de la Révolution nationale, Cyril Olivier
- « Défense sociale nouvelle » et criminalité féminine en France (1945-1975), Dominique Budin

Quatrième partie – Fonctionnement

- Introduction, Frédéric Chauvaud
- Les femmes, le crime et l'enquête en France à la fin du XIX^e siècle, Dominique Kalifa
- Le juge et la témoin. L'instruction judiciaire et les femmes dans la France des notables, Jean-Claude Caron
- Les demandes de grâces formulées par les femmes délinquantes, 1919-1939, Françoise Banat-Berger

- Les offres d'éducation correctionnelle et les mineurs des deux sexes traduits devant le tribunal correctionnel de Rouen au XIX^e siècle, Jean-Claude Vimont
- Filles et garçons devant le tribunal des enfants et adolescents d'Angers de 1914 et 1940 : un traitement différencié, Éric Pierre et David Niget
- Garçons et filles : la définition des problèmes posés par les mineurs traduits à la cour des jeunes délinquants de Montréal (1912-1950), Jean Trépanier et Lucie Quevillon
- La féminisation du barreau de Paris de 1900 à 1939, Anne Laure Catinat
- De la difficile entrée des femmes dans la magistrature à la féminisation du corps, Anne Boigeol

▲ *Transnational Prostitution*

Changing Patterns in a Global Context

Susanne THORBEC and Bandana PATTANAİK (dir.). Zed Books, London & New York

CONTENTS

- Introduction: Prostitution in a global context: Changing patterns, Susanne Thorbek

Part one – Men in Prostitution

- Traveller's tails: Sex diaries of tourists returning from Thailand, Ryan Bishop and Lillian S. Robinson
- The European inheritance: Male perspectives, Susanne Thorbek
- The Beach Boys of Barbados: Post-colonial entrepreneurs, Joan L. Phillips

Part two – Migrant Women in Prostitution

- A social response to transnational prostitution in Queensland, Australia, Linda Meaker
- The transnational prostitution of Thai women to Germany: A variety of transnational labour migration? Pataya Ruenkaew

- Four cases from Hamburg, Prapairat Ratanaloan Mix
- Bodies across borders: Prostitution-related migration from Thailand to Denmark, Anders Lisborg
- Black prostitutes in Denmark, Marlene Spanger

Part three – Critical Reflexions

- A portrait of the Lady: The portrayal of Thailand and its prostitutes in the International media, Chitraporn Vanaspong
- « Il y a 50 000 prostituées marocaines de luxe dans la côte espagnole » : A necessary myth, Ana Lopez Lindstrom

Part four – New Policies on Prostitution

- Migrant sex-workers in Canada, Noulmook Sutdhibhasilp
- A business like any other? Managing the sex industry in the Netherlands, Marieke van Doorninck
- Sweden's law on prostitution: Feminism, drugs and the foreign threat, Arthur Gould

Conclusion

- Where do we go from here? Bandana Pattanaik

CD-Roms

▲ *F...âmes*

CD de 10 titres accompagné d'un livret en quadri de 12 pages, 16,77 € TTC + 3 € de frais de port et emballage. Les Points sur les i éditions (116, av. de Fontainebleau 94270 Le Kremlin-Bicêtre, tél. 01 49 60 72 84 / 06 80 17 71 08 / les pointssurlesi@wanadoo.fr

- 1 Les voiles de la honte (Conditions des femmes chez les Talibans)
- 2 Une vie à combattre (Les femmes et la politique)
- 3 Têtes chercheuses (Femmes et sciences)
- 4 Le cœur de l'exploit (Femmes et sport)
- 5 Les muses s'amuse (Femmes à travers les arts)
- 6 Les bleus silencieux (Harcèlement, violences conjugales, etc.)
- 7 Le ventre de l'avenir (Femmes et enfance)
- 8 Ici et ailleurs (Les femmes dans le monde)
- 9 Elles (Les femmes vues par les hommes)
- 10 Nous (Les femmes vues par les femmes)

Pourquoi avoir fait un CD sur la condition féminine ?

Tout simplement parce que nous considérons que le combat des femmes s'inscrit dans l'ensemble des luttes émancipatrices qui ont jalonné l'histoire universelle et aussi parce que dans le domaine musical trop peu de chansons reprennent les grands phénomènes sociaux liés à ce combat.

Il s'agit d'un CD fait par des professionnels, enregistré en studio dont les textes et la musique sont tous originaux et déposés à la SACEM.

▲ *FemProject.*

The Data Bank of Women and Gender Research Projects

Landesinstitut, Social Forschungs Stelle, Dortmund.

Further informations :

Ms. Ursula Ammon, e-mail : ammon@sfs-dortmund.de

The data bank « FemProject » contains 868 projects conducted within in 1996-1999 at universities and research institutes. Deadline for the questioning is 31.12.1999.

The data bank is based on a nationwide questioning at universities and research institutions as well as of male and female scientists, which has been taken out by the Sozialforschungsstelle Dortmund in the first quarter of 2000.

The data bank includes research projects, dissertations and habilitations as well as workshops, circular readings and exhibitions.

The data bank is made accessible online by the Kompetenzzentrum Frauen in Wissenschaft und Forschung (CEWS) in Bonn.

Further information :

www.cews.uni-bonn.de/datenbank/femproject.html

The CD also contains the state of the art-report with quantitative statistical and qualitative analysis of the projects, including recommendations for research policy.

The report is published in pdf-format on the CD-Rom « Fem-Project – The data bank of women and gender research projects ». The report can also be downloaded from the sfs homepage :

www.sfs-dortmund.de



Cahiers du Genre

▲ N° 32, 2002. Coordonné par Danièle Kergoat.

Travail des hommes. Travail des femmes. Le mur invisible

SOMMAIRE

- Aides-soignants et aides-soignantes : la collaboration dans les tâches physiques lourdes, Karen Messing et Diane Elabidi
- La division sexuelle du travail chez les médecins : une étude de cas, Magdalena Rosende
- Restructuration de l'entreprise et responsabilité : des effets (in)attendus chez les employées, Françoise Messant et Marianne Modak
- Marx, la qualification et le rapport social de sexe, Philippe Zarifian
- Les politiques publiques et la question de l'égalité hommes-femmes. Le cas de la France, Roland Pfefferkorn
- Éthiques et inégalités. Des avatars récurrents dans la « job evaluation », Djaouida Séhili
- Les employées domestiques latino-américaines et la sociologie : tentative d'interprétation d'une bévue, Bruno Lautier
- Genre, ethnicité et violence dans les migrations rurales au Mexique, Sara Lara

Chronique féministe

▲ N° 80-82, mai-août 2002

Dossier : À votre santé !

SOMMAIRE

Introduction générale : Le droit à la santé : quelle égalité entre hommes et femmes ?

Quelques données descriptives de l'état de santé des femmes

Une approche critique de la santé grâce au regard féministe

- Santé mentale : les femmes posent des questions, Hedwige Peemans-Poullet
- Pourquoi tant de détresse, Mary-Jo Del Vecchio Good
- Travail et famille : double charge ou conciliation salubre ? Marrie Bekker
- La recherche sur le cancer du sein
- La question de l'ostéoporose
- Critique des interprétations culturalistes
- Critique du rapport de pouvoir
- Genre et médicaments essentiels, Jeanne Bisilliat

Et si le travail, c'était malgré tout la santé ?

- L'invisible qui fait mal, Karen Messing
- Santé mentale des femmes et conditions de travail, Jocelyne Machefer
- Pour une relance de la politique communautaire en santé de travail, Laurent Vogel
- Le « genre » des accidents du travail et des maladies professionnelles en Belgique

L'enquête sur la santé de la population (Belgique)

- Le secteur des soins de santé et la violence faite aux femmes

Le modèle « hollandais »

Documents officiels

Remise du prix de l'Université des femmes

Attentives

- Le « manager de l'année » et les femmes
- Égalité de salaire : du neuf avec des vieux sous, Dominique Devos
- Fonds de créances alimentaires
- Statistiques ventilées selon le sexe, Hedwige Peemans-Poullet
- 81 millions de femmes au foyer souvent insatisfaites
- Assurance autonomie : la solidarité pour plus d'égalité
- Familles : nouveaux acteurs, nouvelles propositions
- Lettre ouverte aux responsables de la Ligue des droits de l'homme, Françoise Hecq
- Par ici, les retombées de la taxe Tobin !
- À 25 ans, l'Allemande « Emma » est devenue plus sage
- Les Algériennes n'acceptent plus la tutelle des hommes
- Mutilations sexuelles féminines
- Autres...

Contact : Université des femmes – 10, rue du Méridien 1210
Bruxelles – Tél. 02/229.38.25-72 – Fax : 02/229.38.53

Nouvelles questions féministes

▲ Vol. 21, n° 1, 2002

NQF change !

SOMMAIRE

Éditorial : Questions féministes : des nouvelles de Suisse

Grand angle

- Au-delà des apparences. Système de genre et mises en scène des corps lesbiens, Céline Perrin et Natacha Chetcuti
- Le sentiment d'insécurité des femmes dans l'espace public : une entrave à la citoyenneté ? Marylène Lieber
- Intimités piégées. La violence conjugale en Suisse, Jacqueline De Puy, Lucienne Gillioz et Véronique Ducret
- Les paradigmes de l'égalité/différence et du sexe/genre. Ou les deux réponses du féminisme occidental à l'énigme de la « différence des sexes », Fabienne Malbois

Champ libre

- Une guerre pour les femmes afghanes ? Christine Delphy

Parcours

- Autour de la cinquième Rencontre lesbienne féministe latino-américaine et des Caraïbes (Rio de Janeiro, mars 1999), Jules Falquet
- Lesbianisme noir au Brésil. Interview de Neusa Das Dores Pereira et Elizabeth Calvet, organisatrices de la rencontre

Comptes rendus

- Notes de lecture : « Christine Delphy : Penser le genre », Françoise Armengaud

Collectifs

- Les femmes passent à l'Attac, Évelyne Rochedereux

ANCIENS NUMÉROS : THÈMES (ET DISPONIBILITÉS)

1999

Volume 20, n° 1 : Sexisme et linguistique

Volume 20, n° 2 : La maternité hier et aujourd'hui

Volume 20, n° 3 : Féminismes d'Amérique Latine et des Caraïbes

Volume 20, n° 4 : Le naturalisme depuis Beauvoir

1998

Volume 19, n° 1 : Langue et oppression des femmes

Volume 19, n° 2-3-4 : (numéro avec *Recherches féministes*) « Ils changent, disent-ils »

1997

Volume 18, n° 1 : Lesbianisme, androgynie et transgression du genre

Volume 18, n° 2 : Violences contre les femmes : des réponses féministes

Volume 18, n° 3-4 : Violences contre les femmes : les stratégies des hommes

1996

Volume 17, n° 1 : France, Amérique : regards croisés sur le féminisme

Volume 17, n° 2 : Utopies révolutionnaires, utopies littéraires

Volume 17, n° 3 : L'hétérosexualité « revisitée »
 Volume 17, n° 4 : Momies et « mommies » : misogynie de Foucault
 et politique maternelle

1995

Volume 16, n° 1 : L'État français contre l'égalité des sexes

Volume 16, n° 2 : La parité « contre »

Volume 16, n° 3 : Psychologie et essentialisme

Volume 16, n° 4 : Nations, nationalismes, privé et public

1994

Volume 15, n° 1 :

Volume 15, n° 2 : Le baquelache en France

Volume 15, n° 3 : Les femmes et la guerre du Golfe

Volume 15, n° 4 : La parité « pour »

1993

Volume 14, n° 1 : Mélange

Volume 14, n° 2 : Andrea Dworkin : Israël : franchement, à qui
 appartient ce pays ?

Volume 14, n° 3 : Mélange

Volume 14, n° 4 : L'affaire Hill-Thomas

Contact : Secrétariat de rédaction, NQF, LIEGE (Laboratoire
 interuniversitaire en études genre), ISCM – BFSH2, 1015 Lausanne
 (Suisse) – Tél. ++41 21 692 32 24 – Info-Liege@iscm.unil.ch
www.unil.ch/liege/nqf

Recherches féministes

▲ Vol. 14, n° 2, 2001

Féminin pluriel

SOMMAIRE

Présentation : Christine Piette

Articles

- Le partage des tâches domestiques et les problèmes dépressifs :
 une analyse de la situation des nouvelles mères au Québec,

Catherine des Rivières-Pigeon, Francine Descarries, Lise Goulet et Louise Séguin

- Les rapports d'inégalité de la pratique des promesses par correspondance, Marie-Claire Belleau
- Le télétravail : son impact sur l'organisation du travail des femmes et l'articulation emploi-famille, Diane-Gabrielle Tremblay
- Comment se configurent les compétences dans un métier au féminin ? Le cas des assistantes maternelles, Liane Mozère
- La libéralisation de la contraception et le contrôle masculin en Afrique subsaharienne, Arlette Gautier
- Recension critique des écrits sur l'*empowerment* ou quand l'expérience de femmes victimes de violence conjugale fertilise des constructions conceptuelles, Dominique Damant, Judith Paquet et Jo Bélanger

Info-recherche

- Du nouveau au CRI-VIFF : un partenariat entre universités et milieux d'intervention sur le thème des réponses sociales à la violence envers les femmes, Sylvie Gravel, Solange Cantin et Lucie Vézina

▲ Vol. 15, n° 1, 2002

Science, ingénierie et technologie

SOMMAIRE

Présentation

- Les femmes, la science, l'ingénierie et la technologie, Claire Deschênes

Articles

- Situation des filles à l'égard des mathématiques ; anxiété et stratégies utilisées, Louise Lafortune et Elizabeth Fennema
- L'enseignement des sciences dans une perspective constructiviste : vers l'établissement du rééquilibrage des inégalités entre les sexes en sciences, Donatille Mulawamariya et Louise Gulibert

- La sexuation de l'implication à s'engager dans un métier scientifique au lycée, Françoise Mariotti
- Pouvoir, compétence et féminité : expérience d'ingénieures en gestion, Isabelle Fortier
- Une nouvelle optique concernant la recherche sur l'histoire des femmes canadiennes et les sciences, Traduction de Geneviève Boutry, Marianne Gosztonyl Ainley

Note de recherche

- Orientations, représentations et projets de femmes étudiant en informatique, Brigitte Gemme
- Autonomie et diffusion de l'information sur Internet : un projet d'appropriation des technologies par les groupes de femmes, Claudie Solar, Rosalie Ndejuru et Sharon Hackett

UNRISD Press

- ▲ 15 August, 2002, Geneva, Paper 5
« **The Women's Movement in Egypt, with Selected References to Turkey** ». UNRISD Civil Society and Social Movements Programme, Nadjé S. Al-Ali
- ▲ 16 August, 2002, Geneva, Paper 9
« **Gender and Education : A Review of Issues for Social Policy** ». UNRISD Social Policy and Development Programme, Ramya Subrahmanian
- ▲ 27 August, 2002, Geneva, Paper 10
« **Agrarian Change, Gender and Land Reform. A South African Case Study** ». UNRISD Social Policy and Development Programme, Cherryl Walker
- ▲ 27 August, 2002, Geneva, Paper 12
« **Women's Employment and Welfare Regimes. Globalization, Export Orientation and Social Policy in Europe and North**

America ». UNRISD Social Policy and Development Programme, Ann Shola Orloff

- ▲ « **Women's Employment in the Textile Manufacturing Sectors of Bangladesh and Morocco** ». Edited by Carol MILLER and Jessica VIVIAN, UNRISD Press.

Contact : United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD) – Palais des Nations – 1211 Geneva 10, Switzerland – Tél. (41-22) 917 1143 – Fax : (41-22) 917 0650
www.unrisd.org

Women in French Studies

- ▲ N° spécial, 2002. Sous la direction de Marie-Christine Weidmann Koop et Catherine R. Montfort

French and Francophone Women, 16th-21st Centuries : Essays on Literature, Culture and Society with Bibliographical and Media Resources

TABLE DES MATIÈRES

- Préface, Marie-Christine Weidmann Koop et Catherine R. Montfort

Literature

France

- Les femmes et le développement de la culture du livre (xvi^e-début xvii^e siècle), Colette H. Winn
- Hélienne de Crenne (c. 1500-c. 1552), Diane S. Wood
- *La Princesse de Clèves*: Reading the Ending, Ellen Chapco
- Enseigner les auteures des Lumières, Samia I. Spencer
- Nineteenth-Century French Women Poets: An Exceptional Legacy, Aimée Boutin and Adrianna Paliyenko
- La poésie féminine contemporaine en France, Michael Bishop
- Women's Autobiography in the Twentieth Century, E. Nicole Meyer
- Pour un cours de littérature des femmes en France, Martine Motard-Noar

Europe and North America

- Les écrivaines francophones de Belgique au xx^e siècle, Renée Linkhorn
- The Francophone Women Authors of Canada, Laurence M. Porter
- Women's Writing in Quebec, Valérie Raoul

North Africa and Middle East

- Women Writers of North African Immigrant Descent, Susan Ireland
- Les écrivaines algériennes francophones, Yolande Helm
- Andrée Chedid en chemin vers l'espace nu, Nadia Harris

Subsaharan Africa

- Beyond Mariama Bâ: Senegalese Women Writers, Deirdre Bucher Heistad
- Getting to the Roots of « Francophonie »: Women Writers of Cameroon, Cheryl Toman and Cécile Dolisane Ébossé

Culture and Society

- Les femmes en France aujourd'hui : état des lieux, Marie-Christine Weidmann Koop
- L'instruction et la scolarisation des femmes en France : une esquisse, Michèle Bissière
- Vitalité et pluralité : le cinéma français au féminin, Françoise Ravaux-Kirkpatrick et Peter S. Kirkpatrick
- Romans et leurs adaptations cinématographiques : héroïnes à l'écran, Catherine R. Montfort
- La femme dans la chanson française, Brian Thompson

Appendice

- À la recherche des femmes francophones sur le web, Michèle Magnin

Pour obtenir ce numéro spécial de *Women in French Studies*, envoyer un chèque ou mandat international de 24,00 \$ américains

(port compris) à l'ordre de WOMEN IN FRENCH, à : Adrianna Paliyenko – Colby College – Waterville, Maine 04901 – U.S.A.

Women's World

▲ N° 36, 2001. Isis-WICCE

CONTENTS

- Editorial
- Sierra Leone: The Country Report
- The Democratic Republic of Congo
- Kenya: Impediments to women's full enjoyment of human rights
- The Republic of Somaliland
- Sudan: Sudanese women's experience of human rights
- A Refugee's understanding of Sudan
- The life of a Southern Sudanese widow in Kakuma Refugee Camp in Kenya
- The women's voice in Eastern Sudan
- Burundi
- Afghanistan: Afghan women: Pawns in men's power struggles
- Pakistan: The situation of women in Pakistan
- Albania: Gender and women's human rights
- India: Manipur
- Kosova: The situation of women in Kosova
- Colombia



Résolution du colloque de Toulouse, septembre 2002

La nécessité du lien entre recherche féministe et mouvement féministe n'est plus à démontrer. La pensée et l'action sont complémentaires, l'une et l'autre se façonnent et se modifient. Or il semble que, depuis ces vingt dernières années, recherche et lutte féministes s'éloignent. La première, en se repliant sur ses objets d'étude, oublie trop souvent les enjeux et les implications politiques et sociales de ses résultats ; la seconde, face à l'urgence et aux manques de moyens, ne bénéficie pas des nouveaux apports de la recherche.

Cette situation, jusqu'alors tacitement acceptée dans la majorité des cas par chercheuses et militantes, est inquiétante, dangereuse, dans le nouveau contexte politique, économique et social. La désagrégation du lien politique et social, manifestée par le vote du 21 avril 2002 en France, les effets destructeurs de la mondialisation néo-libérale et patriarcale, les multiples dérives et initiatives réactionnaires, qui renforcent les rapports de domination des hommes sur les femmes, ne pourront être dénoncés et combattus que si une liaison plus étroite est établie entre recherche et militantisme, dans différents pays.

Dans ce but, nous chercheuses (et chercheurs) et militantes féministes, présent-e-s au colloque des recherches féministes francophones « Ruptures, Résistances et Utopies » à Toulouse,

- nous nous engageons à rétablir et à renforcer le lien entre théories et actions féministes, entre discours et pratique, de façon à ce que les forces soient réunies pour transformer durablement le réel ;
- nous nous engageons à créer des espaces de réflexion, de réel partage des savoirs, des expériences et des pratiques de résistance ;
- nous nous engageons à mettre en place des organes communs de diffusion et de communication ;
- nous nous engageons à travailler ensemble pour lutter contre l’invisibilisation des actions et de la réflexion des femmes, notamment par des initiatives publiques ;
- nous nous engageons ensemble à poursuivre le combat féministe pour un autre monde.

Ce manifeste a été signé à Toulouse par de nombreuses participantes. Les signatures et coordonnées peuvent être envoyées au Collectif national pour les droits des femmes.

calcadac@club-internet.fr

Réunion le 2 décembre à 18 h 30 à la Bourse du travail – 3, rue du Château-d’Eau 75010 Paris.

Non au système prostitutionnel

*Non au projet de loi Sarkozy
Oui à un monde sans prostitution*

Nous disons non au système prostitutionnel qui organise l’accès payant des hommes au sexe d’autres êtres humains. Nous dénonçons et nous combattons cette exploitation marchande de la sexualité et cette expression de la domination patriarcale.

Nous disons non au projet de loi Sarkozy :

- non au délit de racolage ;
- non au harcèlement policier contre les victimes de la prostitution, non à leur criminalisation ;
- non à la reconduite à la frontière des étrangères, non à leur expulsion, non à la privation de leur titre de séjour.

Nous voulons la délivrance d'un titre de séjour définitif aux personnes prostituées étrangères sans papiers, sans exiger qu'elles dénoncent les proxénètes et les réseaux.

Nous voulons une lutte efficace contre le proxénétisme et les réseaux de traite, y compris par la coopération internationale, puisque la traite s'est considérablement accrue avec le développement de la mondialisation néo-libérale. Ce n'est pas en s'attaquant aux victimes de la prostitution que l'on combat le système prostitutionnel.

Nous demandons :

- un plan d'urgence pour les personnes voulant se libérer du système prostitutionnel qui leur assure une alternative viable ;
- la mise en place d'un Numéro Vert d'aide aux personnes dans la prostitution, indépendant de l'État, avec des écoutant-e-s formé-e-s et qualifié-e-s, avec appel anonyme ;
- l'accès des personnes prostituées, sans discrimination, à tous les droits universels : accès aux soins, droit effectif au logement, droit à la CMU, au minimum vieillesse, au RMI, droit à l'emploi, droit à l'inscription à l'ANPE pour les personnes qui désirent arrêter la prostitution, droit aux formations de longue durée rémunérées, qualifiantes et diplômantes, annulation des dettes fiscales et des amendes.

La prostitution n'est pas un métier. C'est une violence. C'est un système dont profitent les proxénètes, les clients, mais aussi l'État qui impose lourdement les prostituées.

La France a ratifié la Convention de 1949 sur « la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui ». Mais elle ne fait rien pour appliquer réellement la politique abolitionniste dont elle se réclame.

Face à l'offensive en Europe menée par les Pays-Bas et l'Allemagne qui considèrent la prostitution comme un métier, il est plus que temps de réagir. Il faut des politiques résolues :

- de responsabilisation des « acheteurs », bénéficiaires et acteurs, parmi d'autres, du système d'exploitation que constitue la prostitution ;
- de formation, d'information et de sensibilisation systématiques, notamment dans l'Éducation nationale, des jeunes garçons et des hommes, pour leur faire prendre conscience de ce qu'est le système prostitutionnel et l'ensemble des violences faites aux femmes ;
- de lutte contre les violences à l'encontre des petites filles, des jeunes filles et des femmes ;
- de lutte contre la pauvreté, la précarité et le chômage.

Les organisations soussignées appellent à une manifestation le 10 décembre à 18 h 30 (anniversaire de la Déclaration universelle des droits humains), de République à Strasbourg-Saint-Denis et Grands Boulevards.

Premiers signataires : Collectif national pour les droits des femmes, les Alternatifs, les Dé-chainées, Encore Féministes, Mix-cité, Rajfire.

Solidaires des prostituées

Nous, Collectif toulousain pour les droits des femmes, affirmons notre solidarité avec les personnes prostituées dans leur lutte contre la répression qu'elles subissent.

Depuis la mise en place du gouvernement Raffarin, des arrêtés municipaux dans plusieurs villes de France ont été pris contre les personnes prostituées au nom de la politique sécuritaire et de la lutte contre les réseaux de proxénètes.

Concrètement, cela se traduit par des actes de répression et de harcèlement policier envers les personnes prostituées. Censées nettoyer et rendre propres les rues des villes, ces mesures ont pour conséquence de refouler encore plus les prostituées vers la clandestinité où le risque d'agressions physiques est décuplé et où les actions de prévention des associations de santé deviennent limitées, voyant des années de travail anéanties.

Dirigée en priorité vers les prostitué-e-s migrant-e-s (d'Europe de l'Est et d'Afrique), cette politique criminalise la pauvreté et la précarité et renforce l'exclusion de personnes déjà stigmatisées. La loi sur la sécurité intérieure associe prostitution et immigration : « Les auteurs de racolage actif ou de racolage passif feront l'objet de mesures systématiques d'éloignement et du retrait définitif de tout titre de séjour lorsqu'ils seront de nationalité étrangère. » À la stigmatisation des prostitué-e-s s'ajoute la stigmatisation des étranger-e-s.

La politique de Sarkozy ne se préoccupe certainement pas de la sécurité des personnes qui pratiquent la prostitution.

Nous avons toujours combattu les violences sexuelles envers les femmes dont la prostitution est une des formes les plus violentes. C'est par la lutte contre le proxénétisme mais surtout par des mesures globales contre la précarité économique qui frappe majoritairement les femmes et par une éducation sexuelle basée sur une réelle égalité entre les sexes qu'on commencera à s'attaquer aux racines du système prostitutionnel.

Au moment où gouvernement et municipalités rivalisent dans la démagogie sécuritaire, il est urgent que se manifeste notre solidarité avec tou-te-s ceux qui sont les premières victimes de la répression. Nous dénonçons toute atteinte portée aux droits de la personne, qu'il s'agisse d'un-e jeune, d'un-e mendiant-e, d'un-e vagabond-e ou d'un-e prostitué-e.

Collectif toulousain pour les droits des femmes,
octobre 2002.

« *Mon corps, ma petite entreprise* », *dissent-ils*

Ordre moral

Il y a trente ans « ils » disaient des féministes qu'elles étaient des « mal baisées », « ils » disent aujourd'hui qu'elles sont les tenantes de l'ordre moral.

Nous qui dénonçons la prostitution, que ce soit sous ses formes dites archaïques (prostitution de rue) ou modernes (toute la nébuleuse des bars, sex-shops, cyber-sex, production et tournage de films pornos, minitel rose, etc.), sommes-nous partisans de l'ordre moral ou agissons-nous pour qu'advienne la libération du désir, du sexe, du plaisir des individus, hommes et femmes ?

L'ordre moral n'est-ce pas plutôt ne pas remettre en question le système, conforter les personnes dans des rapports stéréotypés, pérenniser un imaginaire préconstruit par des sociétés patriarcales et entretenu par les médias, la pornographie, l'industrie du sexe ?

Que dire des pseudo-intellectuels (journalistes, maîtres à penser de tous bords, soi-disant critiques ès maîtres en libération des femmes) inféodés au système ? Que dire d'eux ? De quel côté sont-ils ? Qui les paie et les fait vivre ?

Quelle différence entre l'ordre moral prôné par les conservateurs type Sarkozy, Mattéi et Perben et le nouvel ordre moral vanté par les libéraux de tous horizons ou les tenants du « travail sexuel » ? L'ordre moral proclamé par les premiers stipule par la loi d'arrêter, de pénaliser pour racolage passif ou actif et solutionne d'enfermer les femmes dans des maisons closes. On ne change rien au rapport de force entre les individus mais on rend invisible ce commerce dont l'État compte bien tirer les fruits (État-proxénète ?). Quant aux partisans du « travail sexuel », ils banalisent sous la forme de consommation de services la marchandisation par certains et pour certains (des hommes) du corps des femmes,

banalisation qui reconduit le rapport prostitutionnel : un homme-client acteur, une femme-réceptacle humiliée et consommée.

Rapport marchand

Le viol et la prostitution sont-ils de nature fondamentalement différente ? Le viol des femmes met à jour de manière incontournable la domination des hommes sur les femmes. Il la rend visible. La prostitution rend possible l'accès au corps des femmes avec toutes les violences imaginaires ou réelles que le client véhicule. L'argent rend légitime l'acte de réification d'une femme, de toute personne. La prostitution – sans argent pas de sexe – dissimule donc le rapport de domination. L'argent le rend invisible, il le banalise. L'acte prostitutionnel est un acte de consommateur dans une société de marché. L'argent l'autorise, il le légitimise.

La prostitution ne change rien au rapport de genre patriarcal. Par contre, le glissement idéologique du concept « prostitution » au concept « travail de sexe » est un leurre. Cette volonté d'utiliser le glissement sémantique met au contraire en lumière le lien intrinsèque entre patriarcat et libéralisme et la défense de l'ordre moral par l'idéologie libérale. De cette façon, le sentiment d'oppression est atténué, ce qui permet l'ouverture du marché, l'amplification des possibilités de profit sur le corps sans oublier le psychisme des femmes et des hommes en faisant disparaître par extension les notions de trafic et de traite. Ce profit se chiffre aujourd'hui en milliards de dollars, au troisième rang après le trafic des armes et celui de la drogue.

L'argent, nouvelle arme dans un monde qui se veut pacifié ? Tout s'achète. Le plus fort achète le faible, l'affame et le domine. La prostitution s'inscrit dans une économie mondialisée : elle détruit au plus profond des sociétés les liens sociaux, les liens de solidarité, anesthésiant les luttes politiques et se substituant à toute utopie. Nous sommes entrés dans l'ère du libéralisme post-nucléaire, au nom de la liberté individuelle, les individus atomisés sont renvoyés à la solitude pour mieux servir les intérêts globaux.

La force de ce système d'exploitation est de faire croire aux possibilités de libération d'un marché prétendument neutre, d'induire le consentement des personnes marchandisées, pour entériner le plus archaïque des rapports de force. Faire adhérer l'individu à ce système permet d'anesthésier toute velléité de révolte et de résistance : la fluidité du marché est assurée. Le nec plus ultra de la libération par le marché semble atteint : « Mon corps, ma petite entreprise », disent-ils.

Renforcement de la norme

La prostitution est un rouage indispensable du contrôle des individus dans leurs corps et leurs imaginaires, elle les maintient dans leur rôle et place traditionnels.

C'est toujours la construction identitaire de la classe des hommes qui s'exprime fondée sur l'asservissement ultime du groupe des femmes. C'est sur la reconduite de ces schémas que se fait la manipulation des jeunes, garçons et filles, et la reproduction d'un système. La virilité à laquelle sont assignés les hommes n'est pas questionnée. Le mutisme et la négation de l'être, assortis d'une disponibilité totale et d'une soumission intériorisée sont reconduits pour les femmes. Cela vaut-il mieux que de questionner le rapport prostitutionnel ? Qu'est-ce qui bougerait dans l'ordre du social à bousculer les identités, les pratiques et les représentations de la sexualité ?

La manipulation et la marchandisation des esprits et des corps sont indispensables pour maintenir le pouvoir réel sur tous et sur toutes. Le pouvoir ne se partage pas mais pour l'exercer il faut faire croire à la majorité qu'elle l'exerce, qu'elle en détient une partie. La démocratie de marché est une imposture.

L'économie marchande construit de toutes pièces la sexualité, les lieux de la sexualité, les conditions d'exercice de cette sexualité, les images et imaginaires qui la véhiculent et la transmettent pour contrer la liberté et canaliser les énergies des femmes

et des hommes, les rendre vaines, et s'opposer à la libération des rapports hommes-hommes, hommes-femmes.

Interpellée par l'expression de « travailleuses du sexe », l'ex-prostituée française Agnès Laury suggère dans son livre *Le cri du corps* une définition plus conforme à la réalité : « marchandises vendues par des hommes à des hommes ».

Qui a intérêt à affirmer que lorsque des féministes dénoncent le système prostitutionnel, elles confortent l'ordre moral ? N'est-ce pas tous ces illusionnistes de la libération par le libéralisme qui concourent au maintien du système qui mutile les individus, femmes et hommes ?

Texte proposé au débat par
Irène, Pascale et Marie-Andrée, des femmes
du Collectif Midi-Pyrénées pour le droit des femmes,
octobre 2002.

Contre l'ordre moral : mobilisation et vigilance

(Signé par l'ANEF)

La Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception (CADAC) et l'Association des Parents et futurs parents Gays et Lesbiens (APGL) ont été évincées du CSIS (Conseil Supérieur de l'Information Sexuelle) par un arrêté ministériel du 29 juillet 2002.

Dans le même temps, la Confédération nationale des associations familiales catholiques et la Fédération nationale des familles de France y ont été intégrées. Ces deux structures se sont particulièrement illustrées par leur lutte contre le droit à l'avortement et leur opposition haineuse à l'adoption du PACS, ainsi que pour leurs positions conservatrices en ce qui concerne la famille.

Cette exclusion brutale traduit la volonté du gouvernement d'un retour à un ordre moral discriminant. Ce faisant, il affiche son hostilité à l'encontre des modes de vie non conformes au schéma familial traditionnel et envers celles et ceux qui luttent politiquement pour le droit des femmes à disposer de leur corps. Cette attaque contre les femmes, les lesbiennes et les gais s'inscrit dans la même logique que la répression contre les prostitué-e-s, les jeunes, les sans-papiers, les militants et militantes du mouvement social.

Face à cette agression, la CADAC, l'APGL et l'Inter-LGBT (Interassociative lesbienne, gaie, bi et trans) appellent à se mobiliser pour le respect des choix de vie de chacun et chacune.

Premiers signataires : AC !, Act-Up Paris, AIDES, AITEC, ANCI, ANEF, ANGEL 91, ANGEL Montpellier, APGL, ARCAT, Archives lesbiennes, ASB, Atalante, CADAC, Café féministe, CEDETIM, CGAY, CLG Nantes, CNAFAL, Collectif Comme ça, Collectif contre l'homophobie et pour l'égalité des droits, Collectif féministe Ruptures, Collectif national pour les droits des femmes, Coordination Interpride, Coordination Lesbienne Nationale, Couples contre le sida 31, CQFD Fierté Lesbienne, DAL, David et Jonathan, DEGEL Debout Étudiant-e-s Gays et Lesbiennes de Jussieu, Energay, Fant'Asia, FCPE, Fédération nationale Solidarité Femmes, FIDL, FLAG !, GELEM, HES, Inter-LGBT, JCR, Ex-Aequo, FGTE-CFDT, FSU, LCR, LDH, LGP Biarritz-Impact, LGP Bordeaux, LGP Lyon, LGP Marseille, LGP Rennes, MAG Jeunes Gais et Lesbiennes, Maison des femmes de Paris, Mix-cité, MJS Paris, MNCP, Moules Frites Réseau des associations jeunes et étudiantes gays et lesbiennes, Mouvement français pour le planning familial confédération, MFPP AD 75, Mousse, Pamplémousse, Paroles de femmes, PCF, Prochoix, PS, Quazar, RAJFIRE, Ras l'Front, Revue Mouvements, SOS Femmes Alternative, SOS Homophobie, SOS Racisme, La Souris Verte / Forum des jeunes Verts, SIBEL, Sud-PTT, Sud Santé Sociaux, UNEF, Union Syndicale G10-Solidaires, Les Verts.

Contact : CADAC – 21 ter, rue Voltaire 75011 Paris
Tél. 01 43 56 36 48 – colcadac@club-internet.fr

Attention : associations en danger !

Aujourd'hui nos associations sont touchées de plein fouet par la diminution du budget social de 6,2 %, les suppressions des emplois-jeunes, la forte diminution des emplois aidés, le refus de renégocier les conventions pluri-annuelles d'objectifs. Pour celles qui avaient créé des emplois, c'est un coup dur ! Déjà le « gel républicain » des subventions en a mis plus d'une en difficulté pour payer leur loyer et leurs salariées, mais ce qu'on entend fait froid dans le dos.

Manifestement, le gouvernement actuel a décidé de réduire à la portion congrue toutes les actions collectives des mouvements, réseaux et collectifs en supprimant en grande partie leurs possibilités d'action !

En revanche, le gouvernement multiplie les mesures allant vers le « tout-sécuritaire » et la répression des exclu-e-s, des prostitué-e-s, des squatteur-se-s, des mendiant-e-s. Les suppressions d'emploi s'accroissent : plans sociaux dans les entreprises privées, suppressions de poste dans les établissements d'enseignement, etc.

Il est urgent de réagir contre ces menaces à l'encontre des associations. De nombreuses associations ou collectifs se sont déjà organisés :

- les chômeurs et précaires,
- les mouvements d'économie solidaire et sociale,
- les mouvements de lutte contre le sida,
- les collectifs emplois-jeunes,
- des acteurs de la vie culturelle.

Le Collectif féministe de défense interassociative appelle lui aussi toutes les associations féministes dont les subventions sont menacées, à se faire connaître et à s'organiser, et celles qui ne sont pas atteintes (pour l'instant) à être solidaires.

Il est urgent d'être solidaires. Cet appel a déjà été signé par les associations présentes, le 27 septembre 2002, à la première réunion du Collectif féministe de défense interassociative : Maison des femmes de Paris, Réseau pour l'autonomie des femmes immigrées et réfugiées (RAJFIRE), Archives, cultures, recherches lesbiennes (ARCL), Collectif national pour les droits des femmes (CNUF), Mix-cité, collectif féministe Ruptures, Réseau Femmes Île-de-France, Act-Up Femmes, Collectif de lutte anti-sexiste contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur (CLASCHES), Agence pour le développement de l'économie locale (ADEL). Rejoignez-nous.

Contact : Maison des femmes – 163, rue de Charenton 75012
Paris – Tél. 01 43 43 41 13 / Fax : 01 43 43 42 13
Courriel : maisondesfemmes@free.fr
<http://maisondesfemmes.free.fr>



ulletins
de
commande

Actes des journées de l'ANEF

Brochures disponibles au secrétariat de l'ANEF – 34, rue du Professeur-Martin
31500 TOULOUSE.

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Cocher les brochures commandées.

- Pouvoir, parité, représentation politique
- Femmes et mouvements de femmes face à la situation algérienne : analyses et solidarités
- Etudes féministes, militantisme et mouvement des femmes
- Les féministes face à l'antisémitisme et au racisme
- Lien sexuel, lien social
- Femmes, féminisme, féminité : représentations et ruptures
- Féminisme et polar
- Annuaire des adhérentes

**PRIX
frais d'envoi inclus**

7 €

7 €

7 €

7 €

7 €

7 €

7 €

15 €

Total de la commande : €

Prière de joindre le règlement à la commande.



Statuts

Association Nationale des Etudes Féministes

ARTICLE 1 - Il est fondé entre les adhérentes aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 18 août 1901, ayant pour titre : « Association nationale des études féministes » (ANEF). Son siège social est fixé à Paris : 9 bis, rue de Valence 75005. Il pourra être transféré sur simple décision du bureau.

ARTICLE 2 - L'association se propose d'être un lieu de réflexion, d'échanges et de confrontations. Elle se donne comme but principal la promotion des études et recherches féministes, sur les femmes et sur les rapports de sexe et de genre, notamment par :

- l'enseignement, la formation, la création et la recherche, dans et hors institution ;
- la diffusion et la valorisation de ces recherches et de ces problématiques au moyen de publications, colloques, séminaires, rencontres, annuaires... etc. ;
- la création d'enseignements féministes à tous les niveaux d'enseignements ;
- la création de postes, d'équipes et de programmes de recherche dans les organismes publics, parapublics et privés d'enseignement, de formation et de recherches.

Ces buts seront réalisés par toutes actions nécessaires, y compris l'action concertée auprès des pouvoirs publics, régionaux, nationaux et internationaux.

L'association se donne également pour buts :

- la défense des intérêts professionnels et moraux de ses membres et la lutte contre les discriminations sexistes ;
- le maintien et le développement de relations d'échanges, de respect mutuel et de solidarité entre ses membres ;
- le développement de liaisons avec les associations et les groupes nationaux ou étrangers, la participation aux réseaux européens et internationaux d'études féministes.

ARTICLE 3 - Peuvent devenir membres de l'association les femmes, sans distinction de nationalité, qui sont en accord avec les buts de l'association, et s'enga-

gent à travailler à leur réalisation. Les demandes d'adhésion sont adressées au conseil d'administration.

L'association admet également, à titre d'associés, des groupes des institutions, et les individus qui soutiennent ses objectifs. La qualité de membre se perd par démission, non-paiement de la cotisation ou tout autre motif prévu au règlement intérieur.

ARTICLE 4 - Les ressources de l'association comprennent : le montant des cotisations, les dons, legs et subventions accordées pour le fonctionnement et la réalisation des buts de l'association dans les limites fixées par la loi.

ARTICLE 5 - L'assemblée générale comprend tous les membres de l'association. Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du conseil d'administration. L'ordre du jour est indiqué sur les convocations. La présidence est assurée par un membre du conseil d'administration.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées par le conseil d'administration, soit à son initiative, soit à la demande transmise au conseil d'administration du cinquième des membres.

ARTICLE 6 - L'assemblée générale est l'instance souveraine. Elle définit les orientations. Le conseil d'administration est élu pour 2 ans par l'assemblée générale des membres à jour de leur cotisation et dans un souci de représentativité des régions conformément au règlement intérieur. Il désigne en son sein chaque année un bureau formé au moins d'une présidente, une secrétaire, une trésorière, et suscite la mise en place de commissions responsables devant lui. Toutes les décisions du conseil sont prises de façon collégiale.

ARTICLE 7 - Un règlement intérieur est établi par le conseil d'administration qui le fait approuver par l'assemblée générale. Il est destiné à préciser les statuts et à fixer les divers points non prévus par ceux-ci notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association.

ARTICLE 8 - La révision des présents statuts ne pourra avoir lieu qu'à la suite d'une proposition présentée à l'assemblée générale, soit par le conseil d'administration, soit par un cinquième des membres inscrits. Le vote ne pourra avoir lieu qu'à une prochaine assemblée générale qui sera convoquée sur cet ordre du jour. La décision est prise à la majorité des membres inscrits.

ARTICLE 9 - La dissolution de l'association est prononcée par les deux tiers au moins des membres présents à l'assemblée générale convoquée sur cet ordre du jour et représentant la majorité absolue des membres inscrits. Une ou plusieurs liquidatrices sont nommées par cet assemblée et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.



Association Nationale des Etudes Féministes

BULLETIN D'ADHÉSION 2003

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Pays :

J'ai pris connaissance des statuts de l'ANEF.

Signature :

Membre adhérent-e : 30 € (revenus mensuels inférieurs à 1 500 €)
45 € (revenus mensuels supérieurs à 1 500 €)
15 € (pour les étudiant-e-s – sur justificatif)
Membre associé-e : 50 €
Service du bulletin seul : 50 € (institutions)

L'adhésion est annuelle (année civile janvier-décembre) et inclut l'abonnement au Bulletin.

**Règlement et bulletin d'adhésion ou d'abonnement à renvoyer à l'ordre de :
ANEF – 34, rue du Professeur- Martin 31500 TOULOUSE**